



Conseil de sécurité

Distr. générale
30 août 2019
Français
Original : anglais

Note de la Présidente du Conseil de sécurité

Au paragraphe 2 de sa résolution [2464 \(2019\)](#), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts créé en application de la résolution [1874 \(2009\)](#) de lui présenter un rapport de mi-mandat contenant ses conclusions et recommandations.

La Présidente communique donc ci-après le rapport émanant du Groupe d'experts (voir annexe).

* Nouveau tirage pour raisons techniques (4 décembre 2019).



Annexe

Lettre datée du 27 août 2019, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) a l'honneur de communiquer ci-joint, conformément au paragraphe 2 de la résolution 2464 (2019), le rapport de mi-mandat sur ses travaux.

Ce rapport a été adressé le 31 juillet 2019 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), qui l'a examiné le 26 août 2019.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de sa pièce jointe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le publier comme document du Conseil.

Le Groupe d'experts créé en application
de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité

Pièce jointe**Lettre datée du 31 juillet 2019, adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1718 \(2006\)](#) par le Groupe d'experts créé en application de la résolution [1874 \(2009\)](#) du Conseil de sécurité**

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution [1874 \(2009\)](#) a l'honneur de communiquer ci-joint, conformément au paragraphe 2 de la résolution [2464 \(2019\)](#), le rapport de mi-mandat sur ses travaux.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1718 \(2006\)](#).

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution [1874 \(2009\)](#) du Conseil de sécurité

Rapport de mi-mandat du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009)

Résumé

Pendant la période considérée, la République populaire démocratique de Corée a continué de renforcer ses programmes d'armement nucléaire et de missiles, même si elle n'a procédé à aucun essai nucléaire ni tir de missile balistique intercontinental. Les tirs de missiles en mai et juillet 2019 ont permis au pays de consolider l'ensemble de son programme de missiles balistiques. Bien que l'action diplomatique se poursuive, y compris au plus haut niveau, en vue d'aboutir par la voie pacifique à une dénucléarisation vérifiable de la péninsule coréenne et que les tensions se soient apaisées globalement dans la péninsule, les enquêtes menées par le Groupe d'experts montrent que les résolutions sur la question continuent d'être enfreintes. À titre d'exemple, la République populaire démocratique de Corée a continué de violer les sanctions en procédant de manière illicite à des opérations de transbordement, d'achat d'articles de luxe et d'achat de matériel pouvant servir à la fabrication d'armes de destruction massive. Des représentants de banques et des réseaux actifs dans le monde entier permettent à ce pays d'accéder au système financier mondial et de commettre ainsi ces infractions et d'autres violations des sanctions. La République populaire démocratique de Corée s'est également servie du cyberspace pour lancer des attaques de plus en plus complexes afin d'engranger des recettes en subtilisant des fonds à des institutions financières et sur les plateformes d'échange de cybermonnaies.

Se livrant à des pratiques frauduleuses tout en mettant à profit les lacunes persistantes dans l'application des sanctions financières par certains États Membres, la République populaire démocratique de Corée a pu continuer d'accéder au système financier international. Les établissements financiers de ce pays, y compris des banques désignées, disposent de plus de 30 représentants à l'étranger, qui contrôlent les comptes bancaires et facilitent les opérations, notamment les transferts illicites de charbon et de pétrole. Les représentants de banques et les entités désignées de la République populaire démocratique de Corée masquent leurs activités avec la complicité de nationaux de pays tiers. Le Groupe d'experts a par ailleurs enquêté sur le recours généralisé et de plus en plus élaboré de la République populaire démocratique de Corée à des moyens informatiques pour transférer des fonds illicites d'institutions financières et de plateformes d'échange de cybermonnaie, blanchir l'argent ainsi obtenu et générer des recettes en contournant les sanctions financières. En particulier, les attaques de grande ampleur contre les plateformes d'échange de cybermonnaies permettent à la République populaire démocratique de Corée d'engranger des recettes par des moyens plus difficilement traçables et moins surveillés et réglementés par les pouvoirs publics que le secteur bancaire traditionnel. Agissant pour beaucoup sous les ordres du Bureau général de reconnaissance, les cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée auraient ainsi recueilli à ce jour près de 2 milliards de dollars, qui servent à financer leurs programmes d'armes de destruction massive.

Des représentants d'entités désignées, parmi lesquelles la Korea Mining Development Trading Corporation (KOMID), Saeng Pil et Namchongang, ont poursuivi leurs opérations à l'étranger, parfois sous couverture diplomatique, en vue du transfert de compétences et d'armes classiques et de l'acquisition de matériel et de technologies au profit des programmes d'armes de destruction massive. Le Département de l'industrie des munitions et d'autres entités désignées ont continué de recueillir des fonds pour ces programmes, notamment en envoyant à l'étranger des informaticiens. Le Bureau général de reconnaissance et d'autres entités désignées, tel

que le Mansudae Overseas Project Group, ont également importé des articles de luxe et tenté de vendre à l'étranger des avoirs bloqués.

La République populaire démocratique de Corée a poursuivi sans relâche ses opérations de transbordement, en violation des résolutions applicables. Le Groupe d'experts a répertorié de nouvelles méthodes de dissimulation, comme l'utilisation de systèmes d'identification automatique de classe B par des navires collecteurs et le recours à de plus petits bâtiments pour effectuer des transbordements multiples. Il a reçu des États-Unis d'Amérique et de 25 autres États Membres un rapport comportant des images, des données, des calculs et une évaluation selon laquelle le plafond fixé par le Conseil de sécurité pour 2019, qui limite à 500 000 barils la quantité maximale de pétrole raffiné pouvant être transférée à la République populaire démocratique de Corée, avait été dépassé au cours des quatre premiers mois de 2019. Le Groupe d'experts a également reçu une réponse de la part de la Fédération de Russie, qui a fait valoir qu'à ce stade, il serait prématuré pour le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1718 \(2006\)](#) de tirer une conclusion définitive et de faire cesser les importations de pétrole raffiné. La Chine a quant à elle estimé qu'il fallait davantage de preuves et d'informations pour se prononcer sur la question.

Le Groupe d'experts a noté que les mesures de sanction n'étaient pas destinées à avoir des conséquences humanitaires négatives pour la population civile de la République populaire démocratique de Corée, ou à nuire aux activités des organisations internationales et non gouvernementales menant des programmes d'aide et de secours dans ce pays. Si le délai moyen de traitement des demandes d'exemption a diminué, les circuits bancaires n'ont pas été rétablis, ce qui a entravé les activités des entités de l'ONU et des organisations humanitaires.

Le Groupe d'experts recommande une série de désignations et de mesures concrètes visant à fournir au Conseil de sécurité, au Comité 1718 et aux États Membres des outils supplémentaires leur permettant de surmonter les obstacles actuels et de pallier les lacunes dans la mise en œuvre des résolutions.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	7
II. Sanctions sectorielles et maritimes	7
III. Embargos et entités et personnes désignées	21
IV. Financement	23
V. Activités récentes liées au programme nucléaire et au programme de missiles balistiques ...	32
VI. Effets involontaires des sanctions	34
VII. Rapports des États Membres	35
VIII. Recommandations	35
Annexes*	37

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition.

I. Introduction

1. Au paragraphe 2 de sa résolution [2464 \(2019\)](#), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts de présenter au Comité un rapport de mi-mandat comprenant ses conclusions et recommandations, comme prévu au paragraphe 43 de sa résolution [2321 \(2016\)](#). Le présent rapport couvre la période allant du 2 février au 2 août 2019.

II. Sanctions sectorielles et maritimes

Transbordements

Transbordements et livraisons directes de produits pétroliers

2. La République populaire démocratique de Corée a continué d'enfreindre les résolutions applicables en recourant au transbordement illicite comme moyen principal d'importer du pétrole raffiné.

3. Le Groupe d'experts a reçu un rapport comportant des données actualisées sur les livraisons de produits pétroliers raffinés à la République populaire démocratique de Corée, effectuées par des navires-citernes du 1^{er} janvier au 23 avril 2019. Dans cette communication adressée le 11 juin 2019 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1718 \(2006\)](#), les États-Unis d'Amérique et 25 autres cosignataires¹ ont demandé au Comité de statuer immédiatement que « le plafond fixé pour les transferts de pétrole avait été dépassé, d'informer les États Membres de l'Organisation des Nations Unies de ce dépassement et de confirmer que les transferts de pétrole raffiné à la République populaire démocratique de Corée devaient cesser immédiatement » (voir annexe 1). Le 18 juin 2019, la Fédération de Russie a répondu qu'il « serait à ce stade prématuré que le Comité prenne une décision définitive concernant la proposition des États-Unis et fasse cesser les exportations de pétrole raffiné vers la République populaire démocratique de Corée » (voir annexe 2). Le même jour, la Chine a noté qu'il fallait « davantage de preuves et d'informations pour se prononcer sur cette question ».

4. Selon le rapport fourni par les États-Unis, la République populaire démocratique de Corée aurait dépassé au 23 avril 2019 le plafond d'importation fixé à 500 000 barils [résolution [2397 \(2017\)](#), par. 5], et ce dans n'importe laquelle des trois hypothèses envisagées aux fins du calcul pour les 70 livraisons déclarées (pétroliers chargés au maximum, à la moitié ou au tiers² de leur capacité). Même dans cette dernière hypothèse, où l'on suppose que les pétroliers ont livré à chacune de leurs escales un volume équivalent au tiers seulement de leur capacité totale, la quantité de pétrole dépasserait déjà, au 23 avril 2019, le plafond annuel fixé pour l'année, puisque s'y ajouteraient les livraisons de pétrole déclarées au Comité par la Chine et la Fédération de Russie³. D'après ce rapport, le volume total estimé des livraisons s'élèverait à 1 093 millions de barils dans la première hypothèse (transport à pleine charge), soit un dépassement d'au moins 100 % du plafond. Outre leurs estimations, les États-Unis ont fourni au Groupe d'experts des images satellite de livraisons illicites de produits pétroliers dans des ports de la République populaire démocratique

¹ La République de Corée et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se sont également joints aux 23 coauteurs du texte (voir annexe 1).

² Volume minimum probable de la cargaison d'un pétrolier pour que son transport soit économiquement viable.

³ En avril 2019, la Chine a déclaré au Comité 1718 avoir exporté depuis janvier 2019 un volume cumulé de 4 194,43 tonnes de produits pétroliers raffinés en République populaire démocratique de Corée. La Fédération de Russie a quant à elle déclaré un volume cumulé de 18 974,616 tonnes pour la même période. En mai, la Chine et la Fédération de Russie ont déclaré avoir exporté respectivement 1 536,03 et 3 208,969 tonnes supplémentaires.

de Corée (voir fig. I), et un autre État Membre a communiqué des informations au sujet de transbordements illicites impliquant des pétroliers de ce pays (voir fig. II). La Fédération de Russie a fait valoir qu'elle était « encore en train d'examiner les informations fournies par les États-Unis concernant les soupçons de transbordement de produits pétroliers raffinés à des navires de la République populaire démocratique de Corée, ainsi que les résultats de la modélisation informatique » (voir annexe 2).

5. Le Groupe d'experts a continué également de corroborer l'utilisation généralisée de techniques de dissimulation par des pétroliers et parties complices, qui reviennent selon lui à contourner l'interdiction des transbordements illicites de pétrole à des navires de la République populaire démocratique de Corée. Des livraisons directes non déclarées ont eu lieu, en violation de l'obligation de signalement des importations de produits pétroliers [voir résolution 2397 (2017), par. 5]. Les indicateurs économiques montrent que les prix de l'essence et du gazole sont généralement stables en République populaire démocratique de Corée, signe que l'heure n'est pas à la pénurie de produits pétroliers malgré les sanctions internationales.

Figure I

Livraisons dans des ports de la République populaire démocratique de Corée de février à avril 2019



Source : État Membre ; carte : Groupe d'experts.

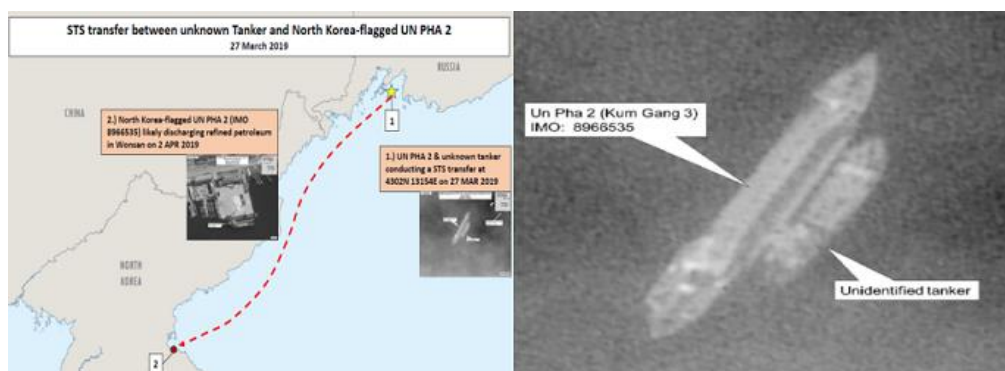
Figure II
Transbordements illicites

Transbordement entre le *Yu Son* et un navire non identifié, le 20 mars 2019



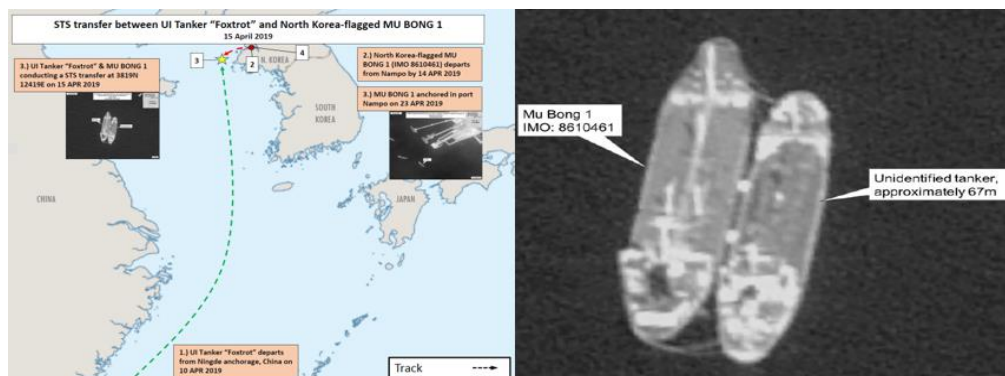
Source : État Membre.

Transbordement entre le *Un Pha 2* et un pétrolier non identifié, le 27 mars 2019



Source : État Membre.

Transbordement entre le *Mu Bong 1* et un pétrolier non identifié, le 15 avril 2019



Source : État Membre.

Recommandations

6. Les États Membres devraient signaler au Comité tout transbordement dont ils ont connaissance, conformément aux résolutions applicables.

7. Les États Membres devraient encourager les négociants en produits de base, les propriétaires et exploitants de flottes de pétroliers et les assureurs de navires à communiquer les informations dont ils disposent, pour vérifier la destination réelle des navires et empêcher la manipulation des transmissions des systèmes d'identification automatique à des fins de dissimulation.

8. Le Groupe d'experts recommande que le Comité 1718 désigne les navires ci-après pour avoir procédé à des transbordements illicites de produits pétroliers en violation des dispositions du paragraphe 5 de la résolution [2397 \(2017\)](#) :

a) Le *Un Pha 2* (n° OMI 8966535), battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, pour avoir effectué un transbordement avec un pétrolier non identifié le 27 mars 2019 ;

b) Le *Mu Bong 1* (n° OMI 8610461), battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, pour avoir effectué un transbordement avec un pétrolier non identifié le 15 avril 2019.

Nouvelles méthodes de dissimulation

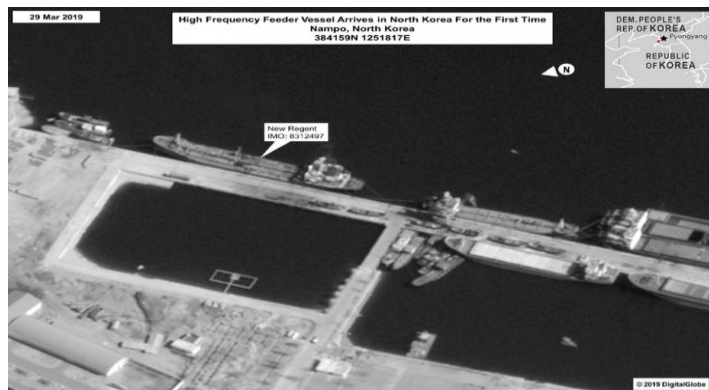
9. Le Groupe d'experts note que des techniques de dissimulation déjà bien connues sont régulièrement employées, parmi lesquelles la désactivation des systèmes d'identification automatique, le maquillage de navires, l'utilisation de petits bateaux non immatriculés auprès de l'OMI, le changement de nom, les transbordements nocturnes et d'autres formes de falsification de l'identité. Il a en outre constaté que des méthodes de dissimulation non signalées jusqu'alors avaient été utilisées pendant la période considérée afin de contourner les sanctions.

Navires battant pavillon étranger effectuant des livraisons directes à Nampo

10. Un État Membre a observé que des navires battant pavillon étranger avaient effectué, sans les déclarer, des livraisons directes de produits pétroliers raffinés à la République populaire démocratique de Corée, parmi lesquels on peut citer le *New Regent* dépavillonné (n° OMI 8312497), le *Viet Tin 01* battant pavillon vietnamien (n° OMI 8508838) et le *Sen Lin 01* battant pavillon sierra-léonais (n° OMI 8910378). Ces bâtiments ont déchargé des produits pétroliers à Nampo de janvier à avril 2019. Le *Viet Tin 01* a fait une escale au port de Nampo, tandis que le *Sen Lin 01* y a relâché à 10 occasions distinctes. Le *New Regent*, navire désigné devant faire l'objet d'un dépavillonnement et d'une interdiction d'accès aux ports du monde entier, a livré du pétrole à Nampo (voir fig. III) à deux reprises en 2019⁴. Selon le même État Membre, la désignation du *New Regent* a vraisemblablement conduit la République populaire démocratique de Corée à prendre la décision de convertir ce navire collecteur en navire-citerne de livraison.

⁴ Dans un courriel adressé au Groupe d'experts le 8 juillet 2019, la société Mega Glory Holdings a déclaré qu'elle avait vendu le *New Regent* à une autre entreprise en avril 2018. Le Groupe d'experts a noté qu'au 21 juillet 2019, Mega Glory Holdings figurait toujours sur les bases de données maritimes comme propriétaire déclaré, exploitant et gérant du navire. Il poursuit ses enquêtes.

Figure III
Le *New Regent* vu à Nampo pour la première fois



Source : État Membre ; carte : Groupe d'experts.

11. Navire battant pavillon vietnamien, le *Viet Tin 01* a rallié Nampo le 26 février afin d'y livrer une cargaison de pétrole raffiné et a appareillé le lendemain. Le Groupe d'experts a constaté que ce bâtiment était exploité depuis le 4 janvier 2019 sous contrat d'affrètement coque nue⁵. La société Happy Shipping Co Ltd, basée dans la province du Fujian en Chine, a affrété le navire par l'entremise de KLJ Marine Services Pte Ltd, établie à Singapour (voir annexe 3). Le Viet Nam a informé le Groupe d'experts que la Viet Trust Shipping Corporation, qui est propriétaire du *Viet Tin 01*, n'avait pas réussi à contacter l'affrèteur coque nue en vue de récupérer son navire. Un État Membre a avisé le Groupe d'experts qu'un intermédiaire, K.S. Kwek⁶, assurait la communication entre le propriétaire du navire et la société Happy Shipping Co Ltd. M. Kwek a déclaré au Groupe d'experts qu'il ne faisait que fournir des services de traduction. Le Groupe d'experts poursuit son enquête.

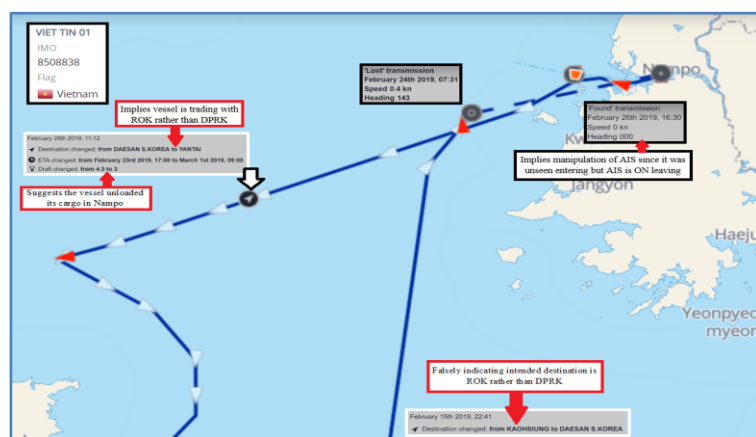
12. La dernière escale enregistrée du *Viet Tin 01* a eu lieu à Singapour du 30 janvier au 2 février 2019. D'après les documents consultés, ce navire devait décharger sa cargaison au port d'Ulsan (République de Corée) (voir annexe 4), mais le 2 février 2019, son système d'identification automatique (AIS) indiquait qu'il ferait son escale suivante au port de Nampo, destination remplacée une heure plus tard par Kaohsiung. Le *Viet Tin 01* s'est ensuite attardé au large de Kaohsiung, du 13 au 16 février, avant de se diriger vers Nampo (voir fig. IV). Au cours du mois ayant précédé l'escale au port de Nampo, le navire avait éteint son système d'identification automatique pendant la majeure partie du voyage. Le Gouvernement vietnamien enquête à ce sujet, tandis que Singapour, qui mène sa propre enquête, a fourni des informations sur l'escale du navire et la cargaison de 5 108 barils de pétrole qu'il transportait.

⁵ Accord d'affrètement disposant qu'aucun équipage ni équipement n'est fourni, l'un et l'autre relevant de la responsabilité de l'affrèteur.

⁶ La société de M. Kwek et KLJ Marine Services Pte Ltd sont deux entités distinctes. M. Kwek a nié toute relation commerciale ou personnelle avec KLJ Marine Services Pte Ltd.

Figure IV

Itinéraire du *Viet Tin 01* et images satellite montrant un navire de dimensions analogues dans le bassin pour pétroliers de Nampo (38° 42' 55" N 125° 22' 04" E), le 26 février 2019



Source : Windward.



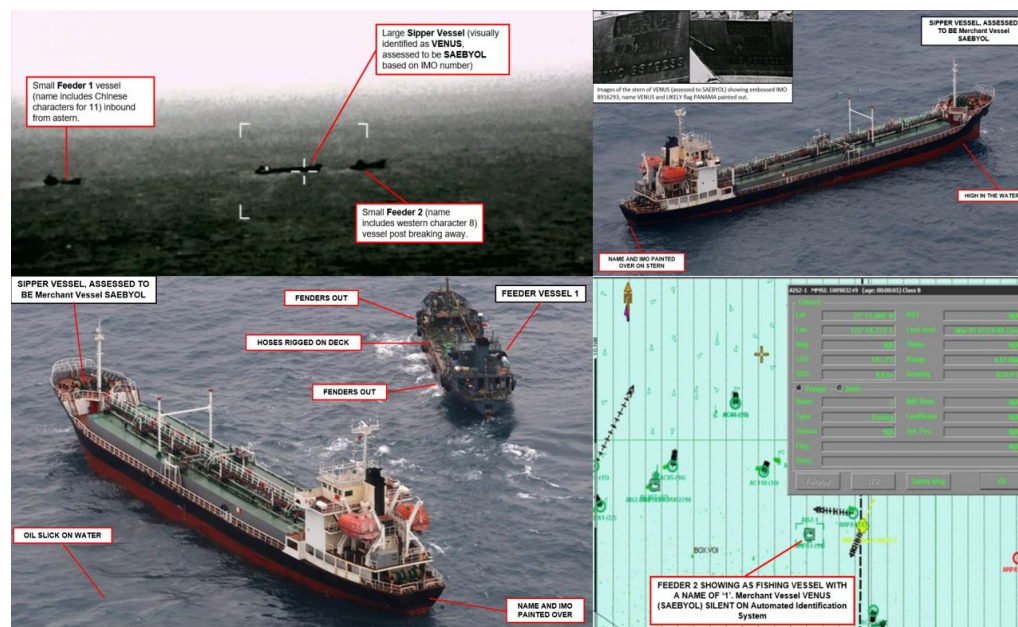
Source : Planet Labs, Inc.

Techniques de maquillage de navire

13. Un État Membre a fourni au Groupe d'experts des preuves qu'un navire-citerne commercial ayant éteint son système d'identification automatique avait procédé, le 19 mars 2019 en mer de Chine orientale, à un transbordement avec un navire collecteur non identifié de plus petite taille. Encore visible sous la couche de peinture qui le recouvrait en partie, le numéro OMI du bâtiment de plus grande dimension (8916293) était celui d'un navire désigné, le *Saebhyol* (également connu sous le nom *Chong Rim 2*). En lieu et place du nom du navire, couvert lui aussi d'une couche de peinture, était inscrit « Venus ». On voit à la figure V un navire lourdement chargé (collecteur 1) s'approchant du *Saebhyol* tandis qu'un autre navire (collecteur 2), qui ne semble pas chargé, se détache après avoir effectué un transbordement de carburant. Tuyaux disposés sur le pont et coque garnie de ses défenses, le premier navire collecteur semble prêt pour un transbordement. La présence d'une nappe d'hydrocarbures à proximité témoigne qu'un transbordement vient d'avoir lieu avec le second navire collecteur.

Figure V

Le *Saebivol* effectuant un transbordement le 19 mars 2019 et le second navire collecteur transmettant un signal de « navire de pêche » et s'employant peut-être à leurrer les systèmes de localisation



Source : État Membre.

14. Le deuxième navire collecteur semble avoir employé une nouvelle technique consistant à utiliser un transpondeur AIS de classe B en se faisant passer pour un bateau de pêche afin de masquer son identité et de limiter sa portée de détection. Il se pourrait également que le second navire collecteur et son système de radioralliement⁷ ait servi à guider les navires de transbordement pour le compte du *Saebivol*, dont le système d'identification automatique était désactivé.

Retour de navires collecteurs

15. Des navires collecteurs ont procédé, en mer de Chine orientale, à deux transbordements successifs avec le pétrolier *An San I* de la République populaire démocratique de Corée (n° OMI 7303803), les 13 et 14 mai 2019. Effectués avec des bateaux de petite taille dénués d'éléments d'identification, sans doute pour déjouer toute surveillance aérienne, ces transbordements d'une durée moyenne d'une heure et demie se sont reproduits deux jours de suite, à l'aube et au crépuscule (voir fig. VI).

⁷ Les transpondeurs AIS de classe B sont utilisés par les navires qui, à l'instar des petits bateaux de pêche, n'atteignent pas le seuil au-delà duquel l'installation d'un système d'identification automatique de classe A est obligatoire, conformément à la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer. Bien qu'ils soient moins puissants et offrent des fonctionnalités et une portée plus restreintes, les systèmes de classe B sont compatibles et permettent de communiquer avec les systèmes de classe A utilisés à bord des navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 300.

Figure VI

Navires de nationalité inconnue effectuant des transbordements avec le pétrolier *An San 1* pendant deux jours consécutifs



Source : État Membre.

16. Les informations susmentionnées communiquées par différents États Membres concernant les navires *Saemyol* et *An San 1* montrent que les pétroliers de la République populaire démocratique de Corée s’approvisionnent auprès de bâtiments multiples afin d’augmenter leur chargement avant de regagner le pays pour y débarquer leur cargaison illicite.

Propriétaires, exploitants et gérants

17. Les navires qui effectuent des transbordements ou livrent directement du pétrole raffiné à la République populaire démocratique de Corée sont, en règle générale, des bâtiments de petite taille, d’un port en lourd compris entre 1 000 et 20 000 tonnes, et des bateaux relativement anciens, âgés de 30 à 35 ans. Leurs propriétaires déclarés détiennent généralement de petites flottes de quatre bateaux ou moins et semblent être des sociétés écrans récemment créées, enregistrées comme exploitant tiers de navires dans une juridiction différente.

Expéditions de charbon

Transferts de charbon en mer

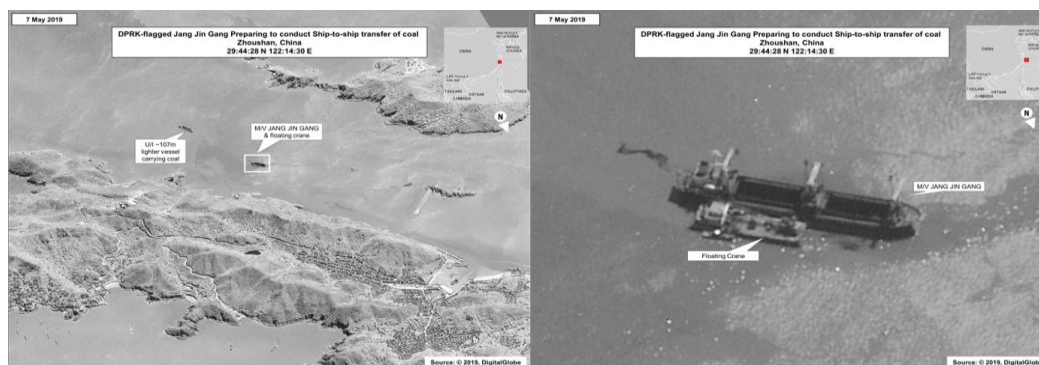
18. La République populaire démocratique de Corée continue de violer l’interdiction d’exporter du charbon que lui impose la résolution [2371 \(2017\)](#). Selon un État Membre, elle en aurait exporté 930 000 tonnes au total dans le cadre de 127 livraisons⁸ effectuées pendant les quatre premiers mois de 2019.

19. L’État Membre a fourni au Groupe d’experts des images montrant des navires chargés de charbon présents au large du port de Ningbo-Zhoushan, qu’il a identifiés comme étant associés à la République populaire démocratique de Corée (voir fig. VII et VIII). La Chine a répondu que les informations fournies par le Groupe d’experts n’avaient pas été communiquées à temps et ne pouvaient motiver un transport sur les lieux, ajoutant qu’au vu du caractère ambigu et peu précis des informations relatives aux navires concernés, celles-ci ne pouvaient constituer une véritable chaîne de transmission des éléments de preuve ni justifier l’ouverture d’une enquête approfondie. (voir annexe 6.1).

⁸ L’État Membre ayant fourni ces informations estime à 93 millions de dollars la valeur du charbon exporté, à raison de 100 dollars la tonne.

Figure VII

Le *Jang Jin Gang* battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée s'apprête à procéder à un transbordement près de Ningbo à l'aide d'un ponton-grue



Source : État Membre, carte : Groupe d'experts.

Figure VIII

Deux groupes de cinq et trois navires associés à la République populaire démocratique de Corée croisant le même jour dans la zone de Ningbo



Source : État Membre, carte : Groupe d'experts.

20. Un État Membre a communiqué au Groupe d'experts des images sur lesquelles on voit les navires *Paek Yang San* (n° OMI 9020534), *Ka Rim Chon* (n° OMI 8314811), *Pho Phyon* (n° OMI 8417962) et *Tae Yang* (n° OMI 8306929) appartenant à la République populaire démocratique de Corée transborder du charbon sur des chalands naviguant dans le golfe du Tonkin de septembre à octobre 2018 (voir annexe 5) (voir fig. IX), et d'autres images montrant des barges amarrées à Qisha (voir fig. X) et dans une zone de mouillage à proximité du terminal charbonnier (voir fig. XI). La Chine a répondu : « les informations fournies par le Groupe d'experts n'ont pas été communiquées à temps et ne peuvent motiver un transport sur les lieux ; étant donné le caractère ambigu et peu précis des informations relatives aux navires concernés, celles-ci ne peuvent constituer une véritable chaîne de transmission des éléments de preuve » et « tous les navires charbonniers amarrés au port de Qisha sont munis de documents d'importation en règle et le lieu de provenance du charbon n'est pas la République populaire démocratique de Corée. En fait, la plupart des vraquiers ont une silhouette très similaire et il n'est pas prudent d'associer les navires amarrés au port de Qisha à ceux impliqués dans les transbordements sur la seule base d'images satellite » (voir annexe 6.1).

Figure IX
Transbordement de charbon dans le golfe du Tonkin



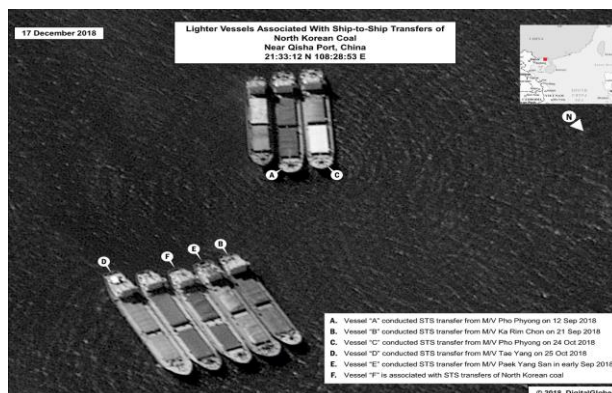
Source : État Membre, carte : Groupe d'experts.

Figure X
Des chalands livrent du charbon au port de Qisha



Source : État Membre, carte : Groupe d'experts.

Figure XI
Zone de mouillage réservée aux chalands



Source : État Membre, carte : Groupe d'experts.

Recommandations

21. Étant donné que les navires de la République populaire démocratique de Corée se servent de chalands pour éviter de faire escale dans les ports, les autorités portuaires devraient en renforcer l'inspection en vérifiant leurs documents de bord, y compris les certificats d'origine, manifestes et connaissements, et saisir, inspecter et confisquer tout navire dont elles soupçonneraient qu'il transporte des articles interdits [résolution 2397 (2017), par. 9].

22. Le Groupe d'experts recommande que le Comité 1718 désigne les navires de la République populaire démocratique de Corée ci-après pour avoir violé les dispositions du paragraphe 8 de la résolution 2371 (2017) :

a) Le *Paek Yang San* (n° OMI 9020534), pour avoir procédé à un transbordement le 5 septembre 2018 ;

b) Le *Ka Rim Chon* (n° OMI 8314811), pour avoir procédé à un transbordement le 21 septembre 2018 ;

c) Le *Pho Phuong* (n° OMI 8417962), pour avoir procédé à un transbordement le 24 octobre 2018 ;

d) Le *Tae Yang* (n° OMI 8306929), pour avoir procédé à un transbordement le 25 octobre 2018.

Enquêtes sur la présence de charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée dans des pays tiers

23. En mars 2019, la République de Corée a indiqué au Groupe d'experts qu'elle avait procédé à de nouvelles mises en accusation, visant une personne et deux entreprises impliquées en 2017 dans l'exportation illicite, par Kholmsk, de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée (S/2019/171, par. 37). Elle a ajouté qu'elle avait renvoyé six personnes et cinq entités devant le ministère public dans le cadre d'enquêtes menées sur deux autres cas d'exportations interdites de charbon par la République populaire démocratique de Corée, en décembre 2017 et juin 2018. Au total, 14 840 tonnes de charbon sont entrées dans le pays après avoir été transbordées dans des pays tiers. Dans le cadre de ces affaires, la République de Corée a interdit l'entrée dans ses ports à plusieurs navires supplémentaires (voir tableau).

Tableau

Interdictions d'entrée dans les ports prononcées par la République de Corée depuis août 2018

Nom du navire	Numéro OMI	Pavillon	Date de l'interdiction d'entrée dans les ports de la République de Corée
<i>Yu Yuan</i>	9358694	Togo	18 août 2018
<i>An Quan Zhou 66</i>	8742240	Pas d'État du pavillon	28 décembre 2018
<i>Tai Xin</i>	9088598	Togo	28 décembre 2018
<i>Xin Yang 688</i>	8657809	Belize	28 décembre 2018
<i>Lucky Star</i>	9015278	Togo	28 décembre 2018
<i>East River</i>	9109952	Panama	28 février 2019

Source : État Membre, Groupe d'experts.

Charbon en provenance de République populaire démocratique de Corée transporté par le Wise Honest

24. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur l'origine de la cargaison de charbon illicite transportée à bord du *Wise Honest* (n° OMI 8905490) battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, appréhendé par l'Indonésie le 4 avril 2018 pour avoir sciemment hissé un faux pavillon sierra-léonais. Son capitaine, Kim Chung Son, a depuis été frappé d'une amende⁹ pour avoir contrevenu aux réglementations sur le transport de marchandises et a été expulsé avec son équipage de l'Indonésie. Le Groupe d'experts a également continué à enquêter sur la société Enermax qui aurait acheté du charbon transporté à bord du *Wise Honest* (voir par. 52 et 53). D'après les États-Unis, « plus de 750 000 dollars ont transité par des comptes ouverts auprès d'une institution financière américaine en paiement du charbon transporté en mars 2018 à bord du *Wise Honest* »¹⁰.

25. Selon les États-Unis¹⁰, le *Wise Honest* était le seul navire de la Korea Songi Shipping Company (pour en savoir plus sur la manière dont la cargaison de charbon a été payée, voir par. 52). Les États-Unis ont également indiqué que le navire était en fait contrôlé par la Korea Songi General Trading Corporation (également connue sous le nom de Songi Trading Company), une entreprise « aux ordres de l'Armée populaire coréenne et impliquée dans des exportations de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée ».

26. À la suite d'une décision prise en novembre 2018 par la cour de district de Balikpapan (Indonésie)¹¹, le charbon a été « rendu » à Eko Setyamoko, l'intermédiaire indonésien initialement chargé du courtage du charbon transporté à bord du *Wise Honest*. Les 26 500 tonnes de charbon illicite concernées ont été transférées du *Wise Honest* au Dong Thanh (n° OMI 9180035), battant pavillon panaméen. Le 13 avril 2019, sur instruction de l'armateur Global Shipping Co. Ltd (voir annexe 7), le *Dong Thanh* a pris la mer vers le port de Kemaman (Malaisie), dont il s'est vu refuser l'entrée à son arrivée le 19 avril 2019. Les autorités malaisiennes ont communiqué au Groupe d'experts des documents prouvant que l'expéditeur Pt. Bara Makmur Sadayana, qui appartient également à M. Setyamoko (voir annexe 8)¹², avait faussement déclaré que le charbon provenait d'Indonésie (voir fig. XIII)¹³. Il est ressorti de l'enquête menée par le Groupe d'experts sur les opérations liées au charbon transporté par le *Wise Honest* que les différents certificats d'origine des produits comprenaient de fausses informations (voir annexe 9).

⁹ Montant fixé à 400 millions de roupies indonésiennes, soit environ 28 500 dollars.

¹⁰ Tribunal d'instance du District sud de l'État de New York, affaire n° 1 :19-cv-04210, déposée le 9 mai 2019.

¹¹ Tribunal de première instance de Balikpapan, décision n° 682/Pid.B/2018/PN.BPP prise le 22 novembre 2019.

¹² S/2019/171, annexe 19, et selon des documents communiqués par la justice indonésienne.

¹³ M. Setyamoko a fait appel devant la cour pour obtenir l'autorisation de vendre la cargaison, arguant de la baisse du prix du charbon (voir page 3 de la décision n° 682/Pid.B/2018/PN.BPP). La valeur contractuelle de la marchandise s'élevait à 2 990 000 dollars.

Figure XII
Document indiquant fallacieusement que le charbon provenait d'Indonésie

CODE NAME : "QINGDAOBILL" EDITION 1994 SHIPPER PT. BAKA MAKMUR SUDATANA CONSIGNEE TO ORDER SELLER'S ADDRESS EASTERN STEEL SDN. BHD. LOT 629, 629A, KAWASAN PERINDUSTRIAN TELUK KALONG, MUKIM TELUK KALONG, 3600 KEMAMAN TERENGGANU DARUL IMAN, MALAYSIA VESSEL M/V. DONG THANH VOYAGE-19 PART OF LOADING TELUK BALEPAPAN, INDONESIA PORT OF DISCHARGE KEMAMAN PORT, MALAYSIA SHIPPER'S DESCRIPTION OF GOODS INDONESIAN COAL FREIGHT PAYABLE AS PER CHARTER PARTY		Page 1 BL No. BPA019441 BILL OF LADING TO BE USED WITH CHARTER PARTIES Reference No. 3rd ORIGINAL SAID TO WEIGHT 26,400 MTS
---	--	---

Source : Groupe d'experts.

27. Le fait qu'une cour de district ait pu débloquent le charbon illicite saisi et approuver sa réexportation par le courtier qui avait facilité l'opération illégale montre à nouveau clairement que les États Membres doivent intégrer de toute urgence dans leur législation nationale les résolutions du Conseil de sécurité. La République populaire démocratique de Corée et des acteurs complices exploitent l'absence d'un tel cadre juridique à leur avantage. L'Indonésie a entrepris d'examiner le sien pour vérifier qu'il est conforme aux obligations que lui imposent les résolutions du Conseil. Il ressort également de cette affaire que les ambassades de la République populaire démocratique de Corée et ses diplomates participent toujours au contournement des mesures de sanction¹⁴.

28. L'affréteur à temps du *Dong Thanh* a informé le Groupe d'experts que puisqu'il transportait du charbon récupéré sur le *Wise Honest*, son navire n'avait pas pu entrer au port et avait mis le cap sur Vung Tau (Viet Nam) en attendant qu'une décision soit prise sur le sort réservé à la cargaison (résolution 2937 (2017), par. 9). Le Viet Nam a confirmé que le navire était entré dans ses eaux intérieures le 6 juin 2019, dans la région de la province de Ba Ria-Vung Tau, que ses autorités douanières l'avaient intercepté et enquêtaient sur l'affaire. Le Groupe d'experts a repéré un lien entre l'armateur du Dong Thanh, Qingdao Global Shipping Co. Ltd (connu à présent sous le nom de Global Shipping Group Ltd)¹⁵ et le *Wise Honest*. En 2018, Qingdao Global a reçu un virement effectué depuis un compte utilisé pour abonder des opérations liées au *Wise Honest*. L'entreprise a indiqué au Groupe d'experts que ces fonds étaient une compensation pour défaut de livraison, le charbon attendu n'ayant jamais été livré par

¹⁴ Paragraphe 13 de la résolution 2270 (2016) et paragraphe 17 de la résolution 2321 (2016). Voir également S/2019/171, par. 36.

¹⁵ Qingdao Global Shipping a déclaré au Groupe d'experts qu'elle savait que la cargaison du Dong Thanh provenait du *Wise Honest* mais que la justice avait autorisé son exportation, « qu'elle pouvait être traitée comme un produit d'exportation d'origine indonésienne plutôt que d'origine russe, et que l'entreprise ne disposait jusque-là d'aucune information selon laquelle la marchandise serait concernée par des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies ».

le « *White Honest* [sic] » au Ken Orchid (n° OMI 9598153). Selon les documents fournis par Qingdao Global, le Ken Orchid avait été affrété pour qu'on y transborde le charbon du *Wise Honest* avant de l'acheminer à Pohang (République de Corée) (voir annexe 10). Les informations données dans ces documents correspondent à celles qui figurent dans un contrat cosigné par Enermax¹⁶.

Recommandation

29. Le Groupe d'experts recommande que le Comité 1718 désigne : Kim Chung Son, le capitaine du *Wise Honest*, la Korea Songi Shipping Company (n° OMI 5607043), propriétaire du navire, et la Korea Songi General Trading Corporation, pour avoir pris part à des violations des sanctions.

Activités halieutiques interdites

30. Deux États Membres ont fourni au Groupe d'experts des informations selon lesquelles les transferts de droits de pêche se poursuivraient et notamment une image sur laquelle on peut observer un bateau de pêche d'un pays tiers portant une plaque d'immatriculation associée à un permis de pêche délivré par la République populaire démocratique de Corée (voir fig. XIII).

Figure XIII

Bateau de pêche portant le nom « 琼东渔 12122 » affichant une plaque d'immatriculation associée à un permis délivré par la République populaire démocratique de Corée



Source : État Membre.

31. Un État Membre a également signalé avoir croisé des bateaux de pêche d'un pays tiers qui se rendaient vers des zones de pêche de la République populaire démocratique de Corée et ne portaient pas de plaques d'immatriculation associées à des permis de pêche. Une fois la communication établie, les équipages de ces navires ont répondu qu'ils avaient déjà demandé leurs certificats de droits de pêche à la République populaire démocratique de Corée et que les permis leur seraient délivrés à leur arrivée dans les zones de pêche du pays. Ils ont ajouté que ces permis leur seraient remis en mer par un navire de commandement du pays tiers, qui aurait préalablement récupéré les plaques d'immatriculation associées aux permis au port de Wonsan. Ils ont également déclaré qu'il arrivait que des patrouilleurs de la République populaire démocratique de Corée leur livrent directement les certificats en mer, peut-être pour échapper à la surveillance dont le pays fait l'objet à l'échelon

¹⁶ Le volume et la valeur de la cargaison de charbon qui devait être transbordée du *Wise Honest* au Ken Orchid correspondent à celles qui figurent dans le contrat passé entre Enermax et Hong Kong Nova International Trade Co. Limited (S/2019/171, annexe 17).

international. Interrogée par le Groupe d'experts, la Chine a répondu : « les autorités chinoises ont interdit la pêche au large dans les zones maritimes de la République populaire démocratique de Corée » ; « le 琼东渔 12122 ne fait pas partie des bateaux de pêche légalement enregistrés en Chine », et « le nom peint sur ce navire ne peut suffire à l'identifier ni à confirmer l'État de son pavillon » (voir annexe 6.2).

III. Embargos et entités et personnes désignées

32. Le Groupe d'experts note que le nombre de cas de coopération militaire avec la République populaire démocratique de Corée semble diminuer au fur et à mesure qu'augmente celui des États qui se conforment aux résolutions. Il constate aussi néanmoins que des nationaux de ce pays et des citoyens de pays tiers continuent de se livrer à des activités illicites en violation desdites résolutions.

33. Le Groupe d'experts n'a toujours pas reçu de réponse aux demandes d'information sur la coopération militaire qu'il a adressées notamment aux pays suivants : Érythrée, Libye, Myanmar, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie et Yémen.

République islamique d'Iran

34. S'agissant de l'enquête en cours sur les cas de coopération militaire avec la République populaire démocratique de Corée ([S/2019/171](#), par. 72), un État Membre a indiqué au Groupe d'experts que la KOMID et Saeng Pil, deux entités désignées, étaient actives en République islamique d'Iran où elles avaient des bureaux et qu'au moins trois représentants de la KOMID y séjournaient encore, sous couverture diplomatique. Dans la réponse qu'elle a adressée au Groupe d'experts le 30 juillet 2019, la République islamique d'Iran a réfuté les informations présentées par cet État Membre (voir annexe 11).

Namibie

35. Un État Membre a signalé au Groupe d'experts que Kim Tong Chol¹⁷, ancien représentant de M.O.P. Architectural & Technical Service (NAMIBIA)¹⁸ se serait peut-être rendu en Namibie pour tenter d'y vendre ses actifs. La Namibie a répondu au Groupe d'experts qu'après son départ, en septembre 2017, Kim était revenu par deux fois sur le territoire namibien avec des visas de tourisme apposés sur un nouveau passeport de service, puis avait à nouveau quitté le pays en mai 2019 (voir annexe 12).

Recommandation

36. Les États Membres devraient renforcer, au moyen des données antérieures dont ils disposent et de données biométriques, la surveillance des allées et venues sur leur territoire de personnes ayant été employées par des entités désignées.

Rwanda

37. Un État Membre a indiqué que des nationaux de la République populaire démocratique de Corée menaient un programme de formation de forces spéciales dans un camp militaire de Gabiro (Rwanda). Le Groupe d'experts a demandé des renseignements au Rwanda sur la question.

¹⁷ Date de naissance : 7 août 1968.

¹⁸ Filiale namibienne de Mansudae Overseas Project Group of Companies ([S/2018/171](#), par. 108 ; [S/2019/171](#), par. 79).

République arabe syrienne

38. Dans le cadre de son enquête sur la question, le Groupe d'experts continue de recevoir des États Membres des informations indiquant que des nationaux de la République populaire démocratique de Corée poursuivent leurs activités en République arabe syrienne et que des courtiers en armes cherchent toujours à vendre du matériel militaire en provenance de la République populaire démocratique de Corée au Moyen-Orient et en Afrique (S/2019/171, par. 86 à 92). Le Groupe d'experts n'a reçu de la République arabe syrienne qu'une réponse d'ordre général en janvier 2019, qui ne comportait pas de renseignements concrets.

Ouganda

39. Des États Membres ont indiqué que la KOMID était présente sur le territoire ougandais, que des formations spécialisées y étaient organisées et que des nationaux de la République populaire démocratique de Corée travaillaient toujours dans le pays (S/2019/171, par. 93 et 94). Le Groupe d'experts attend la réponse de l'Ouganda à ses multiples demandes d'information.

Saisies de tableaux commercialisés par Mansudae

40. En janvier 2019, le Ministère de l'unification de la République de Corée a déclaré que ses autorités douanières de l'aéroport d'Incheon avaient saisi des tableaux achetés à Mansudae Art Studio par des membres de la fédération mondiale de l'association coréenne du commerce qui s'étaient rendus en voyage d'affaires à Pyongyang en novembre 2018. Interrogée par le Groupe d'experts, la République de Corée a répondu qu'elle avait saisi 10 des 19 tableaux et que les 9 autres avaient été transférés vers des pays tiers.

Département de l'industrie des munitions et informaticiens

41. Un État Membre a informé le Groupe d'experts que le Département de l'industrie des munitions de la République populaire démocratique de Corée, entité désignée (Kpe.028) pour avoir supervisé la mise au point des programmes nucléaire et balistique du pays, se servait de ses filiales commerciales (voir annexe 13) pour envoyer des informaticiens, programmeurs et développeurs, travailler à l'étranger et récupérer ainsi des devises étrangères.

42. Selon cet État Membre, des centaines d'informaticiens sont déployés en Europe, en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient, où ils gagnent chaque mois de 3 000 dollars à 5 000 dollars, qu'ils reversent en grande partie aux entités de la République populaire démocratique de Corée qui les contrôlent. Le mode opératoire qu'ils suivent pour masquer leur nationalité et leur identité consiste à confier officiellement à un prête-nom local la direction d'une entreprise gérée en réalité par des développeurs de la République populaire démocratique de Corée, qui rétribuent ladite entreprise pour la couverture qu'elle leur fournit. Ces informaticiens travaillent également comme indépendants à partir de sites Web étrangers, ce qui leur permet de dissimuler leur véritable identité. Les informaticiens de la République populaire démocratique de Corée s'occupent de projets ordinaires mais se livrent également à des opérations illicites de vol d'actifs, notamment de cybermonnaie, au profit de cyberagents de la République populaire démocratique de Corée, en contournement des sanctions financières (voir par. 57 à 68).

Achats liés au programme nucléaire : transducteurs de pression

43. Le Groupe d'experts a constaté que des transducteurs de pression dont l'apparence et les numéros de série étaient très proches de ceux des articles sur

lesquels il avait précédemment enquêté, comme indiqué dans son précédent rapport (S/2019/171, par. 65), étaient proposés à la vente par de nouveaux détaillants. Lorsque des articles ne sont pas directement destinés à l'exportation, les fabricants ne sont pas forcément tenus d'appliquer les dispositifs de contrôle des utilisateurs finals. Le Groupe d'experts poursuit son enquête sur les filières d'approvisionnement qui auraient pu être empruntées.

Articles de luxe

44. La République populaire démocratique de Corée a continué d'importer des articles de luxe en violation des sanctions.

45. La présence d'une limousine Mercedes-Maybach de classe S a été constatée à Pyongyang puis à Hanoï, pendant le sommet organisé entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée en février 2019. Daimler AG a confirmé au Groupe d'experts qu'elle avait fabriqué les véhicules que l'on voyait sur les images et que ceux-ci avaient été modifiés par une tierce partie. Daimler n'a pas pu déterminer de date de production ou de vente sans informations supplémentaires et a déclaré qu'elle s'était conformée à tous les embargos applicables et ne faisait pas affaire avec la République populaire démocratique de Corée.

46. Au sujet de la Mercedes-Maybach de classe S, des Mercedes-Benz de classe S-600 et d'au moins un Land Cruiser Toyota acheminés au Viet Nam à l'occasion du sommet organisé à Hanoï entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée, le Viet Nam a répondu que le Comité 1718 avait approuvé la demande qu'il lui avait adressée concernant l'entrée sur son territoire de la délégation de la République populaire démocratique de Corée aux fins de sa participation au sommet. Le Viet Nam a également indiqué avoir plusieurs fois demandé à la République populaire démocratique de Corée de préciser le nombre et le type de véhicules qu'elle ferait entrer sur le territoire vietnamien, mais que celle-ci n'avait jamais fourni les informations demandées, invoquant des raisons de sécurité. Il ressort d'un récent rapport d'enquête¹⁹ que deux Mercedes-Maybach S-600 provenaient d'Allemagne et seraient arrivées en République populaire démocratique de Corée en octobre 2018 après avoir probablement transité par plusieurs pays.

47. Un État Membre a fait savoir au Groupe d'experts qu'il avait saisi deux cargaisons de vodka, considérée dans cet État comme un article de luxe, qui devaient être acheminées vers la République populaire démocratique de Corée. Les conclusions préliminaires du Groupe d'experts figurent à l'annexe 14 du présent document.

48. Selon des informations reçues par le Groupe d'experts, le grand magasin d'articles de luxe Taesong, qui a rouvert en avril 2019 à Pyongyang après des travaux de rénovation, fait partie du Taesong Group, qui comprend les entités désignées Korea Taesong Trading Company (KPe.041) et la Korea Daesong Bank (KPe.035), et relève du Bureau 39 (KPe. 030) et dont l'implication dans les activités de prolifération de la République populaire démocratique de Corée et dans des achats destinés à ses programmes de missiles balistiques a déjà été confirmée.

IV. Financement

49. Les enquêtes du Groupe d'experts lui ont permis d'établir que la République populaire démocratique de Corée jouit d'un accès ininterrompu au système financier

¹⁹ Voir C4ADS, *Lux and Loaded : Exposing North Korea's Strategic Procurement Networks* (juillet 2019).

international, que ses réseaux continuent de se soustraire aux sanctions financières en parvenant à esquiver la détection des activités illicites et que les États Membres ne prennent toujours pas les mesures prescrites par les résolutions du Conseil de sécurité, dont l'expulsion des représentants de banques de la République populaire démocratique de Corée à l'étranger. Les cyberattaques, d'une portée et d'une complexité qui ne cessent de croître, menées par la République populaire démocratique de Corée pour dérober des fonds aux institutions financières et sur les plateformes d'échange des cybermonnaies, permettent également à ce pays de contourner les sanctions financières et de générer des revenus par des méthodes de plus en plus indécélables et de moins en moins contrôlées ou réglementées par les gouvernements. Un État Membre a informé le Groupe d'experts que la part des recettes obtenues au moyen des cyberattaques ordonnées par la République populaire démocratique de Corée avait augmenté par rapport à celles découlant d'autres activités.

Représentants des banques de la République populaire démocratique de Corée à l'étranger

50. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête concernant plus de 30 représentants d'institutions financières de la République populaire démocratique de Corée menant des activités à l'étranger, dont Tanchon Commercial Bank, Korea Kumgang Bank, Foreign Trade Bank, Cheil Credit Bank, Daesong Bank, Ilsim International Bank, Bank of East Land, Daedong Credit Bank, Unification Development Bank et Ryugyong Commercial Bank. Le Groupe d'experts a constaté que ces banques faisaient appel à des agents établis dans les pays suivants : Chine, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Indonésie (voir par. 52) et République arabe syrienne (voir aux annexes 15 et 16 les réponses reçues des États Membres concernés). Le Groupe d'experts rappelle que tous les États Membres susmentionnés doivent, conformément au paragraphe 33 de la résolution [2321 \(2016\)](#), expulser toutes les personnes agissant pour le compte d'une institution financière de la République populaire démocratique de Corée.

51. Les représentants à l'étranger des banques de la République populaire démocratique de Corée continuent de jouer un rôle actif dans les réseaux de courtage de transbordements et d'autres violations connexes en recourant à des intermédiaires dans des pays tiers et à d'autres subterfuges. Un de ces représentants avait déjà fait l'objet d'une enquête de la part du Groupe d'experts pour commerce illicite d'armes et de matériels connexes²⁰.

Accords financiers et contractuels relatifs aux transferts de charbon et de pétrole

52. Le Groupe d'experts a enquêté sur les méthodes de contournement utilisées dans les accords contractuels et financiers et les opérations connexes, notamment en ce qui concerne le transbordement de charbon à bord du *Wise Honest*. Les frais de transbordement ont été payés par un représentant à l'étranger d'une banque de la République populaire démocratique de Corée, la Jinmyong Joint Bank, qui a organisé le transfert par l'intermédiaire d'Huitong Minerals d'une somme de 760 000 dollars, acheminée par une institution financière aux États-Unis (voir annexe 17). Des méthodes de contournement analogues ont été constatées dans les arrangements financiers relatifs à la vente d'un chargement, à bord du navire, de charbon d'une valeur de 2 990 000 dollars dans le cadre d'un contrat entre la société Enermax, de la République de Corée (destinataire final), et la Hong Kong Nova International Trade

²⁰ Tel Ko Il-Hwan, de la Korea Daesong Bank. Voir [S/2019/171](#), par. 21 et annexe 32 ; [S/2017/150](#), par. 225, 227 et 230.

(vendeur). Bien qu'Enermax ait déclaré au Groupe d'experts s'être engagée à acheter du « charbon indonésien » à un « intermédiaire local en Indonésie », elle n'a pas pu fournir de pièces justificatives, affirmant que tous les courriels à ce sujet avaient été « supprimés »²¹. La société n'a pas jugé suspect qu'un « intermédiaire local en Indonésie » ait été chargé de l'ensemble des contrats, des formalités et du financement de l'achat de charbon par l'entremise d'une société établie à Hong Kong, spécialisée dans un tout autre domaine (la vente de matériel de fabrication des cigarettes). Enermax n'a pas fait son devoir de diligence avant de conclure un contrat prévoyant le transfert de 3 millions de dollars (opération d'une envergure sans précédent pour elle) vers le compte bancaire à Hong Kong de la société Hong Kong Nova International Trade et n'a pas non plus confirmé l'identité de la personne qui avait signé le contrat au nom de la société.

53. Sept mois plus tard, la société Enermax figurait à nouveau comme destinataire, cette fois sur le connaissance relatif à un chargement de 2 588 tonnes de charbon envoyé depuis Nakhodka jusqu'au port de Pohang le 1^{er} novembre 2018 à bord du *DN5505*. Ce navire venait de transporter deux véhicules blindés Mercedes-Benz qui auraient été acheminés jusqu'en République populaire démocratique de Corée, en violation des sanctions²². L'expéditeur des véhicules blindés était le même que celui du charbon acheté par Enermax, Do Young Shipping, une société écran des Îles Marshall qui est aussi l'entité propriétaire et gestionnaire du navire *DN5505*. En ce qui concerne l'origine du charbon, la République de Corée a immobilisé le *DN5505* à Pohang pour avoir importé depuis Nakhodka, en février, du charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée ; les autorités ont également cité l'importation de charbon à bord du *DN5505* remontant à novembre 2018 (voir annexes 18 et 19). Comme dans son explication de l'achat de « charbon indonésien », Enermax a affirmé, dans un entretien accordé à la presse, qu'elle avait cru sur parole un intermédiaire local qui affirmait que le charbon provenait de la Fédération de Russie²³. Le Groupe d'experts n'a reçu d'Enermax aucune réponse à ses récentes questions concernant l'éventuel rôle de la société dans des affaires d'importation en République de Corée de charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée.

Opérations financières d'entités désignées et de diplomates de la République populaire démocratique de Corée²⁴

54. En ce qui concerne la poursuite des activités financières et des avoirs des agents du Bureau général de Reconnaissance, dont Kim Sou Gwang (également connu sous les noms de Kim Sou-gwang, Son-kwang KIM, KIM Son-gwang, KIM Su-kwang), M^{me} Kim Su Gyong (également connue sous le nom de Kim Su Kyong), Kim Yong Nam et les membres de leurs familles respectives, le Groupe d'experts a enquêté sur le versement de loyers relatifs à des appartements situés à Paris et à Rome et appartenant à Kim Sou Gwang. Bien que les revenus locatifs provenant de

²¹ Le Président-directeur général d'Enermax n'a pas révélé au Groupe d'experts comment il avait pris connaissance du contrat ou contacté l'intermédiaire local en Indonésie (où il n'était pas allé depuis plusieurs années). Enermax reste très discrète au sujet de ce gros contrat : elle n'a pas de site Web et n'a pas rendu compte de son chiffre d'affaires annuel depuis 2014.

²² C4ADS, *Lux and Loaded: Exposing North Korea's Strategic Procurement Networks* (16 juillet 2019), p. 41 et 42.

²³ Voir Edward Wong et Christoph Koetti, « How North Korea's leader gets his luxury cars », *New York Times*, 16 juillet 2019. Dans un autre entretien sur cette affaire, un haut cadre d'Enermax a tenté de défendre Do Young Shipping et le *DN5505* en faisant valoir que compte tenu de sa structure et de sa conception, le navire, comme il avait pu le constater en personne, ne pouvait pas transporter de véhicules. Voir « Vessel seized by South Korea exported armored limos, imported coal: report », *NK Pro*, 16 juillet 2019.

²⁴ Pour les rapports précédents du Groupe d'experts sur cette question, voir [S/2019/171](#), par. 126 ; [S/2018/171](#), par. 169 à 172 ; [S/2017/742](#), par. 50.

l'appartement de Paris aient été gelés, la société immobilière a été autorisée à en transférer une partie (mais non à Kim Sou Gwang lui-même) à des fins de règlement d'impôts. Les sommes ont été transférées à un Français résidant en Chine qui travaillait dans une société chinoise. Or selon des renseignements obtenus ultérieurement, ce Français est en contact avec Kim et lui faisait vraisemblablement parvenir les paiements. La France enquête sur l'affaire pour veiller à l'application effective du gel des avoirs. Cet épisode montre qu'il importe que les États Membres gèlent les avoirs de toute personne et entité agissant pour le compte des personnes et entités désignées.

55. En ce qui concerne l'appartement de Kim Sou Gwang à Rome²⁵, l'Italie a indiqué au Groupe d'experts en juillet 2018 que le loyer mensuel de 850 euros était transféré sur un compte détenu par Kim dans une institution financière italienne et dont le solde s'élevait à l'époque à 4 071,16 euros. L'Italie a ajouté que son ministère des finances avait prévenu le locataire que le loyer ne devait plus être versé à Kim, mais à un administrateur qui serait nommé par l'Agence du domaine et chargé de gérer l'appartement.

56. Kim Chol Yong, un diplomate de la République populaire démocratique de Corée qui avait organisé une tentative d'expédition de quatre groupes électrogènes vers la République populaire démocratique de Corée par l'Asie de l'Est en 2016 (expédition interceptée par les Pays-Bas), exerce ses fonctions en France depuis de nombreuses années et a ouvert de nombreux comptes bancaires dans des pays de l'Union européenne en recourant à diverses méthodes de contournement (S/2019/171, par. 120 à 123). Bien que la France ait ordonné la fermeture de ses comptes ainsi que de ceux des autres diplomates de la République populaire démocratique de Corée, en application du paragraphe 16 de la résolution 2231 (2016), le Groupe d'experts a été avisé d'activités commerciales récentes menées par M. Kim pour le compte d'entités de la République populaire démocratique de Corée et a demandé des renseignements à ce sujet à la France²⁶. L'Autriche a pour sa part répondu à la demande de renseignements du Groupe d'experts au sujet de l'enquête sur les tentatives faites par l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Vienne de débloquent les fonds détenus dans un compte gelé de la Korea Ungum Corporation, afin de verser des arriérés de salaire à un individu qui aurait travaillé pour cette société. L'Autriche a confirmé que ces demandes avaient été rejetées au motif que le soi-disant employé de la société faisait partie du personnel technique et administratif accrédité de l'ambassade et que pareille activité de la part de cet individu contreviendrait aux résolutions applicables ainsi qu'à l'article 42 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires (voir annexe 20).

Contournement des sanctions financières par des moyens informatiques

57. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur le contournement par la République populaire démocratique de Corée des sanctions financières par des moyens informatiques pour opérer illicitement des transferts de fonds d'institutions financières et de plateformes d'échange de cybermonnaies, blanchir l'argent ainsi

²⁵ Adresse : Via Mar della Cina 179/Viale della Muraglia Cinese 484, Rome. L'appartement est en location depuis le 15 novembre 2016.

²⁶ Le Groupe se félicite de l'information fournie par la France sur les activités de sensibilisation qu'elle a menées auprès de ses institutions financières au sujet des risques liés aux diplomates de la République populaire démocratique de Corée et notamment d'avoir communiqué la liste des diplomates de ce pays accrédités en France et dans d'autres pays de l'Union européenne, conformément à la recommandation faite par le Groupe aux États Membres à ce sujet (S/2019/171, par. 161).

obtenu et engranger les recettes en monnaie à cours forcé ou en cybermonnaie²⁷. D'après les informations fournies par les États Membres et les sources en accès libre, le Groupe d'experts a lancé des enquêtes sur au moins 35 cas signalés d'attaques commises par des acteurs de la République populaire démocratique de Corée contre des institutions financières et des plateformes d'échange de cybermonnaies ou d'activités de cryptominage afin d'obtenir des devises, notamment dans les États Membres ci-après : Afrique du Sud (1) ; Bangladesh (2 cas), Chili (2), Costa Rica (1), Gambie (1), Guatemala (1), Inde (3), Koweït (1), Libéria (1), Malaisie (1), Malte (1), Nigéria (1), Pologne (1), République de Corée (10), Slovénie (1), Tunisie (1) et Viet Nam (1) (voir annexe 21)²⁸. Le Groupe d'experts enquête sur ces attaques comme étant des tentatives de la part de cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée d'enfreindre les sanctions visées à l'alinéa d) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006), aux paragraphes 8 et 11 de la résolution 2094 (2013) et au paragraphe 32 de la résolution 2270 (2016). Les enquêtes du Groupe révèlent une augmentation sensible de la portée et de la complexité des cyberactivités, y compris en violation des sanctions financières. Selon certaines estimations, les montants accumulés de manière illicite par la République populaire démocratique de Corée s'élèveraient à 2 milliards de dollars.

58. Les principales cyberactivités menées par des acteurs de la République populaire démocratique de Corée comprennent des attaques au moyen du réseau de la Société de télécommunications interbancaires mondiales (SWIFT) (avec accès aux ordinateurs du personnel et à l'infrastructure pour envoyer des messages frauduleux et détruire les preuves) ; des vols de cybermonnaie (en attaquant à la fois les plateformes d'échange et leurs utilisateurs) ; un minage de cybermonnaies comme source de financement d'un secteur de l'armée. Dans un cas notable, des cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée ont accédé à l'infrastructure de réseaux entiers de guichets bancaires automatisés dans un État Membre pour y installer un logiciel malveillant destiné à modifier le traitement des opérations, afin d'arracher, en cinq heures et dans plus de 20 pays, 10 000 distributions d'espèces à des individus travaillant pour le compte de la République populaire démocratique de Corée²⁹. Il a fallu pour cela la participation d'un grand nombre de personnes sur le terrain, ce qui semble indiquer une importante coordination avec des nationaux de la République populaire démocratique de Corée travaillant à l'étranger, de même qu'une éventuelle coopération avec des réseaux de criminalité organisée.

59. En ce qui concerne les devises tirées de ces cyberattaques, selon un État Membre, « ces activités contribuent au programme d'armes de destruction massive de la République populaire démocratique de Corée ». L'exécution de ces attaques

²⁷ Le fait de générer des recettes par des cyberoutils puis d'y recourir pour brouiller les pistes et blanchir l'argent constitue un contournement des sanctions. Pour les précédents rapports, voir S/2019/171, par. 109 à 118. Selon un État Membre, des acteurs de la République populaire démocratique de Corée continuent d'exploiter le cyberspace comme un moyen asymétrique de voler de la technologie militaire en violation de l'embargo sur les armes ; de générer des revenus ; ou de mener des campagnes de cyberchantage et de cyberextorsion, de piratage contre rémunération et des transferts d'argent.

²⁸ Les réponses des États Membres aux demandes de renseignements du Groupe d'experts faites à ce jour figurent aux annexes 20 et 23. Le Groupe a demandé à tous les États Membres des renseignements sur les résultats de leurs enquêtes, y compris des données techniques sur les tactiques employées par les assaillants, les modes d'agression et leur attribution, des informations sur d'autres cyberattaques attribuées à la République populaire démocratique de Corée ou menées selon des modalités semblables, et les mesures prises pour y faire face et en empêcher de nouvelles du même type.

²⁹ Voir « FASTCash : How the Lazarus Group is emptying millions from ATMs », Symantec, 2 octobre 2018. Disponible à l'adresse suivante : www.symantec.com/blogs/threat-intelligence/fastcash-lazarus-atm-malware.

comporte peu de risques et leur rendement peut être élevé³⁰, avec des moyens minimes (ordinateur portable et accès à Internet). L'État Membre a indiqué que le caractère de plus en plus complexe des attaques, conjugué aux avancées sur le plan de la technologie et de la numérisation mondiales, augmentait la surface d'attaque et le choix des cibles s'offrant aux acteurs, ce qui accroissait le nombre de pays et de secteurs vulnérables, la cyberdéfense n'étant jamais garantie dans l'absolu.

60. Le Groupe d'experts avait déjà constaté le rôle du Bureau général de reconnaissance dans les cyberattaques menées par la République populaire démocratique de Corée (S/2019/171, par. 109 à 118) ; cela a été confirmé par un État Membre qui a déclaré que beaucoup de cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée étaient à la solde du Bureau. Il a ajouté : ce pays a un procédé élaboré de recrutement de cybercellules ; les recrues sont sélectionnées à un jeune âge et reçoivent des formations spécialisées, données principalement par l'armée et les services secrets. Le Groupe d'experts note qu'il existe, parmi les États Membres et les sociétés, différentes manières de désigner les menaces persistantes complexes associées à la République populaire démocratique de Corée³¹.

61. Un État Membre a souligné que les attaques menées par des acteurs de la République populaire démocratique de Corée témoignent d'une ingénierie sociale de plus en plus perfectionnée. Ainsi, lors d'une attaque contre le réseau interbancaire Redbanc au Chili, des pirates de la République populaire démocratique de Corée ont ciblé un employé et l'ont contacté par LinkedIn au sujet d'une offre d'emploi ; ils ont mené l'entretien avec lui par Skype en espagnol pour le mettre en confiance, puis lui ont fait télécharger à son insu des logiciels malveillants³². Pour des informations sur le mode d'attaque et les méthodes employées, voir l'annexe 22.

62. Les cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée volent des cybermonnaies, s'en servent pour blanchir les recettes obtenues à la suite du contournement des sanctions financières puis les minent par cryptopiratage pour générer des revenus. Selon un État Membre, les attaques de la République populaire démocratique de Corée contre les plateformes d'échange de cybermonnaies lui permettent d'utiliser plus facilement les recettes obtenues à l'étranger. Pour dissimuler leurs activités, les assaillants recourent à l'équivalent numérique de la dispersion : ils créent des milliers d'opérations en temps réel au moyen de portefeuilles de cybermonnaie à usage unique. Selon cet État Membre, des fonds volés lors d'une attaque en 2018 ont ensuite été transférés au moyen de 5 000 opérations distinctes, puis réacheminés vers de multiples pays où ils ont été convertis en monnaie à cours forcé, de sorte qu'il a été très ardu de retracer les fonds.

63. Un autre État Membre a informé le Groupe d'experts que « la République populaire démocratique de Corée attaque principalement, depuis son territoire, les plateformes d'échange de cybermonnaies de la République de Corée ». Si les attaques lancées contre des cibles en République de Corée ont augmenté par le nombre, la complexité et la portée depuis 2008³³ et sont clairement destinées depuis 2016 à générer des recettes financières, en 2019, les cyberacteurs de la République populaire

³⁰ Si la probabilité que les auteurs soient identifiés et punis est faible, le bénéfice potentiel demeure important. Les enquêtes et les procédures d'attribution sont complexes et les représailles peu probables, étant donné que la République populaire démocratique de Corée dispose d'un accès limité à Internet.

³¹ APT 37, APT 38, Hidden Cobra, Lazarus Group, Reaper Group, Labyrinth Chollima, Stardust Chollima, Velvet Chollima, Kimsuky Group, Lab 110 et Bureau 121.

³² Voir « Así fue el intento de ciberataque a Redbanc en diciembre », *TrendTIC*, 10 janvier 2019.

³³ Des dizaines de cibles en République de Corée ont été visées de 2008 à 2019 par des cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée, notamment des banques, des institutions publiques et militaires, des centrales électriques, des entreprises et des organes d'information.

démocratique de Corée se sont mis à viser les plateformes d'échange de cybermonnaies, en attaquant certaines à répétition. La plateforme Bithumb aurait ainsi été assaillie à quatre reprises au moins par des cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée. Les deux premières attaques, menées en février et en juillet 2017, ont chacune occasionné des pertes d'environ 7 millions de dollars ; de nouvelles attaques, commises en juin 2018 et mars 2019, ont respectivement entraîné des pertes de 31 millions et de 20 millions de dollars, ce qui témoigne de moyens et d'une détermination renforcés de la part des cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée. De même, Yobit (anciennement Yapizon) a subi de multiples attaques qui ont entraîné une perte de 4,8 millions de dollars en avril 2017, puis de 17 % de l'ensemble de ses actifs en décembre 2017, à la suite de quoi elle a dû cesser ses activités. Les auteurs de ces attaques ainsi que d'une autre commise contre UpBit le 28 mai 2019 ont employé des outils, des codes et des vecteurs (notamment le hameçonnage ciblé et les attaques par point d'eau) semblables à ceux utilisés lors de cyberattaques précédentes commises contre le secteur de la sécurité et de la défense et attribuées à la République populaire démocratique de Corée³⁴. Le Groupe d'experts a enquêté sur des attaques menées par la République populaire démocratique de Corée contre des plateformes d'échange dans cinq autres pays (voir annexe 21 B).

64. En ce qui concerne le recours aux cybermonnaies pour blanchir les recettes obtenues à la suite des attaques, les agressions au moyen du logiciel rançonneur WannaCry en mai 2017 ont touché 200 000 ordinateurs dans 150 pays et entraîné des demandes de rançon en cybermonnaie Bitcoin. Selon l'enquête d'un État Membre, la cybermonnaie obtenue lors de la campagne WannaCry a subi maints blanchiments au moyen de multiples monnaies virtuelles sur bon nombre de territoires, de manière à brouiller les pistes.

65. Les rançons versées en Bitcoin par les victimes de WannaCry ont été transférées depuis un portefeuille Bitcoin en passant par des plateformes d'échange et, à terme, ont été changées en Monero, autre cybermonnaie, au moyen de la plateforme suisse d'échange ShapeShift³⁵. Monero est une monnaie virtuelle à anonymat renforcé et par conséquent plus difficile à retracer que les cybermonnaies standard telles que Bitcoin, Ethereum ou Litecoin. Les montants dérivés de la troisième attaque contre Bithumb, en juin 2018, ont été transférés par YoBit³⁶. En août 2018, moins de deux mois après l'attaque, les fonds ont été acheminés à YoBit par des centaines d'opérations complexes destinées à convertir et à retirer l'intégralité de la somme volée en cybermonnaie (plutôt que de consacrer la cybermonnaie directement à l'achat de biens et de services). Les exemples susmentionnés témoignent d'une nette évolution par rapport à la cyberattaque qui avait été menée par la République populaire démocratique de Corée contre les clients d'Interpark, un site commercial en ligne de la République de Corée, et visait à accéder à des devises.

66. Le Groupe d'experts note qu'en plus des cyberattaques de la République populaire démocratique de Corée contre des plateformes d'échange de cybermonnaies

³⁴ Dont l'Opération Fake Striker menée au début du mois de mai et une attaque commise le 7 janvier 2019 contre 77 journalistes qui avaient été en contact avec le Ministère de l'unification.

³⁵ Voir Thomas Brewster, « WannaCry hackers are using this Swiss company to launder \$142,000 Bitcoin ransoms », *Forbes*, 3 août 2017.

³⁶ Les cyberpirates cherchaient semble-t-il à convertir et à retirer l'intégralité du gros montant de cybermonnaie qu'ils avaient volé, plutôt que de la consacrer directement à l'achat de biens et de services. Voir David Carlisle et Kayla Izenman, « Closing the Crypto Gap », série Occasional Papers (études thématiques) du RUSI, 14 avril 2019. Voir aussi Thomas Brewster, « WannaCry hackers are using this Swiss company to launder \$142,000 Bitcoin ransoms », *Forbes*, 3 août 2017. Une partie des recettes tirées de la campagne WannaCry a également été transférée par l'entremise de ShapeShift (Suisse).

et contre des particuliers, les cyberacteurs de République populaire démocratique de Corée se sont livrés également au minage de cybermonnaies. Un État Membre a informé le Groupe qu'un service professionnel de l'armée de la République populaire démocratique de Corée entreprenait des activités de minage de cybermonnaies. Dans un rapport en libre accès, il est fait état d'une forte augmentation du minage des cybermonnaies Monero et Bitcoin en République populaire démocratique de Corée, activité attribuée aux élites et à d'autres groupes ayant accès à Internet dans ce pays³⁷. Compte tenu de l'anonymat accru des cybermonnaies, une cybermonnaie qui vient d'être minée peut servir à faciliter le contournement des sanctions.

67. Le Groupe d'experts a également enquêté sur des suspicions de cryptopiratage, à savoir l'utilisation de logiciels malveillants pour contaminer un ordinateur afin d'utiliser ses ressources de manière illicite pour générer de la cybermonnaie. Un rapport cite un logiciel malveillant conçu pour miner Monero et acheminer les cybermonnaies minées à des serveurs hébergés par l'Université Kim Il Sung, à Pyongyang³⁸. Selon un autre rapport, l'Institut de sécurité financière de la République de Corée a attribué à des cyberpirates de la République populaire démocratique de Corée un cyberpiratage semblable mené contre l'ordinateur d'une société de République de Corée³⁹. D'après ce rapport, le logiciel malveillant aurait généré, au profit des cyberpirates qui l'ont déployé, l'équivalent en cybermonnaie Monero d'environ 25 000 dollars. Compte tenu de l'anonymat de plus en plus marqué entourant Monero, il est difficile de déterminer le montant total des revenus que la République populaire démocratique de Corée peut tirer de ces attaques. Néanmoins, cet exemple de cryptopiratage laisse entrevoir les usages de plus en plus complexes que la République populaire démocratique de Corée fait du cryptopiratage et sa volonté de recourir, au profit du régime, à des logiciels malveillants destinés à générer des cybermonnaies au moyen du minage.

68. Le Groupe d'experts prend note avec satisfaction des informations communiquées par les États Membres concernant les mesures qu'ils ont prises pour se prémunir contre les attaques perpétrées par des cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 23).

Société de cybermonnaie adossée à des actifs utilisant la technologie de la chaîne de blocs pour générer des recettes

69. Enregistrée à Hong Kong le 12 avril 2018, Marine Chain Platform Limited⁴⁰ était une plateforme de commerce de navires fondée sur la technologie de la chaîne de blocs qui proposait l'acquisition partielle de navires en échange de jetons numériques⁴¹. Selon un État Membre, Marine Chain entretenait des liens avec la République populaire démocratique de Corée et au moins un de ses employés était lié à des cyberacteurs de ce pays ayant extorqué des bitcoins à des entreprises numériques. Cet État Membre a ajouté que le capital initial de la société provenait vraisemblablement de l'extorsion de cybermonnaies. Le Groupe d'experts a enquêté

³⁷ Voir Priscilla Moriuchi, « North Korea's ruling elite adapt Internet behavior to foreign scrutiny », *Recorded Future*, 25 avril 2018.

³⁸ Voir Chris Doman, « A North Korean Monero cryptocurrency miner », *AlienVault*, 8 janvier 2018.

³⁹ Voir Sam Kim, « North Korean hackers hijack computers to mine cryptocurrencies », *Bloomberg*, 1^{er} janvier 2018.

⁴⁰ Marine Chain Platform Limited a cessé ses activités le 17 septembre 2018. On trouvera à l'annexe 24 des informations extraites du dossier de présentation à l'intention des investisseurs et d'autres documents de la société exposant le plan d'affaires et les activités de celle-ci.

⁴¹ D'après un État Membre, ce type d'achat et de vente de navires au moyen de jetons numériques pourrait faciliter un degré d'anonymat dans la possession et la gestion des navires et permettre aux investisseurs de convertir leurs parts en d'autres instruments de cybermonnaie.

sur Marine Chain pour contournement des sanctions financières et non-respect de l'interdiction de l'ouverture d'entités de coopération faite au paragraphe 18 de la résolution 2375 (2017).

70. Il est ressorti de cette enquête que le capitaine Jonathan Foong Kah Keong⁴² était officiellement le Président-Directeur général de Marine Chain Platform Limited (n° 2679578 dans le Registre du commerce de Hong Kong), mais qu'en réalité, Julien Kim en était le propriétaire, l'unique investisseur et le Directeur général de fait et en dirigeait toutes les activités par les ordres qu'il donnait à Foong et à d'autres consultants. L'ensemble des documents et des communications émanant de Kim portait son nom d'emprunt, « Tony Walker », à l'exception d'une liste téléphonique interne de la société, sur laquelle « Julien Kim, également connu sous le nom de Tony Walker » était décrit comme « le concepteur et le principal investisseur », et d'un contrat de consultant conclu entre Kim et Foong le 18 janvier 2018, lequel énonçait les responsabilités qui incombait au second en tant que représentant extérieur et facilitateur du premier, notamment un certain nombre de tâches liées à la création de la société, à l'ouverture d'un compte en banque et à la signature des documents officiels (voir annexes 25 à 28).

71. S'agissant des opérations financières de la société, Foong effectuait, au nom de Kim, de multiples transferts depuis le compte de Singclass établi dans une institution financière singapourienne. Foong a déclaré : « J'utilisais le compte de Singclass (ma propre entreprise, distincte de Marine Chain) pour effectuer certains des versements dès que je recevais des fonds de Tony et dès que celui-ci lui en donnait l'ordre. Il procédait de la sorte car le compte de Singclass était le seul compte libellé en dollars des États-Unis que j'avais ». Les versements effectués par Kim sur ce compte (dont les montants variaient de 30 000 à 150 000 dollars), passaient tous par des sociétés écrans basées à Hong Kong, une société différente étant utilisée pour chaque opération. Certains des versements faits par Foong par l'intermédiaire de Singclass International Pte Ltd paraissent suspects (annexe 29). On trouvera d'autres conclusions relatives à cette affaire à l'annexe 27.

Recommandations

72. **Le Groupe d'experts recommande que le Conseil de sécurité souligne, dans l'énoncé des futures mesures de sanction financière, la gravité des cyberattaques que mène la République populaire démocratique de Corée pour générer illégalement des recettes pour le pays, en contournant les dispositions des résolutions applicables.**

73. **Les États Membres devraient veiller à ce que leurs réglementations s'appliquent également à la monnaie virtuelle ainsi qu'aux institutions financières non bancaires et aux sociétés de services financiers, comme les plateformes d'échange de cybermonnaies. Ils devraient, le cas échéant, prendre des mesures réglementaires à l'égard des entités financières, dont les services de cybermonnaie, pour promouvoir le renforcement de la sécurité sur Internet et réduire ainsi le risque de futures cyberattaques par des acteurs de la République populaire démocratique de Corée.**

⁴² Foong mène des activités dans l'industrie maritime à Singapour depuis des décennies et sa société, Singclass, a été la société de classification pour deux navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, le *Hung Tae I* (n° OMI 8604541) et le *Pyong Hua* (n° OMI 8510518). Kim a contacté Foong pour la première fois en octobre 2017 et s'était présenté à lui comme un spécialiste de la technologie de la chaîne de blocs qui, selon Kim, « avait besoin de mes connaissances sur les questions de transport maritime pour garantir le succès de la start-up ».

74. Les États Membres devraient faire en sorte que leurs institutions financières, notamment les banques et les plateformes d'échange de cybermonnaies, prennent, en toute indépendance, des mesures de protection contre les cyberactivités malveillantes de la République populaire démocratique de Corée. Ces institutions devraient notamment échanger avec leurs homologues des informations relatives aux menaces dans le cadre d'organisations telles que le Financial Services Information Sharing and Analysis Center, concevoir des systèmes informatiques cloisonnés afin d'isoler toute attaque, garder régulièrement des copies de sauvegarde de leurs données, organiser des sessions de formation aux méthodes d'ingénierie sociale courantes, appliquer des politiques régissant l'échange d'informations et l'accès aux systèmes et élaborer des plans de secours en cas d'attaque.

75. Les États Membres devraient veiller à ce que les plateformes d'échange de cybermonnaies aient les mêmes obligations que les banques pour empêcher le blanchiment de capitaux, notamment celles de surveiller les opérations suspectes, de communiquer aux gouvernements des renseignements sur les comptes après la survenance d'attaques, de geler les avoirs des entités visées par des sanctions se trouvant sous leur contrôle et de bloquer les opérations dont elles soupçonnent qu'elles proviennent de comptes appartenant à des acteurs malveillants ou associés à de tels acteurs.

76. Les États Membres devraient se doter de davantage de capacités pour promouvoir un échange rigoureux d'informations aux échelons tant national (dans le cadre d'une collaboration interinstitutions efficace) qu'international (initiatives d'échange d'informations et de collaboration en ce qui concerne les menaces pesant sur le secteur financier), afin de déceler et de déjouer les tentatives de la République populaire démocratique de Corée d'employer ses cybercapacités pour contourner les sanctions. Les gouvernements devraient échanger les bonnes pratiques et les communiquer aux entités privées compétentes.

V. Activités récentes liées au programme nucléaire et au programme de missiles balistiques

Programme nucléaire

77. Le programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée se poursuit malgré l'absence d'essais nucléaires et la fermeture du site d'essais de Punggye-ri. Aucun élément indiquant que le réacteur de 5 WM (e) de Yongbyon était en fonctionnement n'a été observé durant la période considérée. Bon nombre d'États Membres ont indiqué au Groupe d'experts qu'ils n'avaient pas pu déterminer si les barres de combustible avaient été déplacées vers l'usine de retraitement. Les travaux de construction du réacteur à eau légère se poursuivent. Une série d'activités de dragage a été observée le long du fleuve Kuryong. Une activité irrégulière a été notée au laboratoire de radiochimie, laquelle pourrait être liée à des travaux d'entretien, selon un État Membre. Un autre État Membre a estimé que l'usine d'enrichissement d'uranium de Yongbyon était encore opérationnelle.

78. Le premier État Membre a indiqué que le complexe de concentration d'uranium et les sites d'extraction d'uranium de Pyongsan fonctionnaient toujours. Le Groupe d'experts continue de surveiller les autres installations nucléaires.

79. Le Groupe d'experts continue également de faire l'inventaire des articles indispensables dans l'industrie nucléaire (S/2019/171, par. 66) (voir annexe 31).

Renforcement du programme de missiles balistiques afin qu'il soit autonome et intégré et qu'il puisse servir à des fins de dissuasion

80. La nouvelle classe de missiles balistiques à courte portée⁴³ (S/2019/171, annexe 84.4) lancés les 4 et 9 mai 2019 et les deux missiles lancés le 24 juillet 2019 et décrits par l'Agence centrale de presse coréenne comme un « nouveau type d'arme tactique guidée⁴⁴ », sont la preuve que la République populaire démocratique de Corée est en mesure de maîtriser les principaux aspects des systèmes de missile balistique, notamment la production de propergol solide, la mobilité au moyen de l'utilisation de divers types de transporteurs-érecteurs-lanceurs et la capacité de percer des systèmes de défense antimissile balistique⁴⁵. En juin 2019, les États Membres ont déclaré au Groupe d'experts que, du fait du caractère global et autonome du programme intégré de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée, les avancées réalisées dans le domaine des missiles à courte portée contribuaient à accroître l'efficacité de l'ensemble du programme. En dépit des sanctions, la République populaire démocratique de Corée est parvenue à maîtriser l'ensemble de la chaîne de production de missiles sur son propre territoire (annexe 32, par. 4, et S/2019/171, annexe 84.5). Néanmoins, elle continue de mener à l'étranger des activités, notamment de vente, d'achat et de coopération technique, en vue de promouvoir son programme de missiles balistiques et de générer des recettes (annexe 32, par. 6).

81. La République populaire démocratique de Corée ne cesse d'améliorer les infrastructures souterraines dispersées liées à son programme de missiles balistiques, notamment le réseau ferroviaire dont dépend ce programme (annexe 32, par. 5, et S/2019/171, annexe 84.3).

Figure XIV

Lancement d'un missile balistique à courte portée le 4 mai 2019 depuis la péninsule de Hodo⁴⁶



Source : Agence centrale de presse coréenne (gauche); Planet Labs, Inc. (droite).

⁴³ Certains experts ont estimé que les projectiles lancés les 4 et 9 mai 2019 étaient des « armes tactiques guidées » et non des missiles balistiques à courte portée, tout comme ceux lancés le 24 juillet 2019.

⁴⁴ Agence centrale de presse coréenne, 26 juillet 2019.

⁴⁵ Annexe 32, par. 1 à 3. Le nouveau sous-marin mentionné par l'Agence centrale de presse coréenne le 22 juillet pourrait être une plateforme de tir de missiles mer-sol balistique.

⁴⁶ Site de tir d'un missile balistique à courte portée (39°24'32.25"N 127°31'53.63"E) le 4 mai 2019 et trace de fumée aperçue à 01:54:39 TU.

VI. Effets involontaires des sanctions

82. Comme indiqué au paragraphe 25 de la résolution 2397 (2017), les mesures de sanction sont censées être sans conséquences humanitaires négatives pour la population civile de la République populaire démocratique de Corée et ne pas nuire aux activités des organisations internationales et organisations non gouvernementales menant des programmes d'aide et de secours dans ce pays, dans l'intérêt de sa population. Dans le rapport de 2019 sur les besoins et les priorités de la République populaire démocratique de Corée, le Coordonnateur résident des Nations Unies a déclaré : « des millions de personnes continuent de vivre dans une situation critique en République populaire démocratique de Corée. Les personnes les plus vulnérables du pays souffrent d'insécurité alimentaire, de dénutrition et d'un manque d'accès aux services de base. De ce fait, environ 10,9 millions de personnes continuent d'avoir besoin d'assistance humanitaire pour satisfaire leurs besoins alimentaires, nutritionnels et sanitaires, ainsi que leurs besoins en matière d'accès à l'eau et aux services d'assainissement et d'hygiène »⁴⁷. Le Groupe d'experts est conscient que les sanctions de l'ONU ont des conséquences humanitaires négatives (pour ce qui est de l'accès des groupes vulnérables aux soins de santé, à l'eau et aux services d'assainissement et de nutrition).

83. Dans son précédent rapport final, le Groupe d'experts a énoncé six sujets de préoccupation qui lui avaient été communiqués par les entités des Nations Unies et les organisations humanitaires et qui résultaient des effets involontaires qu'avaient les sanctions sur les activités humanitaires que celles-ci menaient en République populaire démocratique de Corée (S/2019/171, par. 176). Les deux principaux étaient les retards dans la réception des dérogations et l'effondrement des circuits bancaires. Le 6 août 2018, le Comité a adopté la notice n° 7 d'aide à l'application : orientations relatives à l'obtention de dérogations aux fins de l'acheminement de l'aide humanitaire en République populaire démocratique de Corée⁴⁸. Si le délai moyen entre la réception et l'approbation des demandes de dérogation s'est considérablement réduit⁴⁹, aucun circuit bancaire n'a été rétabli. Cette situation, de même que la pratique des institutions financières consistant à rejeter toutes les opérations liées à des juridictions à haut risque, continue d'entraver l'exécution des programmes des organismes des Nations Unies et des organisations humanitaires, ce qui a des conséquences négatives pour la population civile de la République populaire démocratique de Corée.

Recommandation

84. Le Groupe d'experts recommande que les organismes compétents des Nations Unies informent le Comité deux fois par an des effets négatifs involontaires qu'ont les sanctions sur la population civile de la République populaire démocratique de Corée et sur les activités qu'ils mènent dans ce pays.

⁴⁷ Voir 2019 DPR Korea Needs and Priorities, rapport du Coordonnateur résident des Nations Unies pour la République populaire démocratique de Corée (mars 2019).

⁴⁸ Disponible à l'adresse suivante : www.un.org/securitycouncil/sites/www.un.org.securitycouncil/files/1718_implementation_assistance_notice_7.pdf.

⁴⁹ Entre le mois de février 2019 et le moment de l'établissement du présent rapport, le Comité a approuvé 16 dérogations. Les informations concernant les dérogations approuvées par le Comité sont publiées sur le site Web du Conseil de sécurité, à l'adresse suivante : www.un.org/securitycouncil/fr/sanctions/1718/exemptions-measures/humanitarian-exemption-requests.

VII. Rapports des États Membres

85. On trouvera à l'annexe 33 des statistiques sur les récents rapports présentés par les États Membres sur l'application des résolutions sur la question. Le Groupe d'experts note que les États Membres doivent accroître systématiquement la quantité et la qualité de leurs rapports. Il rappelle également la date limite imposée à tous les États Membres pour la présentation de rapports à mi-parcours sur le rapatriement de travailleurs de la République populaire démocratique de Corée en application des dispositions du paragraphe 8 de la résolution [2397 \(2017\)](#). Par ailleurs, compte tenu de la qualité inégale des 37 rapports à mi-parcours qui ont été reçus, le Groupe d'experts souligne qu'il importe que les États Membres y fassent figurer tous les détails pertinents.

VIII. Recommandations

1. Les États Membres devraient signaler au Comité tout transbordement dont ils ont connaissance, conformément aux résolutions applicables.
2. Les États Membres devraient encourager les échanges d'informations entre les négociants en produits de base, les propriétaires et exploitants de flottes de pétroliers et les assureurs de navires afin d'être en mesure de vérifier la destination réelle des navires et d'empêcher la manipulation des transmissions des systèmes d'identification automatique à des fins de dissimulation.
3. Le Groupe d'experts recommande que le Comité 1718 désigne les navires ci-après pour avoir procédé à des transbordements illicites de produits pétroliers en violation des dispositions du paragraphe 5 de la résolution [2397 \(2017\)](#) :
 - a) *Le Un Pha 2* (n° OMI 8966535), battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, pour avoir effectué un transbordement avec un pétrolier non identifié le 27 mars 2019 ;
 - b) *Le Mu Bong 1* (n° OMI 8610461), battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, pour avoir effectué un transbordement avec un pétrolier non identifié le 15 avril 2019.
4. Étant donné que les navires de la République populaire démocratique de Corée se servent de chalands pour éviter d'entrer dans les ports, les autorités portuaires devraient en renforcer l'inspection en vérifiant leurs documents de bord, y compris les certificats d'origine, manifestes et connaissements, et saisir, inspecter et confisquer tout bâtiment dont elles soupçonneraient qu'il transporte des articles interdits.
5. Le Groupe d'experts recommande que le Comité 1718 désigne les navires de la République populaire démocratique de Corée ci-après pour avoir violé les dispositions du paragraphe 8 de la résolution [2371 \(2017\)](#) :
 - a) *Le Paek Yang San* (n° OMI 9020534), pour avoir procédé à un transbordement le 5 septembre 2018 ;
 - b) *Le Ka Rim Chon* (n° OMI 8314811), pour avoir procédé à un transbordement le 21 septembre 2018 ;
 - c) *Le Pho Phyoung* (n° OMI 8417962), pour avoir procédé à un transbordement le 24 octobre 2018 ;
 - d) *Le Tae Yang* (n° OMI 8306929), pour avoir procédé à un transbordement le 25 octobre 2018.

6. Le Groupe d'experts recommande que le Comité désigne Kim Chung Son, le capitaine du *Wise Honest*, la Korea Songi Shipping Company (n° OMI 5607043), sa propriétaire, et la Korea Songi General Trading Corporation, pour avoir pris part à des violations des sanctions.
7. Les États Membres devraient renforcer, au moyen des données antérieures dont ils disposent et de données biométriques, la surveillance des allées et venues sur leur territoire de personnes ayant été employées par des entités désignées.
8. Le Groupe d'experts recommande que le Conseil de sécurité souligne, dans l'énoncé des futures mesures de sanction financière, la gravité des cyberattaques que mène la République populaire démocratique de Corée afin de générer illégalement des recettes pour le pays en contournant les dispositions des résolutions applicables.
9. Les États Membres devraient veiller à ce que leurs réglementations s'appliquent à la monnaie virtuelle ainsi qu'aux institutions financières non bancaires et aux sociétés de services financiers, dont les plateformes d'échange de cybermonnaies. Ils devraient, le cas échéant, prendre des mesures réglementaires à l'égard des entités financières, y compris les services de cybermonnaie, pour promouvoir le renforcement de la sécurité sur Internet et réduire ainsi le risque de futures cyberattaques par des acteurs de la République populaire démocratique de Corée.
10. Les États Membres devraient veiller à ce que leurs institutions financières, notamment les banques et les plateformes d'échange de cybermonnaies, prennent, en toute indépendance, des mesures de protection contre les cyberactivités malveillantes de la République populaire démocratique de Corée. Ces institutions devraient notamment échanger avec leurs homologues des informations sur les menaces dans le cadre d'organisations telles que le Financial Services Information Sharing and Analysis Center, concevoir des systèmes informatiques cloisonnés afin d'isoler toute attaque, garder régulièrement des copies de sauvegarde de leurs données, organiser des sessions de formation aux méthodes d'ingénierie sociale courantes, appliquer des politiques régissant l'échange d'informations et l'accès aux systèmes et élaborer des plans de secours en cas d'attaque.
11. Les États Membres devraient faire en sorte que les plateformes d'échange de cybermonnaies aient les mêmes obligations que les banques en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, notamment celles de surveiller les opérations suspectes, de communiquer aux gouvernements des renseignements sur les comptes après la survenance d'attaques, de geler les avoirs des entités visées par des sanctions se trouvant sous leur contrôle et de bloquer les opérations dont elles soupçonnent qu'elles proviennent de comptes appartenant à des acteurs malveillants ou associés à de tels acteurs.
12. Les États Membres devraient renforcer leurs capacités d'encourager un échange rigoureux d'informations aux échelons tant national (dans le cadre d'une collaboration interinstitutions efficace) qu'international (initiatives d'échange d'informations et de collaboration en ce qui concerne les menaces pesant sur le secteur financier), afin de déceler et de déjouer les tentatives de la République populaire démocratique de Corée d'employer ses cybercapacités pour contourner les sanctions. Les gouvernements devraient échanger les bonnes pratiques et les transmettre aux entités privées compétentes.
13. Le Groupe d'experts recommande que les organismes compétents des Nations Unies informent le Comité deux fois par an des effets négatifs involontaires qu'ont les sanctions sur la population civile de la République populaire démocratique de Corée et sur les activités qu'ils mènent dans ce pays.

Annex 1: United States submission to the 1718 Committee of 11 June 2019

June 11, 2019

Dear Ambassador Christoph Heusgen,

On behalf of Australia, Austria, Belgium, Canada, the Czech Republic, Dominican Republic, France, Germany, Hungary, Italy, Japan, Latvia, Lithuania, Republic of Malta, Marshall Islands, Federated States of Micronesia, Kingdom of the Netherlands, New Zealand, Poland, Peru, Spain, Slovak Republic, Ukraine, and the United States, I have the honor to submit to the 1718 Committee a request for the Committee Secretary to take the actions described in paragraph 5 of UNSCR 2397 because the DPRK has breached the 2019 annual cap for refined petroleum products. Attached, please find a report detailing observations of illicit North Korean refined petroleum imports. When these observed illicit refined petroleum imports and the reported imports are combined, the aggregate amount of refined petroleum imported into the DPRK is in excess of the 500,000 refined petroleum cap set in UNSCR 2397. Specifically, we request the 1718 Committee Secretary take the following actions:

- We request the 1718 Committee Secretary issue a public note verbale to all UN Member States, and for the Chair to issue a Committee press release to inform the general public that the DPRK has breached the UNSCR 2397 OP5 refined petroleum product quota for 2019 and order an immediate halt to all transfers of refined petroleum products to the DPRK until the end of the year.
- We further request the 1718 Committee Secretary update the website to include the illicit refined petroleum imports and show that the 2019 quota has been breached.
- We further request the 1718 Committee to include in this note verbale and press release a call on all member states to immediately exercise enhanced vigilance against the DPRK attempting to procure additional refined petroleum products and to prevent illicit ship-to-ship transfers of refined petroleum products to vessels owned, controlled, or acting on behalf of or working in cooperation with the DPRK.

We request the Chair circulate our report to the 1718 Committee and our proposals for Committee action by today, June 11, 2018 under the regular 5-day NOP process. We thank you in advance for your assistance.

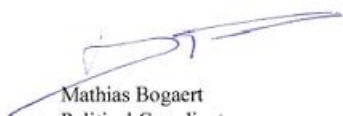
Sincerely,



David Yardley
Political Coordinator
Permanent Mission of Australia to the United Nations



Philipp Charwath
Minister Plenipotentiary
Deputy Permanent Representative
Permanent Mission of Austria to the United Nations



Mathias Bogaert
Political Coordinator
Permanent Mission of Belgium to the United Nations



Julianne Green
Political Coordinator
Permanent Mission of Canada to the United Nations



Hani Stolina
1st Committee Expert
Permanent Mission of the Czech Republic
to the United Nations



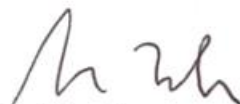
José Singer
Special Envoy of the Dominican Republic
to the Security Council
Permanent Mission of the Dominican Republic
to the United Nations



Antoine Michon
Minister Counsellor
Permanent Mission of France to the United Nations

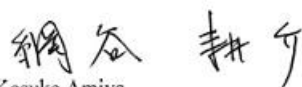


Christoph Heusgen
Permanent Representative
Permanent Mission of the Federal Republic
of Germany to the United Nations



Mr. Zoltan Varga
Minister Plenipotentiary
Deputy Permanent Representative
Permanent Mission of Hungary to the United Nations

Ludovico Serra
Political Coordinator
Permanent Mission of Italy to United Nations

Kosuke Amiya
Counsellor/ Alternate Political Coordinator
Permanent Mission of Japan to the United Nations



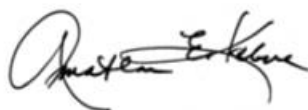
Agnese Vilde
Deputy Permanent Representative
Permanent Mission of the Republic of Latvia
to the United Nations



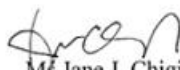
Ambassador Audra Plepytė
Permanent Representative
Permanent Mission of Lithuania to the United Nations



Giovanni Buttigieg
Charge d'Affaires a.i.
Deputy Permanent Representative
Permanent Mission of the Republic of Malta
to the United Nations New York



H.E. Ms. Amatlain E. Kabua
Ambassador & Permanent Representative of the
Republic of the Marshall Islands to the United Nations
Permanent Mission of the Republic of the Marshall Islands
to the United Nations



Ms. Jane J. Chigiyal
Permanent Representative
Permanent Mission of the Federated States
of Micronesia to the United Nations



Joost van Diëren
First Secretary
Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands



Renée Yap
Counsellor
Permanent Mission of New Zealand
to the United Nations



Kamil Mielus
Political Coordinator
Permanent Mission of Poland to the United Nations



Enri Prieto
Minister Counsellor
Permanent Mission of Peru to the United Nations



Maria Palacios
Minister Counsellor
Permanent Mission of Spain to the United Nations



Peter Pindjak
Political Coordinator
Permanent Mission of the Slovak Republic
to the United Nations



Olena Syrota
Counsellor
Permanent Mission of Ukraine
to the United Nations



David Lee
Deputy Political Counselor
United States Mission to the United Nations

His Excellency
Christoph Heusgen,
Chair of the Committee established pursuant to resolution 1718 (2006)
New York, NY.

REPORT TO THE UN 1718 COMMITTEE:

NORTH KOREA'S BREACH OF THE UNSCR 2397 REFINED PETROLEUM CAP

(UNCLASSIFIED) The United States and its partners remain gravely concerned about the degree of UN Security Council resolution (UNSCR) violations that are occurring in relation to North Korea's (DPRK) import of refined petroleum products. UNSCR 2397 operative paragraph 5 restricts the DPRK to 500,000 barrels of refined petroleum imports per year subject to a mandatory reporting requirement. Any Member State supplying, selling, or transferring refined petroleum volumes to the DPRK is required to submit reports to the UNSC 1718 Committee informing it of these transfers within 30 days of the transfer in order to allow the Committee to maintain an accurate accounting of the DPRK's imports.

(UNCLASSIFIED) UNSCR 2375 operative paragraph 11 requires that UN Member States prohibit their nationals, entities and individuals subject to their jurisdiction, and their flag vessels from engaging in ship-to-ship (STS) transfers of goods or items being transferred to or from the DPRK with DPRK-flagged vessels. Nevertheless, the DPRK continues to conduct STS transfers as its primary means of importing refined petroleum. This report finds that the DPRK has exceeded the UNSCR 2397 500,000 barrel quota for 2019.

(UNCLASSIFIED) As STS transfers to DPRK-flagged vessels are explicitly prohibited by UNSCR 2375, the perpetrators involved in supplying refined petroleum products to DPRK-flagged tankers fail to report these volumes to the relevant UN Member State to avoid self-incrimination. Separately, there are observed deliveries occurring in select cases from non DPRK-flagged tankers. These deliveries are made by vessels likely under the control of the DPRK and whose associated volumes are not reported to the UN 1718 Committee by any Member State. These vessels include the NEW REGENT (IMO 8312497), the SEN LIN 01 (IMO 8910378), and the VIET TIN 01 (IMO 8508838) – see Table 1. The cumulative effect of these deliveries is that the UN 1718 Committee's official accounting of the DPRK's imports vastly underrepresents the volume of refined petroleum products that actually enter the DPRK via its fleet of oil tankers and other associated vessels. UNSCR 2397's provision limiting the DPRK's ability to import refined petroleum products is intended to tighten sanctions in response to the DPRK's development of nuclear weapons and ballistic missiles that threaten international peace and security and are prohibited by numerous UNSCRs. The restriction on the DPRK's refined petroleum imports is critical to maintaining pressure on the DPRK, including those parties responsible for its WMD program, to achieve the final, fully verified denuclearization of the DPRK. As long as the DPRK continues to import refined petroleum products with no accountability at the UN, UNSCR 2397 operative paragraph 5 does not have its intended effect.

(UNCLASSIFIED) In order to ensure the full and effective implementation of UNSCR 2397, there must be an established methodology to evaluate the volume of illicit refined petroleum products that enter the DPRK as a result of its UN-prohibited STS transfers with DPRK-flagged vessels or deliveries by non DPRK-flagged tankers that Member States fail to report to the UN

1718 Committee. As stated, the responsible Member States supplying this refined petroleum to DPRK-flagged tankers and vessels working on behalf of the DPRK via STS transfers are failing to report these volumes to the 1718 Committee, so an alternative methodology must be established. UN Member States now have one full calendar year of evidence that these volumes are not integrated into the 1718 Committee's official accounting of the DPRK's refined petroleum product import volumes.

(UNCLASSIFIED) This report seeks to once again establish the best possible methodology for an official accounting of the DPRK's refined product imports procured via illicit STS transfers with DPRK-flagged vessels and other delivery volumes that are not reported to the UN 1718 Committee. The DPRK imports refined petroleum products primarily via STS transfers. The DPRK operates a fleet of oil tankers capable of carrying and transiting petroleum and engaging in STS transfers. This tanker fleet is identified in a series of U.S. government maritime advisories released by the Departments of State and Treasury, and the U.S. Coast Guard. These tankers are constantly in transit seeking counterparties with which to conduct STS transfers in order to procure refined products to deliver to the DPRK. These tactics and patterns of behavior are well documented in the aforementioned U.S. government advisories.

(UNCLASSIFIED) Following the procurement of refined petroleum products via STS transfer, DPRK-flagged tankers and tankers working on behalf of the DPRK return to ports located in the DPRK that are equipped with oil unloading infrastructure in order to lift the refined petroleum products from the tankers so that they can enter circulation into the DPRK for consumption. The Nampo port in the Taedong River is the primary port used for tanker deliveries as it is outfitted with the necessary tanker unloading infrastructure, maintains substantial refined petroleum product storage facilities, and is serviced by rail lines that enable the transit of refined petroleum products to petroleum demand centers throughout the DPRK. It can be confidently assessed that this infrastructure, and the tankers utilizing it, carry only refined petroleum products given that any contamination of petroleum poses significant risk of damage to end use equipment of petroleum such as vehicles, electricity generators, and other machinery. As a result, this infrastructure is not utilized to transit other substances as it would pose a significant risk of contamination. The United States provided images of this infrastructure to the 1718 Committee and Panel of Experts on September 17, 2018 as part of a previous report on this matter. Those images are being resubmitted to accompany this report.

- The first image (Report Image 1) shows an overhead view of the Nampo port, the DPRK's largest marine import terminal, and the associated onshore refined petroleum product storage infrastructure. In the image, Nampo's offloading infrastructure can be seen clearly. On the right side of the image, a DPRK-flagged tanker can be seen anchored at Nampo's offloading buoy that connects to subsea pipelines to bring the refined petroleum products from tankers into Nampo's storage infrastructure prior to distribution. On the left side of the image, Nampo's piers can be seen where tankers also have the ability to unload directly into onshore pipelines feeding additional storage facilities for refined petroleum products.

-3-

- The second image (Report Image 2) shows the DPRK-flagged M/T YU JONG 2 anchored at an offloading buoy at the Nampo petroleum products storage west port facility in the Taedong River on July 21, 2018 in the process of delivering refined petroleum products procured via illicit STS transfer.
- The third image (Report Image 3) shows the DPRK-flagged M/T AN SAN 1 anchored at an offloading buoy at the Nampo petroleum products storage west port facility in the Taedong River on August 17, 2018 in the process of delivering refined petroleum products procured via illicit STS transfer.
- As with all STS transfers, the YU JONG 2 and AN SAN 1 shipments were not reported to the 1718 Committee as UNSCR 2397 requires.

(UNCLASSIFIED) This report submits additional imagery and data that thoroughly document the activities of the DPRK-flagged tanker fleet and tankers working on behalf of the DPRK in their pattern of sailing from the DPRK's territorial sea to areas of commercial vessel traffic to conduct STS transfers, and subsequently delivering the illicitly procured refined petroleum products to DPRK ports to unload. These images and maps demonstrating DPRK-flagged tanker movements clearly establish that the DPRK is undertaking these activities on a vast basis.

(UNCLASSIFIED) The United States and Japan have documented at least eight instances of STS transfers this year in which DPRK-flagged tankers received refined petroleum products from feeder tankers that have not been reported to the 1718 Committee for its official accounting of the DPRK's imports. Each of these STS transfers is described below.

1. (UNCLASSIFIED) On 2 January 2019, the North Korean-flagged tanker JI SONG 6 (IMO: 8898740) was observed moored alongside Sierra Leone-flagged TIANYOU (IMO: 8817007) in the Korea Bay (38-27N 124-22E) to conduct an STS transfer (Report Images 4-5). Following the STS transfer, the JI SONG 6 returned to Nampo for delivery; its transit path is demonstrated on the map in Report Image 4. On 7 January 2019, JI SONG 6 returned to Nampo and unloaded its refined product cargo.
2. (UNCLASSIFIED) On 18 January 2019, the North Korean-flagged tanker AN SAN 1 (IMO: 7303803) was observed moored alongside an unidentified tanker of unknown nationality conducting an STS transfer of refined petroleum products (Report Images 6-7). On 11 February 2019, AN SAN 1 was observed at the Nampo offloading buoy discharging its refined product cargo into Nampo's storage facilities (Report Image 8).
3. (UNCLASSIFIED) On 24 January 2019, the North Korean-flagged tanker KUM JIN GANG 2 (IMO: 8708684) was observed moored alongside Cook Islands-flagged HONG MAN (IMO: 9170949) in the East China Sea conducting an STS transfer (Report Images 9-11). Following the STS transfer, the KUM JIN GANG 2 returned to Nampo for delivery; its overall transit path is demonstrated on the map in Report Image 9. On 13

-4-

February 2019, KUM JIN GANG 2 was observed at the Nampo Buoy discharging refined petroleum (Report Image 12).

4. (UNCLASSIFIED) On 2 March 2019, the North Korean-flagged tanker SAEBYOL (IMO: 8916293) was observed moored alongside an unidentified tanker of unknown nationality conducting an STS transfer of refined petroleum products (Report Image 13). Following the STS transfer, the SAEBYOL returned to Nampo for delivery. On 8 March 2019, SAEBYOL was observed at the Nampo offloading buoy to lift its refined product cargo into Nampo's storage facilities (Report Image 14).
5. (UNCLASSIFIED) On 20 March 2019, the North Korean-flagged tanker YU SON (IMO: 8691702) was observed moored alongside an unidentified tanker of unknown nationality conducting an STS transfer of refined petroleum products (Report Images 15-17). Following the STS transfer, the YU SON returned to Nampo for delivery of its refined product cargo by 29 March (Report Image 18).
6. (UNCLASSIFIED) On 27 March 2019, North Korean-flagged UN PHA 2 (aka KUM GANG 3, IMO: 8660313) was observed moored alongside an unidentified tanker at coordinates 43-02N 131-54E conducting an STS transfer of refined petroleum products (Report Images 19-20). Following the STS transfer, the UN PHA 2 returned to Wonsan for delivery; its overall transit path is demonstrated on the map in Report Image 19. On 2 April 2019, KUM JIN GANG 2 was observed anchored at the Wonsan port to deliver its refined petroleum cargo (Report Image 21).
7. (UNCLASSIFIED) On 31 March 2019, North Korean-flagged CHON MA SAN (IMO: 8660313) was observed moored alongside Sierra Leone-flagged TIANYOU (IMO: 8817007) in the Korea Bay (38-28N 124-24E) conducting an STS transfer of refined petroleum products (Report Images 22-23). Following the STS transfer, the CHON MA SAN returned to Nampo for delivery; its transit path is demonstrated on the map in Report Image 22. On 3 April 2019, North Korean-flagged CHON MA SAN was observed at a pier in Nampo discharging its refined petroleum cargo (Report Image 24).
8. (UNCLASSIFIED) On 15 April 2019, North Korean-flagged MU BONG 1 (IMO: 8610461) was observed moored alongside an unidentified tanker in the Korea Bay (38-19N 124-19E) conducting an STS transfer of refined petroleum products (Report Images 25-26). Following the STS transfer, the MU BONG 1 returned to Nampo for delivery; its transit path is demonstrated on the map in Report Image 25. On 23 April 2019, North Korean-flagged MU BONG 1 was anchored in Nampo waiting to discharge its refined petroleum cargo (Report Image 27).
9. (UNCLASSIFIED) The DPRK also continues to evolve its tactics in order to maintain a consistent flow of illicit volumes of refined petroleum products into its ports. Report Image 28 depicts the formerly Panama-flagged and UN-sanctioned STS feeder vessel NEW REGENT (IMO 8312497; imagery of NEW REGENT – KUM UN SAN 3 STS transfer on June 7, 2018 previously shared with the Panel of Experts and 1718 Committee) docked in Nampo. As of April 23, the vessel delivered petroleum to Nampo on two occasions (March 28 and April 10) as listed in Table 1. The addition of the tanker

-5-

NEW REGENT to the DPRK's fleet indicates its continued efforts to maintain a network of feeder vessels under its control and which it uses to interact with DPRK-flagged or controlled tankers until action is taken by the UN 1718 Committee. Its designation for a global port entry ban likely resulted in its conversion from a feeder vessel to a delivery tanker.

(UNCLASSIFIED) As each of these STS transfers and deliveries of refined petroleum products into DPRK ports make clear, the DPRK continues to utilize illicit methods to procure volumes as it did in 2017 and 2018. Given that these import volumes remain unreported, it is necessary to account for these volumes in order to ensure that UNSCR 2397's import quota is properly implemented.

(UNCLASSIFIED) This report cannot provide an exact figure for each delivery, as that information is not readily available to any UN Member State other than DPRK, but instead seeks to establish three scenarios that track the degree to which a given tanker unloading refined petroleum into the DPRK is laden – one third laden (33 percent full), half laden (50 percent full), or completely laden (90 percent full). Given the relative scarcity of refined products in the DPRK, it is highly unlikely that every tanker deployed in search of fuel via STS transfer would return to DPRK ports with less than one third of its cargo capacity filled. The expenditure of resources and fuel consumption by the tanker itself during these journeys would not be justified if the tanker in question failed to fill above one third of its cargo capacity. Therefore, a one third laden scenario is employed as the floor baseline for this report.

(UNCLASSIFIED) Each of the above listed cases of documented STS transfers and subsequent delivery are assigned three values based on the capacity of the tanker involved. In addition to these nine cases, the United States has information indicating that an additional 70 instances of DPRK-flagged and controlled tanker deliveries were detected between the January 1, 2019 and April 23, 2019 period. Similarly, each of these deliveries is assigned three values for each of the scenarios.

(UNCLASSIFIED) Table 1 below documents each of these 70 deliveries and provides an associated volume for each of the three scenarios.

Table 1: 2019 DPRK and Other Tanker Deliveries and Associated Volumes (in barrels)

Port	Ship Name	Arrival Date	Dead Weight Tonnage	Delivery Volume if 33% Laden	Delivery Volume if 50% Laden	Delivery Volume if 90% Laden
Nampo	Sen Lin 01	1-Jan-19	1,159.00	382.00	579.50	1,043.10
Nampo	Mu Bong 1 (Ryong Bong 1)	4-Jan-19	1,998.00	659.00	999.00	1,798.20
Nampo	Ji Song 6	7-Jan-19	1,250.00	413.00	625.00	1,125.00
Nampo	Chong Ryong San	8-Jan-19	1,665.00	549.00	832.50	1,498.50
Nampo	Yu Phyong 5	8-Jan-19	1,966.00	649.00	983.00	1,769.40
Nampo	Kum Jin Gang 2	11-Jan-19	2,100.00	693.00	1,050.00	1,890.00
Nampo	Ji Song 6	12-Jan-19	1,250.00	413.00	625.00	1,125.00
Nampo	Sen Lin 01	12-Jan-19	1,159.00	382.00	579.50	1,043.10
Nampo	Chong Ryong San	14-Jan-19	1,665.00	549.00	832.50	1,498.50
Nampo	Sam Jong 2	14-Jan-19	2,507.00	827.00	1,253.50	2,256.30
Najin	Song Won	16-Jan-19	2,101.00	693.00	1,050.50	1,890.90
Nampo	Nam San 8	17-Jan-19	3,150.00	1,040.00	1,575.00	2,835.00
Nampo	Sen Lin 01	18-Jan-19	1,159.00	382.00	579.50	1,043.10
Nampo	Rye Song Gang 1	19-Jan-19	3,003.00	991.00	1,501.50	2,702.70
Nampo	Kum Un San	19-Jan-19	2,070.00	683.00	1,035.00	1,863.00
Nampo	Pu Ryong (Kum Un San 3)	22-Jan-19	3,279.00	1,082.00	1,639.50	2,951.10
Nampo	Chon Ma San	23-Jan-19	3,565.00	1,176.00	1,782.50	3,208.50
Nampo	An San 1	23-Jan-19	3,003.00	991.00	1,501.50	2,702.70
Nampo	Mu Bong 1 (Ryong Bong 1)	23-Jan-19	1,998.00	659.00	999.00	1,798.20
Nampo	Myong Ryu 1	24-Jan-19	817.00	270.00	408.50	735.30
Nampo	Rye Song Gang 1	25-Jan-19	3,003.00	991.00	1,501.50	2,702.70
Songnim	Yu Phyong 5	26-Jan-19				

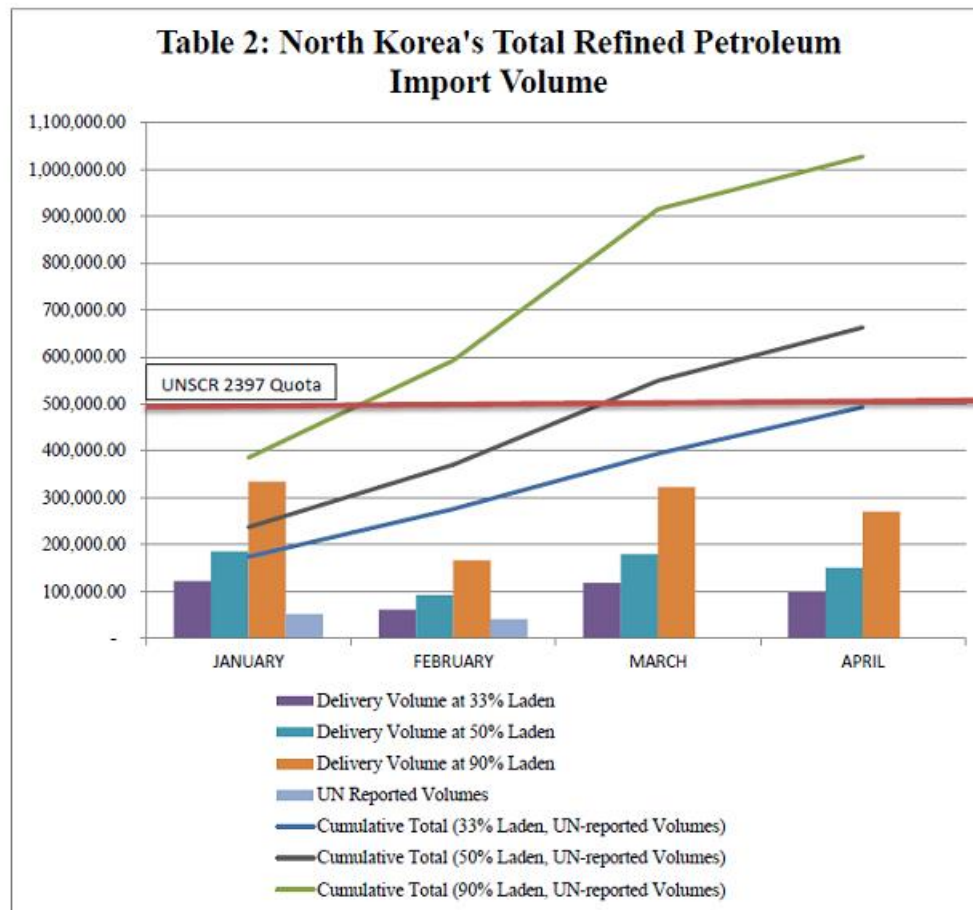
-7-

			1,966.00	649.00	983.00	1,769.40
Nampo	Chong Ryong San	28-Jan-19	1,665.00	549.00	832.50	1,498.50
Songnim	Yu Phyong 5	30-Jan-19	1,966.00	649.00	983.00	1,769.40
Nampo	Yu Son	4-Feb-19	3,398.00	1,121.00	1,699.00	3,058.20
Nampo	Kum Jin Gang 2	4-Feb-19	2,100.00	693.00	1,050.00	1,890.00
Nampo	Pu Ryong (Kum Un San 3)	5-Feb-19	3,279.00	1,082.00	1,639.50	2,951.10
Najin	Song Won	5-Feb-19	2,101.00	693.00	1,050.50	1,890.90
Chongjin	Nam San 8	6-Feb-19	3,150.00	1,040.00	1,575.00	2,835.00
Najin	Kum Un San	7-Feb-19	2,070.00	683.00	1,035.00	1,863.00
Nampo	Saebvol	9-Feb-19	1,150.00	380.00	575.00	1,035.00
Nampo	Sen Lin 01	22-Feb-19	1,159.00	382.00	579.50	1,043.10
Nampo	Myong Ryu 1	25-Feb-19	817.00	270.00	408.50	735.30
Nampo	Viet Tin 01	25-Feb-19	5,453.00	1,799.49	2,726.50	4,907.70
Nampo	Yu Phyong 5	4-Mar-19	1,966.00	649.00	983.00	1,769.40
Nampo	Sen Lin 01	6-Mar-19	1,159.00	382.00	579.50	1,043.10
Nampo	Saebvol	8-Mar-19	1,150.00	380.00	575.00	1,035.00
Nampo	Kum Jin Gang 2	10-Mar-19	2,100.00	693.00	1,050.00	1,890.00
Nampo	Myong Ryu 1	11-Mar-19	817.00	270.00	408.50	735.30
Nampo	Sen Lin 01	11-Mar-19	1,159.00	382.00	579.50	1,043.10
Nampo	Yu Phyong 5	12-Mar-19	1,966.00	649.00	983.00	1,769.40
Nampo	Chon Ma San	16-Mar-19	3,565.00	1,176.00	1,782.50	3,208.50
Nampo	Mu Bong 1 (Ryong Bong 1)	19-Mar-19	1,998.00	659.00	999.00	1,798.20
Chongjin	An San 1	20-Mar-19	3,003.00	991.00	1,501.50	2,702.70
Nampo	Nam San 8	22-Mar-19	3,150.00	1,040.00	1,575.00	2,835.00
Nampo	Sam Jong 2	22-Mar-19	2,507.00	827.00	1,253.50	2,256.30
Nampo	Chong Ryong San	23-Mar-19				

-8-

			1,665.00	549.00	832.50	1,498.50
Nampo	Sen Lin 01	23-Mar-19	1,159.00	382.00	579.50	1,043.10
Chongjin	Kum Jin Gang 3 (aka Wan Heng 11)	25-Mar-19	4,983.00	1,644.00	2,491.50	4,484.70
Chongjin	Kum Jin Gang 3 (aka Wan Heng 11)	27-Mar-19	4,983.00	1,644.00	2,491.50	4,484.70
Nampo	New Regent	28-Mar-19	4,999.00	1,649.67	2,499.50	4,499.10
Nampo	Yu Son	29-Mar-19	3,398.00	1,121.00	1,699.00	3,058.20
Nampo	Kum Jin Gang 2	29-Mar-19	2,100.00	693.00	1,050.00	1,890.00
Wonsan	Un Pha 2	2-Apr-19	1,205.00	398.00	602.50	1,084.50
Nampo	Myong Ryu 1	3-Apr-19	817.00	270.00	408.50	735.30
Nampo	Chon Ma San	3-Apr-19	3,565.00	1,176.00	1,782.50	3,208.50
Nampo	Kum Un San	3-Apr-19	2,070.00	683.00	1,035.00	1,863.00
Nampo	Sen Lin 01	6-Apr-19	1,159.00	382.00	579.50	1,043.10
Nampo	Saebvol	8-Apr-19	1,150.00	380.00	575.00	1,035.00
Nampo	Sam Jong 1	8-Apr-19	1,665.00	549.45	832.50	1,498.50
Nampo	Chon Ma San	8-Apr-19	3,565.00	1,176.00	1,782.50	3,208.50
Nampo	New Regent	10-Apr-19	4,999.00	1,649.67	2,499.50	4,499.10
Nampo	Pu Ryong (Kum Un San 3)	10-Apr-19	3,279.00	1,082.00	1,639.50	2,951.10
Chongjin	Sam Jong 2	11-Apr-19	2,507.00	827.00	1,253.50	2,256.30
Chongjin	Nam San 8	17-Apr-19	3,150.00	1,040.00	1,575.00	2,835.00
Nampo	Sen Lin 01	17-Apr-19	1,159.00	382.00	579.50	1,043.10
Nampo	Mu Bong 1 (Ryong Bong 1)	18-Apr-19	1,998.00	659.00	999.00	1,798.20
Nampo	Kum Jin Gang 3 (aka Wan Heng 11)	18-Apr-19	4,983.00	1,644.00	2,491.50	4,484.70
Nampo	Chong Ryong San	19-Apr-19	1,665.00	549.00	832.50	1,498.50
Nampo	Sen Lin 01	23-Apr-19	1,159.00	382.00	579.50	1,043.10
Total (Barrels)				401,057.10	607,736.25	1,093,925.25

(UNCLASSIFIED) In the scenario in which all of the 70 deliveries included fully laden tankers, the DPRK has more than doubled the UNSCR 2397 import quota as of April 23 with 1.093 million barrels of imports. If all the DPRK deliveries included only half-laden tankers – a rather unlikely scenario – the DPRK is still already in breach of the UNSCR 2397 import quota with illicit import volumes of more than 607,000 barrels. Finally, even in the highly unlikely scenario that every single tanker delivery that has taken place in 2019 only included a one-third laden vessel (a scenario in which DPRK imports constitute over 400,000 barrels), the DPRK would still be in breach of the UNSCR 2397 import quota when the year-to-date UN reported volumes are combined with the DPRK's illicit imports – see Table 2. As of submission of this report, China and Russia collectively have reported 92,229.66 barrels of refined petroleum product transfers to the UN 1718 Committee for the months of January and February, which would bring the DPRK's overall total of refined product imports in 2019 to over 493,000. When China and Russia report transfers for March and April, the one-third laden scenario would surpass the 500,000 barrel quota presuming these reports are within even a fraction of monthly averages from the prior 14 months or reporting.



-11-

(UNCLASSIFIED) Given the evidence provided herein, and that all three scenarios of illicit import volumes demonstrate that the DPRK has breached the UNSCR 2397 import cap, we ask for the support of the Panel, the 1718 Committee, and Member States in seeking the 1718 Committee's immediate determination that the cap has been breached, and to subsequently notify UN Member States of the breach and confirm that all subsequent transfers of refined petroleum to the DPRK must immediately halt. Similarly, the Panel of Experts is requested to review this report's analysis and underlying evidence in order to include this assessment in the 2019 mid-term report on the volumes of imports to the DPRK and the associated implications for the implementation of UNSCR 2397's refined product import quota.

Source: Member State

Annex 2: Communication of the Russian Federation to the 1718 Committee of 18 June 2019

Dear Chair, colleagues,

On the issue of refined petroleum cap Russia would like to recall the provisions of UNSCR 2397, which stipulates that the Committee notifies all Member States when an aggregate amount of refined petroleum products sold, supplied, or transferred to the DPRK of 75, 90 and 95 per cent of the aggregate yearly amounts of 500 000 barrels have been reached, and only in the latter case (95 per cent), such notification is accompanied by an information about the requirement to immediately cease further deliveries of refined petroleum products to the DPRK for the remainder of the year.

In the absence of the aforementioned notification of the Committee, export of refined petroleum products to the DPRK is fully in line with the requirements of the 1718 sanctions regime.

We are still considering the information provided by the US regarding the cases of alleged ship-to-ship transfers of refined petroleum products to the DPRK, as well as the results of the computer modeling. We've also noticed that out of 79 cases of alleged STS transfers only 9 imagery sets were provided. We believe that at the current stage it is premature for the Committee to make a conclusive decision regarding the US proposal and to cease refined petroleum export to the DPRK.

It is with this understanding we suggest the US provide the 1718 Panel of Experts with appropriate information regarding reported cases of STS transfers and with the methodology of petroleum calculations to study it thoroughly and impartially.


Upon receiving the results of such a study we are ready to return to the consideration of this issue with a view to eventually making an objective decision.

In the meantime Russia would like to put the US proposal on hold.

Alexey

Source: Member State

Annex 3: Bareboat charter agreement of the *Viet Tin 01*


BAREBOAT CHARTER
 ---o0o---

Singapore, 04th January 2019

REGISTERED OWNERS : VIET TRUST SHIPPING CORPORATION
 62C VO THI SAU ST.
 TAN DINH WARD, DIST 1,
 HOCHINH CITY, VIETNAM.,

BROKER : KLJ MARINE SERVICES PTE LTD
 27 WEST COAST HIGHWAY,
 #02-22 WESTWAY,
 SINGAPORE 117867.

CHARTERERS : HAPPY SHIPPING CO., LTD
 NO 16 EAST, XIHUA VILLAGE
 LONG TIAN TOWN, FUJING CITY
 FUJIAN PROVINCE
 CHINA

VESSEL : M/T "VIET TIN 01" - AS PER ATTACHED Q88

TENTATIVE ITINERARY : VESSEL CURRENTLY IN STRAITS

LAST 3 CARGOES : CPP/PPP/PPP

SPEED & CONSUMPTION : AS PER ATTACHED

THE SAME, ARE ABOUT, UPTO MAXIMUM BEAUFORT SCALE 4, NO ADVERSE CURRENTS OR
 HIGH SWELL, EXCLUDING PERIODS IN SHALLOW OR CONGESTED WATERS, EXCLUDING ALL
 CANAL TRANSITS, EXCLUDING ALL SHORT SEA VOYAGES OF LESS THAN 48 HOURS IN
 DURATION, PILOT STATION TO PILOT STATION, EXCLUDING ANY HEATING REQUIREMENT
 AND ANY TANK CLEANING REQUIREMENTS

DELIVERY : AFPS SINGAPORE/FORT KLANG MALAYSIA/ BATAM INDONESIA

RE-DELIVERY : DLOSF SINGAPORE

LAYCAN : 18TH-20TH OF JANUARY 2019

HIRE : USD 4,600 PDPR *[Handwritten signature]*

PERIOD : MINIMUM 6 MONTHS,
 FOLLOWED BY AN ADDITIONAL 6 MORE MONTHS IN CHARTERERS'
 OPTION THEREAFTER DECLARABLE 30 DAYS PRIOR
 REDELIVERY, FOLLOWED BY AN ADDITIONAL 3 MORE MONTHS IN
 CHARTERERS' OPTION THEREAFTER DECLARABLE 30 DAYS PRIOR
 REDELIVERY, FOLLOWED BY AN ADDITIONAL 3 MORE MONTHS
 (+/- 15 DAYS) IN CHARTERERS' OPTION THEREAFTER
 DECLARABLE 30 DAYS PRIOR REDELIVERY

TRADING RANGE : SOUTH ASIA TO NORTH ASIA RANGE ONLY, HENCE INCLUDING
 INDONESIA, SINGAPORE, MALAYSIA, BRUNEI, TIMOR-LESTE,
 MYANMAR, THAILAND, CAMBODIA, VIETNAM, PHILIPPINES,
 CHINA [REDACTED]

Page 1 of 5

TRADING EXCLUSION : EXCLUDING ANY UN OR US OR EU SANCTIONED OR EMBARGOED AREAS, VESSEL NOT TO TRADE IN ANY ICE OR ICE BOUND PORTS/BERTHS/PLACES, NOR VESSEL TO FORCE ICE OR FOLLOW ICE BREAKERS, AND NOT TO TRADE IN ANY WAR OR WAR-LIKE PLACES OR PORTS.

IN THE EVENT OF VESSEL BEING ARRESTED/DETAINED/BOYCOTTED/DESTROYED BY A THIRD PARTY DUE TO THE CHARTERERS' FAULTS TO SEND THE VESSEL TO THE SANCTIONED OR EMBARGOED AREA AND IN ANY WAR OR WAR-LIKE PLACES OR PORTS, THE CHARTERERS OBLIGED TO BUY THE VESSEL FROM THE OWNERS AT PRICE :USD 1,200,000 (ONE MILLION, TWO HUNDRED THOUSAND UNITED STATES OF AMERICA DOLLARS)

CARGOES : ALL CLEAN PETROLEUM PRODUCTS PLUS ALL OTHER PRODUCTS AS PER VESSEL'S CERTIFICATE OF FITNESS (AS ATTACHED)

PRESENTATION : CARGO TANKS TO BE WATER WHITE STANDARD ON DELIVERY CARGO TANKS TO BE WATER WHITE STANDARD UPON RE-DELIVERY

COMMISSION : NONE

CHARTER PARTY : SHELL TIME 4 ISSUED DECEMBER 1984

OTHERS

- ALL TRANSHIPMENT EQUIPMENTS INCLUDING FENDERS, HOSES, REDUCERS ARE TO BE ARRANGED AND PROVIDED BY CHARTERERS AT CHARTERERS' ACCOUNT. OWNERS WILL COOPERATE, BUT WITH NO GUARANTEE, IN SUPPLY OF ANY SHORTFALL OF EQUIPMENTS, PROVIDED THAT SUCH EQUIPMENTS ARE AVAILABLE ON OWNERS' VESSEL.

- IF REQUESTED BY CHARTERERS, CHARTERERS ARE ALLOWED TO LIAISE WITH/SEND WRITTEN OR VERBAL ORDERS TO THE MASTER/VESSEL/AGENTS DIRECTLY FOR ALL LOAD/DISCHARGE OPERATIONS, WITH NO OFFICIAL VOYAGE ORDERS/DOCUMENTS TO BE PROVIDED TO THE OWNERS FOR THE ENTIRE D.B CHARTER PERIOD. OWNERS SHALL NOT BE LIABLE FOR ANY DELAY/DIRECT COSTS/INDIRECT COSTS INCURRED FOR ALL MISCOMMUNICATIONS DONE IN THIS MANNER.

ALL OTHER TERMS AND CONDITIONS TO BE AS PER SHELLTIME 4 ISSUED DECEMBER 1984 WITH LOGICAL AMENDMENTS AS PER BELOW:

CL 1 (A) LINE 7 ADD AT THE END "VIETNAM REGISTER (VR)"

(B) LINE 8 DELETE "CRUDE PETROLEUM AND/OR ITS PRODUCTS" AND REPLACE AS PER MAIN TERMS

(E) LINE 14 INSERT IN BLANK SPACE "380"

(H) LINE 22 DELETE "FORM B" INSERT "VESSEL'S Q88"

LINE 23 DELETE "FORM B" INSERT "VESSEL'S Q88"

CL 3 (III) LINE 56 DELETE "30" INSERT "7"

CL 4 LINE 65 INSERT IN BLANK SPACE "MINIMUM 6 MONTHS, FOLLOWED BY AN ADDITIONAL 6 MORE MONTHS IN CHARTERERS' OPTION THEREAFTER DECLARABLE 30 DAYS PRIOR REDELIVERY, FOLLOWED BY AN ADDITIONAL 1 MORE YEAR (+/- 15 DAYS) IN CHARTERERS' OPTION THEREAFTER DECLARABLE 30 DAYS PRIOR REDELIVERY"

LINE 66 INSERT IN BLANK SPACE AS PER MAIN TERMS
 LINE 68-72 DELETE "IN ANY PART OF THE WORLD,.....AS A CONSEQUENCE OF SUCH ORDER."
 LINE 80-81 DELETE "THAT" INSERT "THE SAFETY OF THE VESSEL FOR"
 DELETE "SHALL CONFORM TO STANDARDS NOT LESS THAN THOSE SET OUT IN THE LATEST PUBLISHED EDITION OF THE ICS/OCIMF SHIP TO SHIP TRANSFER GUIDE"
 LINE 82 DELETE "A PORT IN" INSERT IN BLANK SPACE "ARRIVAL FIRST PILOT STATION SINGAPORE"
 LINE 83 DELETE "AT OWNERS' OPTION"
 DELETE "A PORT IN" AND INSERT IN BLANK SPACE "DROPPING LAST OUTWARDS SEA PILOT SINGAPORE"
 ADD AT THE END OF THE CLAUSE "OWNERS ARE TO GIVE CHARTERERS IMMEDIATE APPROXIMATE NOTICE OF DELIVERY UPON FIXING. FOLLOWING THIS OWNERS ARE TO GIVE CHARTERERS DEFINITE NOTICE OF DELIVERY INCLUDING DATE AND PLACE 10, 7, 5, 3, 2, 1 DAY PRIOR TO DELIVERY TO CHARTERERS. OWNERS ARE TO ADVISE CHARTERERS IMMEDIATELY IF THERE IS ANY CHANGE OF MORE THAN 12 HOURS TO THE ACTUAL NOTICES."
 CL 5 LINE 85-86 ADD IN BLANK SPACES AS PER MAIN TERMS
 CL 7 LINE 97 DELETE "(EXCEPT FUEL USED FOR DOMESTIC SERVICES)"
 CL 8 LINE 105 INSERT IN BLANK SPACE "USD 4,600"
 CL 9 LINE 107 INSERT IN BLANK SPACE "OWNERS' DESIGNATED BANK ACCOUNT"
 LINE 108 DELETE "ACCOUNT"
 INSERT IN BLANK SPACE "UNITED STATES DOLLARS"
 DELETE "PER CALENDAR MONTH IN ADVANCE" INSERT "HIRE TO BE PAID FROM TIME OF DELIVERY UNTIL THE LAST DAY OF THE MONTH, AFTERWHICH HIRE TO BE PAID ON MONTHLY BASIS ON 1ST DAY OF EVERY CALENDAR MONTH"
 CL 10 LINE 132 INSERT IN BLANK SPACE "85"
 CL 11 DELETE ALL
 DELIVERY AT THE LAST PURCHASED PRICES, TO BE SUPPORTED BY BUNKER SUPPLIER'S INVOICE(S). OWNERS TO PAY FOR BUNKERS ROB ON RE-DELIVERY AT LAST PURCHASED PRICES, TO BE SUPPORTED BY BUNKER SUPPLIER'S INVOICE(S).
 CL 17 LINE 180 AFTER "UNDER THIS CHARTER" ADD "AT CHARTERERS' ACCOUNT"
 LINE 181-182 DELETE " , OWNERS FINDING PROVISIONS.....WHILE ON BOARD THE VESSEL"
 CL 22 LINE 258 INSERT IN BLANK SPACE "EVERY TWO (2) YEARS"
 LINE 259 INSERT IN BLANK SPACE " SIX (6) MONTHS"
 LINE 259 AFTER "CHARTERERS SHALL" INSERT "ON BEST ENDEAVOUR BASIS"
 LINE 261 AFTER "PRACTICABLE." INSERT "FOR SAME OF CLARITY, THE VESSEL JUST FINISHED HER DRYDOCK THIS YEAR (2016), THE NEXT DRYDOCK SHOULD BE SOMETIME IN 2019."
 CL 24 LINE 303-320 DELETE "AVERAGE SPEED.....AS THE CASE MAY BE" AND REPLACE AS PER MAIN TERMS
 CL 29 LINE 391 INSERT IN BLANK SPACE "180"
 CL 33 DELETE ALL

CL 41. LAW AND LITIGATION: DELETE ENGLAND AND INSERT SINGAPORE

CHARTERS' ADDITIONAL CLAUSES (CL 43-51):

CL 43 PRIVATE AND CONFIDENTIAL CLAUSE

THIS TRANSACTION IS TO BE KEPT STRICTLY PRIVATE AND CONFIDENTIAL BY ALL PARTIES DIRECTLY OR INDIRECTLY INVOLVED AND NO DISCLOSURE OF THE SAME TO ANY THIRD PARTY SHALL BE PERMITTED.

CL 44 BILL OF LADING/INDEMNITY CLAUSE

DISCHARGING PORT(S) OR RANGE(S) AS SHOWN IN BILL(S) OF LADING NOT TO CONSTITUTE A DECLARATION OF DISCHARGING PORT(S) OR RANGE(S) OR LOCATION (S) AND CHARTERS TO HAVE THE RIGHT TO ORDER THE VESSEL TO ANY PORT WITHIN THE TERMS OF THIS CHARTER.

CL 45 VESSEL'S TAXES CLAUSE

ALL TAXES AND DUES ON THE VESSEL, AND ANY ADDITIONAL TAXES AND CHARGES DUE TO VESSEL'S FLAG ARE TO BE FOR OWNERS' ACCOUNT.

CL 46 THIRD-PARTY ARREST CLAUSE

IN THE EVENT OF VESSEL BEING ARRESTED/DETAINED/BOYCOTTED BY A THIRD PARTY DUE TO OWNERS' FAULT, OWNERS AGREE TO ASSUME FULL RESPONSIBILITY FOR ALL PENALTIES AND THE VESSEL SHALL BE CONSIDERED OFF-HIRE DURING ANY DELAY OR DETENTION ARISING THEREFROM.

CL 47 EXCESS BERTH OCCUPANCY CLAUSE

IF AFTER DISCONNECTION OF HOSES VESSEL REMAINS ALONGSIDE BERTH EXCLUSIVELY FOR VESSEL'S PURPOSES, OWNERS SHALL BE RESPONSIBLE FOR ALL DIRECT AND/OR INDIRECT COSTS INCURRED.

CL 48 CREWS CLAUSE

CHARTERS WILL APPOINT THEIR OWN CREWS TO SAIL WITH THE SHIP. THEREFORE WILL TAKE RESPONSIBILITY FOR THEIR SALARY AND COMPENSATION. CHARTERS SHALL COMMIT THE OWNERS TO CONTROL THEIR CREWS FOR KEEP THE SHIP IN GOOD CONDITION, ELSE CHARTERS WILL TAKE RESPONSIBILITY IF IN ANY LOSSES/DAMAGES OF THE SHIP CAUSING FROM THEIR CREWS.

CL 49 TANK CLEANING CLAUSE

OWNERS SHALL CLEAN TANKS, GAS FREE AND HAND OVER THE SHIP TO CHARTERS OR THEIR REPRESENTATIVE TO INSPECT FOR THE PURPOSE OF DETERMINING THAT THEY ARE IN ACCEPTABLE CONDITIONS TO PERFORM THE CARRIAGE OF THE CARGO DURING THE ENTIRE TO PERIOD. IF ANY TANKS ARE, UPON INSPECTION, DEEMED UNSUITABLE BY CHARTERER AND/OR THEIR REPRESENTATIVES, ALL ADDITIONAL CLEANING REQUIRED SHALL BE CARRY OUT BY OWNERS AT THEIR EXPENSE AND TIME.

UPON COMPLETION OF BE PERIOD, CHARTERER SHALL CLEAN TANKS, GAS FREE AND HAND OVER THE SHIP TO OWNER OR THEIR REPRESENTATIVE TO INSPECT THE TANKS FOR THE PURPOSE OF DETERMINING THAT THEY ARE IN ACCEPTABLE CONDITIONS. IF ANY TANKS ARE, UPON INSPECTION, DEEMED UNSUITABLE BY OWNER AND/OR THEIR REPRESENTATIVES, ALL ADDITIONAL CLEANING REQUIRED SHALL BE CARRY OUT BY CHARTERER AT THEIR EXPENSE AND TIME.

NG
PH
N1
T1

CL 50 INSOLVENCY CLAUSE
IN THE EVENT THAT OWNERS FILE FOR AND/OR SUFFER INSOLVENCY OR OTHER FURTHER PROTECTION, REHABILITATION, WINDING UP, BANKRUPTCY OR ANY OTHER SIMILAR OR EQUIVALENT PROTECTION, THE CHARTERERS HAVE THE OPTION OF CANCELLING THIS CHARTER PARTY WITH IMMEDIATE EFFECT.

THE CHARTERERS	THE OWNERS
<p>HAPPY SHIPPING CO., LTD.</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p>Authorised signature</p>	<p><i>[Signature]</i></p> <p>DIRECTOR NGUYEN THI MAI LAN</p> <p><i>[Circular Stamp: CÔNG TY CỔ PHẦN VẬN TẢI VIỆT NAM]</i></p> <p><i>[Red Stamp: THỊ MỸ LINH]</i></p>

Page 5 of 5

Source: The Panel

Annex 4: Manifest of cargo loaded onto the *Viet Tin 01*

51 Banyan Avenue
Singapore 627812
Telephone: +65 68672300
Fax No.: +65 65102943
Website: www.vopakasia.com



MANIFEST

Date: 01/02/2019

Order Number: 202680

MV/SS: VIET TIN 01
FROM: SINGAPORE
TO: ULSAN, SOUTH KOREA

CONSIGNEE: TO THE ORDER OF TO THE ORDER OF "T ENERGY INTERNATIONAL CO., LTD."

Product	KL @ OBS	KL @ 15C	Metric Ton	Barrels@60F	Long Ton
UNLEADED GASOLINE 92R	820.270	811.530	595.574	5,108	586.170
Total:	820.270	811.530	595.574	5,108	586.170

Remarks: CLEAN ON BOARD

Vessel:	VIET TIN 01
Port of Registry	Sai Gon
Official No	VNSG-1880-TD
Call Sign	3V/B0
GRT	2998
Net Tonnage	1550
Master/Agent Signature	
M.E.P	2100KW

Document Number: MFT-507710-008785

02241901022019

Scanned by CamScanner

Source: Member State

Annex 5: Vessels documented through imagery conducting ship-to-ship transfers of coal off the Gulf of Tonkin and offloaded at Qisha

#	STS Transfer Date	Vessel	Offload Date
1	5 September 2018	<i>Paek Yang San</i> IMO: 9020534 DPRK-flagged	By 23 December 2018
2	21 September 2018	<i>Ka Rim Chon</i> IMO: 8314811 DPRK-flagged	
3	23 September 2018	<i>Pho Phuong</i> IMO: 8417962 DPRK-flagged	
4	24 October 2018	<i>Pho Phuong</i> IMO: 8417962 DPRK-flagged	By 27 December 2018
5	25 October 2018	<i>Tae Yang</i> IMO: 8306929 DPRK-flagged	
6	15 February 2019	<i>Asia Honor</i> IMO: 8405220 Unknown-flagged (formerly Comoros-flagged)	By 7 March 2019

Source: Member State

Annex 6.1: Response from the People's Republic of China to the queries from the Panel**1. S/AC.49/2019/PE/OC. 26**

China attaches great importance to the ship-to-ship transfers and smuggling issue. The competent Chinese authorities including the Coastal Guard has taken a series of measures to strength the patrolling and monitoring in relevant sea areas and fully implement the Security Council resolutions. The information provided by the Panel lacks timeliness and cannot lead to on-site investigation. The information of relevant vessels is ambiguous and lacks accuracy, which does not constitute a full evidence chain or basis for further investigation.

Based on China's investigation, all of the coal vessels berthed at Qisha port have legal importing documents, and the origin of the coal is not the DPRK. In fact, most of the bulk cargo ships are very similar in shape, and it is imprudent to make association between the vessels involved in the ship-to-ship transfers with the ones berthed at Qisha port merely based on the satellite images.

Source: Member State

Annex 6.2: Response from the People's Republic of China to the queries from the Panel**2. S/AC.49/2019/PE/OC. 49**

China has seriously implemented relevant provision of the Security Council resolutions that prohibits procuring fishing rights from the DPRK. The competent Chinese authorities have prohibited ocean fishing operations in the DPRK sea areas, strengthened control and law-enforcement on illegal fishing activities in the sea areas between China and the DPRK, and urged fishing companies to conduct fishing operations in accordance with relevant laws and regulations. According to our investigation, “琼东渔 12122” is not a fishing vessel legally registered in China. The flag state and vessel identification could not be verified simply based on the painted ship name. We hope the Panel does not include such fragmented information in the report.

Source: Member State

Annex 7: Document showing Qingdao Global Shipping Co Ltd as *Dong Thanh*'s vessel operator

TO: THE CAPTAIN OF MV DONG THANH

FM: METRO OCEAN LIMITED

MV. CAPTAIN GEORGE K – VOYAGE INSTRUCTION DD 3RD APRIL 2019

DEAR CAPTAIN:

WE ARE QINGDAO GLOBAL SHIPPING CO., LIMITED AS THE APPOINTED/AUTHORISED OPERATOR FOR AND ON BEHALF OF THE CHTRS/METRO OCEAN LIMITED AND WELCOME YOU AND YOUR CREW TO THIS FIXTURE.

PLS NOTE THAT YR GOOD VSL WL BE DELIVERED TO CHTRS/ METRO OCEAN LIMITED ON DLOSP DAVAO PORT WITHIN LAYCAN 0001LT 3RD ~ 2359LT 4TH APRIL 2019.

PLS INFORM THE BUNKER ROB ON DELIVERY.

CHTRS:

METRO OCEAN LIMITED

ADD: FLAT/RM A20/F KIU FU COMMERCIAL BLDG 300 LOCKHART ROAD, WAN CHAI, HONG KONG.

CHTRS VSL OPERATOR:

QINGDAO GLOBAL SHIPPING CO., LIMITED

ATTENTION: MR. LIMAO ZHANG MBL: +86-18866421365 E-MAIL: op@globalqd.com

VOYAGE INSTRUCTIONS:

AA: TCT MAIN TERMS:

01. DELY: DLOSP DAVAO PORT ATDNHINC

02. LAYCAN: 0001LT 3RD ~ 2359LT 4TH APRIL. 2019.

03. 1 TCT VIA SP(S), SB(S), SA(S), AAAA,AWIWL WITH HARMLESS, LAWFUL CARGO ALWAYS W/I INL (INTERNATIONAL NAVIGATIONAL LIMITS). TRADING FIRM INTENTION: VIA INDONESIA WITH LAWFUL & HARMLESS COAL TO MALAYSIA.

DURATION ABT 17 DAYS WOG.

04. REDEL: DLOSP 1SP MALAYSIA, INT. KUANTAN PORT.

05. BUNKER CL:

B.O.D.: IFO/380CST AND MGO, **PLS ADVISE:**

Note: Metro Ocean is the sub-charterer of the *Dong Thanh*, and is located in the same building as Qingdao Global Shipping Group Ltd (former Qingdao Global Shipping Co, Ltd).

Source: The Panel

Annex 8: Eko Setyamoko and Pt. Bara Makmur Sadayana company**[Official Translation]**

[logo]

PT. BARA MAKMUR SADAYANA
COAL & MINERALS TRADING COMPANY

Number : 268/BMS-MBSS/IV/2019

Enclosure : -

Re : Request for the Replacement of the Coal Carrier
for Ship-to-Ship Transshipment

Head, the Office of Customs and Excise Supervision and Service,
Customs-B Mid-level Type (KPPBC TMP B), Balikpapan
in Balikpapan

In reference to the letter from the Head of KPPBC TMP B Balikpapan under number: S-624/WBC.16/KPP.MP.01/2019 dated 02 April 2019 re: Approval of the Supervision of the Ship-to-Ship Transshipment, we would like to convey that the motor vessel MV. First Bridge has cancelled its departure for Indonesia because of cancellation by the ship owner. Accordingly, we would like to notify you of the replacement of the motor vessel that will be conducting the Ship-to-Ship Transshipment with the following data:

No.	Data	Previously	Replaced with
1.	CARRIER		
	a. Name	MV. WISE HONEST	MV. WISE HONEST

- 1 -

SWORN & AUTHORIZED
TRANSLATOR

Scanned by CamScanner

	b. Ship-to-ship Unloading	MV. FIRST BRIDGE	MV. DONG THANH
2.	ESTIMATED DATE OF SHIP- TO-SHIP UNLOADING	02 April 2019	06 April 2019

This request has, therefore, been submitted truthfully.

We declare our willingness to comply with prevailing laws and regulations.

Jakarta, 02 April 2019

PT. BARA MAKMUR SADAYANA

[signed]

Eko Setyamoko

[REDACTED] a sworn and authorized translator, by virtue of Jakarta Capital Territory Governor's Decree No. 2228/2001, practicing in Jakarta, do solemnly and sincerely declare that the foregoing document is a true and faithful translation from Indonesian into English of the original version.

- 2 -

Jakarta [REDACTED]



[REDACTED]
SWORN & AUTHORIZED
TRANSLATOR

Scanned by CamScanner

Source: The Panel

Annex 9: Certificates of origin containing false information

Certificate of origin for coal on board the *Wise Honest*

1. Exporter (name, address, country) OPT-U GOL RUSSIA, KEMEROVO OBLAST, KEMEROVO KOMMERCHESKAYA STREET BUILDG 22 OFFICE 1		ORIGINAL NR 7061014541	
2. Consignee (name, address, country) PT BARA MAKMUR SABAYANA GEDUNG WISMA MONTEN 9TH FLOOR ASIA AFRICA ROAD, NO 133-137, JAKARTA, INDONESIA		CERTIFICATE OF ORIGIN Issued in the Russian Federation	
3. Means of transport and route Transport: WISE HONEST Route: Loaded Nakhodka Russia Discharged Samarinda Port in Indonesia		4. For official use	
5. Country of origin <div style="border: 2px solid red; padding: 2px;">Russian Federation</div>		6. Supplementary details Bill of lading No 20180316 d/ 16.03.2018	
7. Item number	8. Description of goods ANTHRACITE COAL	9. Number and kind of packages IN BULK	10. Gross weight or other quantity 26 500 M/T
11. Certification It is hereby certified that the declaration by the exporter is correct  Place, date, signature, name and stamp of certifying authority		12. Declaration by the exporter The undersigned hereby declares that the above details and statements are correct, that the goods are of origin of the country shown in box No 5; that the goods are exported to INDONESIA (importing country)  Place, date, signature, name and stamp of certifying authority	

Source: The Panel

Reply from the Russian Federation on the Certificate of origin for coal on board the *Wise Honest*

Постоянное представительство
Российской Федерации
при Организации
Объединенных Наций

Phone: (212) 861 4900
Fax: (212) 628 0252



Permanent Mission
of the Russian Federation
to the United Nations

136 East 67th Street
New York, NY 10065

No. 2928 /n

The Permanent Mission of the Russian Federation to the United Nations presents its compliments to the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009) and referring to the inquiry by the Panel dated 24 June 2019 (S/AC.49/2019/PE/OC.45) has the honour to transmit the following.

The Chamber of Commerce and Industry of the city of Nakhodka has never issued the Certificate of Origin # 7001014541, mentioned in your inquiry. Moreover, the copy of the document attached to your letter contains definitive signs of forgery and lacks a form number for the Certificate.

The Russian Federation has no information on the submission of applications by "OPT-I GOL" to Federal agencies for the issuance of any Certificates of Origin, as well as of the participation of this company in the transportation (export) of coal from the territory of the Russian Federation onboard of the "Wise Honest". Russian competent authorities also do not have any information on the issuance of any Certificates of Origin with the mentioning of this ship in line 3 ("Means of transport and route").

Panel of Experts established pursuant
to Security Council resolution 1874 (2009)
United Nations
New York

Source: Member State

Given the above the Russian Federation has no information on the contact details of the individuals in "OPT-I GOL" or any other company that have requested a Certificate for the purposes of transporting coal onboard of the "Wise Honest". The ship itself from 1 January 2018 until June this year has not entered the region of activity of the Nakhodka customs authorities or of the Far East Customs Directorate.

The Permanent Mission of the Russian Federation takes this opportunity to convey to the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009) the renewed assurances of its highest consideration.

New York, "29" July 2019



Certificate of origin carried for coal transshipped from the *Wise Honest* on board the *Dong Thanh*

建龍(香港)國際貿易有限公司
JIANLONG (HONGKONG) INTERNATIONAL TRADE CO., LIMITED
ADD.: ROOM 1201, 12/F., SHANGHAI INDUSTRIAL INVESTMENT BUILDING,
48 - 62 HENNESSY ROAD, WANCHAI, HONG KONG

CERTIFICATE OF ORIGIN

TO WHOM MAY CONCERNS

DESCRIPTION OF GOODS: **INDONESIAN COAL**
LOADING PORT: TELUK BALIKPAPAN, INDONESIA
DISCHARGING PORT: KEMAMAN PORT, MALAYSIA
VESSEL NAME: MV.DONG THANH VOY.03-19
BILL OF LADING DATE: 12 APRIL, 2019
BILL OF LADING WEIGHT: 26,400 MTS

WE HEREBY CERTIFY THAT ON BOARD THE **MV.DONG THANH VOY.03-19**
WHICH SAILED FROM **TELUK BALIKPAPAN, INDONESIA** ON **12 APRIL,**
2019 THERE WERE SHIPPED **26,400 MTS OF INDONESIAN COAL** WHOLLY
ORIGINATED FROM **TELUK BALIKPAPAN, INDONESIA.**

For and on behalf of:

JIANLONG (HONG KONG) INTERNATIONAL TRADE CO., LIMITED

For and on behalf of
JIANLONG (HONGKONG) INTERNATIONAL TRADE CO., LIMITED
建龍(香港)國際貿易有限公司

.....
Authorized Signature(s)

Source: The Panel

Explanation from Jianlong (Hong Kong) International on the certificate of origin issued for the coal on board the *Dong Thanh*. The company had issued its certificate of origin based on and in addition to a certificate of origin issued by Eko Setyamoko's company Pt Bara Makmur Sadayana for the coal on board the *Dong Thanh*.

JIANLONG (HONG KONG) INTERNATIONAL TRADE CO., LIMITED
ROOM 1201, 12/F., SHANGHAI INDUSTRIAL INVESTMENT BUILDING, 48-62 HENNESSY ROAD, WANCHAI, HONG KONG

The Panel of Experts established
Pursuant to Security Council Resolution 1874

12 July 2019

Dear Sirs,

Enquiry Regarding Coal On-board M/V DONG THANH (the "Vessel")

We refer to your letter dated 21 June 2019 in relation to this matter and write in order to reply and address the issues raised therein.

Jianlong (Hong Kong) International Trade Co., Limited is a trading company which trades commodities (mainly iron ore, coke, coal and steel) on an international basis.

In this instance, we were in the middle of a series of sale contracts. The coal which was ultimately carried on-board the Vessel was sold to us by a company called Well Fortune (HK) Industrial Ltd ("Sellers"). We, in turn, had a contract to sell the cargo on to Eastern Steel Sdn. Bhd ("Buyers"). We are a procurement arm of the Buyers. The full contact details of those parties as gleaned from our correspondence and contracts with them, are as follows:

Sellers

Company name:	Well Fortune (HK) Industrial Ltd (裕昌 (香港) 实业有限公司)
Address:	Room 5008, Sports Science and Technology Center, Nanjing Olympics Sports Centre, Nanjing, China
Telephone:	(86) 02587781285
Contact persons:	Mr. Shen Gaoman - Managing Director & CEO (Mobile: (86) 13913823488; Email: shengm@wfortune-nj.com) Ms. Li Bo, Helen - Business Manager (Mobile: (86) 15051630742; Email: lb@wfortune-nj.com) Ms. Wang Mengting, Olivia - Business Assistant (Mobile: (86) 18602576797; Email: wangmt@wfortune-nj.com)

For and on behalf of
JIANLONG (HONGKONG) INTERN
建龍(香港)國際
.....
Auth

Buyers

Company name:	Eastern Steel Sdn. Bhd (东钢集团有限公司)
Address:	Lot 6293 & 6294, KawasanPerindustrianTeluk Kalong, MukimTeluk Kalong, 24000 Kemaman, Terengganu DarulIman, Malaysia
Telephone:	(609) 8604000
Fax:	(609) 8604065
Contact persons:	Mr. Yang Matao - Procurement Executive, Iron Ore Division (Email: yangmatao@ejianlong.com)

JIANLONG (HONG KONG) INTERNATIONAL TRADE CO., LIMITED

ROOM 1201, 12/F., SHANGHAI INDUSTRIAL INVESTMENT BUILDING, 48-62 HENNESSY ROAD, WANCHAI, HONG KONG

Our understanding at the time we entered into the contracts referred to above was that the cargo was of Indonesian origin. That remained our understanding until 22 April 2019, as further detailed below. That understanding was based on several documents provided to us by the Sellers, notably the following:

- The Sellers' initial Offer;
- The sale contract we concluded with the Sellers;
- The Bills of Lading;
- The Certificate of Origin provided by the Sellers; and
- The Certificate of Sampling & Analysis at the Load Port provided by the Sellers.

Copies of all of those documents are enclosed for your reference.

It was on the basis of those documents and that understanding that our company issued the Certificate of Origin and related documents referred to in your letter.

We trust you can see that our understanding of the position was a genuine one, based on a number of documents provided to us by our counterparty. It was only on 22 April 2019 that we became aware of any suggestion that the cargo was not of Indonesian origin. We immediately investigated the position and subsequently cancelled our contract with the Sellers in view of this development.

We hope it is clear from the above / enclosed that our company never had any intention of becoming involved in any activity which might expose our company to the risk of being in breach of the sanctions imposed on the DPRK. Rather, our company was, in this instance, misled by our counterparty and took immediate steps to reverse the situation once that came to light.

We trust this is helpful. If there is anything further we can do to assist, please do not hesitate to contact us and we should be glad to oblige.

Yours faithfully,

JIANLONG (HONG KONG) INTERNATIONAL TRADE CO., LIMITED
貿易有限公司

Jianlong (Hong Kong) International Trade Co., Limited

For and on behalf of
JIANLONG (HONGKONG) INTERNATIONAL TRADE CO., LIMITED
建龍(香港)國際貿易有限公司

Authorized Signature(s)

Authorized Signature(s)



Well Fortune(HK) Industrial Limited.
裕昌(香港)实业有限公司

报盘

1、COMMODITY: Indonesian Coal origin

货物名称: 印尼煤

2、QUANTITY: 11,000MT, more or less 10%

数量: 11000 吨+/-10%

3、SPECIFICATION: NET CALORIFIC VALUE 6000 KCAL / KG

指标: 低位发热量 6000 千卡/千克

PARTICULARS 规格	TYPICAL 参考标准	REJECTION 拒收标准
Total Moisture (ARB) 全水分 (收到基)	10%	≥ 14%
Ash Content (ADB) 灰份 (空干基)	≤ 9%	
Volatile Matter (ADB) 挥发份 (空干基)	≤ 9%	
Total Sulphur (ADB) 总硫 (空干基)	<0.5%	≥ 0.8%
Net Calorific Value (ARB) 低位发热量 (收到基)	≥ 6000 kcal/kg	≤ 5600 kcal/kg
Size of Coal (0-50 mm) 粒度 (0-50 毫米)	>90%	
Hard Grove Index (points)	45	

4、DISCHARGE PORT: KUANTAN port, MALAYSIA

卸货港: 马来西亚关丹港

5、PRICE: The unit price for the Indonesian Coal purchased hereunder is USD 118.00 /MT (SAY ONE HUNDRED AND EIGHTEEN DOLLARS ONLY) CFR KUANTAN port, MALAYSIA, basis Net Calorific Value 6000 Kcal/kg (ARB), Total Moisture (ARB) 10%.

价格: 本合同约定的印尼煤价格单价为基于下述条件: 在买方指定的港口交货, 收到基低位发热量 6000 千卡/千克, 收到基全水分 10%为基准, 货到马来西亚关丹码头, CFR 118 美元每吨。

6、QUANTITY and QUALITY ADJUSTMENT: 数量、质量调整

A. Total Moisture (as received).

If the Total Moisture on an as received basis of a shipment of Coal belows or exceeds 10%, then the price for invoicing shall be adjusted as follows:

1 / 2



WELL FORTUNE

Well Fortune(HK) Industrial Limited.

裕昌(香港)实业有限公司

Weight shown on Invoice = BL Weight \times [(100% - Actual TM (ARB))] / (100% - 10%)

A. 全水分 (收到基)

如果该批煤炭的收到基全水分, 低于或超过 10%, 则发票的重量应作如下调整:

发票重量 = 提单重量 \times (100% - 实际水份) / (100% - 10%)

D. Net Calorific Value (as received)

The Price shall be USD118/ MT DIVIDED BY 5000kcal/kg AND MULTIPLYING THE ACTUAL net Calorific Value(ARB) RESULTS AS STATED ON THE RELATIVE CERTIFICATE OF QUALITY.

B. 低位发热量 (收到基)

价格按照 118 美元/吨除以 5000 大卡乘以相关品质检验报告的实际发热量计算。

7. PAYMENT: 100% irrevocable, documentary LC at sight

Within 3 days after contract signed Buyer issue an operative irrevocable at sight documentary Letter of Credit in favor of Seller covering 100% of the shipment value by Swift to the Seller.

90% shipment value should be paid by LC against receiving the full set of B/L documents.

Balance payment based on CCIC at discharging port

付款方式: 100%不可撤销、即期信用证

合同签订后 3 日内买方开出不可撤销、100%船载货值、以卖方为受益人的即期信用证。

收到全套提单单据信用证议付 90%货款。

卸货港 CCIC 结果结算尾款。

This offer is valid before the cargo is sold, subject to the final confirmation of the seller.

此报盘货物未出售前有效, 以卖方最终确认为准。

WELL FORTUNE (HK) INDUSTRIAL LIMITED

2019.3.19

Page 2
B/L No. BPN/KTN-01

CODE NAME : "COUGENBILL", EDITION 1994

BILL OF LADING
TO BE USED WITH CHARTER PARTIES
Reference No.

Shipper
PT. BARA MAKMUR SADAYANA

Consignee
TO ORDER OF WELL FORTUNE (HK) INDUSTRIAL LIMITED

Notify address
EASTERN STEEL SDN. BHD. LOT 6293 AND 6294,
KAWASAN PERINDUSTRIAN TELUK KALONG,
MUKIM TELUK KALONG,
24000 KEMAMAN TERENGGANU DARUL IMAN, MALAYSIA

NON NEGOTIABLE COPY

Vessel
MV. DONG THANH VOY.03-19

Port of loading
TELUK BALIKPAPAN, INDONESIA




Port of discharge
KEMAMAN PORT, MALAYSIA

Shipper's description of goods

Gross Weight
SAID TO WEIGHT
26,400 MTS

INDONESIAN COAL
CLEAN ON BOARD
FREIGHT PAYABLE AS PER CHARTER PARTY

of which on deck at Shipper's risk; the Carrier not being responsible for loss or damage howsoever arising

Freight payable as per CHARTER-PARTY dated FREIGHT ADVANCE Received on account of freight: Time used for loading Days Hours	<p>SHIPPER at the Port of Loading in apparent good order and condition on board the Vessel for carriage to the Port of Discharge or to near thereto as she may safely get the goods specified above.</p> <p>Weight, measure, quality, quantity, condition, contents and value unknown.</p> <p>IN WITNESS whereof I, as Master of the said Vessel, have signed the number of Bills of Lading indicated below all of this tenor and date, any one of which being accomplished the others shall be void.</p> <p>FOR CONDITIONS OF CARRIAGE SEE OVERLEAF</p>				
Printed and sent by Fr. G. Kaasbooms Bogtrykkeri A/S, 11 Toldbodgade, DK-1253 Copenhagen K. Telefax + 453393114 by authority of the Baltic and International Maritime Council (BIMCO), Copenhagen.	<table border="1"> <tr> <td data-bbox="682 1344 844 1407"> Freight payable at AS PER CHARTER PARTY </td> <td data-bbox="844 1344 1317 1407"> Place and date of issue: TELUK BALIKPAPAN, INDONESIA 12 APRIL 2019 </td> </tr> <tr> <td data-bbox="682 1407 844 1627"> Number of original B/L 3/3 </td> <td data-bbox="844 1407 1317 1627"> Signature  </td> </tr> </table>	Freight payable at AS PER CHARTER PARTY	Place and date of issue: TELUK BALIKPAPAN, INDONESIA 12 APRIL 2019	Number of original B/L 3/3	Signature 
Freight payable at AS PER CHARTER PARTY	Place and date of issue: TELUK BALIKPAPAN, INDONESIA 12 APRIL 2019				
Number of original B/L 3/3	Signature 				



Original

1. Goods Consigned from (exporter's business name, address, country) PT. BAKA MAKUMUR SADAYANA			Reference No: 0001965/SMD/2019 ASEAN TRADE IN GOODS AGREEMENT ASEAN INDUSTRIAL COOPERATION SCHEME CERTIFICATE OF ORIGIN (Combined Declaration and Certificate) FORM D Issued in INDONESIA (Country) See Overleaf Notes		
2. Goods Consigned to (Consignee name, address, country) TO ORDER					
3. Means of transport and route (as far as known) Departure date: APRIL 12th, 2019 Vessels name/Aircraft etc: MV. DONG THANH VOY.03-19 Port of Discharge: KEMAMAN PORT, MALAYSIA			4. For Official use <input type="checkbox"/> Preferential Treatment Given Under ASEAN-CHINA Free Trade Area Preferential Tariff <input type="checkbox"/> Preferential Treatment Not Given (Please state reason/s) Signature of Authoriser/Signatory of the Importing Country: _____		
5. Item number	6. Marks and numbers on packages	7. Number and type of packages description of goods (including quantity where appropriate and HS number of importing country)	8. Origin criterion (see notes overleaf)	9. Gross weight or other quantity and value (FOB)	10. Number and date of invoice
1	NO MARK IN BULK	INDONESIAN COAL	WO	26,400 TNE US\$ 2,772,000	JLHK-ES-190302 IC APRIL 12th, 2019
11. Declaration by the exporter The undersigned hereby declares that the above details and statement are correct that all the products were produced in INDONESIA (Country) and that they comply with the origin requirements specified for these products in the Rules of Origin or the ACFTA for the products exported to MALAYSIA (Importing Country) SAMARINDA, APRIL 16, 2019 Place and date, signature of authorised signatory			12. Certification It is hereby certified, on the basis of control carried out, that the declaration by the exporter is correct. ISSUING OFFICE IN PROVINSI KALIMANTAN TIMUR Al Wardana SAMARINDA, APRIL 16, 2019 Place and date, signature and stamp of certifying authority		
13. <input type="checkbox"/> Issued Retroactively <input type="checkbox"/> Exhibition <input type="checkbox"/> Movement Certificate <input type="checkbox"/> Third Party Invoicing					

Form D Serial : D - GBD - 3691


CARSURIN Laboratory

Coal, Mineral, Petrochemical

 TANAH MEDAN : LP-125-02N
 E : cm-tanahmedan@carsurin.com
 F : cm-tanahmedan@carsurin.com

 SAMARINDA : LP-252-02N
 E : cm-samarinda@carsurin.com
 F : cm-samarinda@carsurin.com

 BANGKALAN : LP-353-02N
 E : cm-bangkalan@carsurin.com
 F : cm-bangkalan@carsurin.com

 CUBANG : LP-415-02N
 E : cm-cubang@carsurin.com
 F : cm-cubang@carsurin.com

 BONTANG : LP-494-02N
 E : cm-bontang@carsurin.com
 F : cm-bontang@carsurin.com

190922.0382
CERTIFICATE OF SAMPLING AND ANALYSIS

Description of Goods : 26,400 MT INDONESIAN COAL
 Quantity : 26,400 MT
 Vessel : **MV. DONG THANH VOY.03-19**
 Shipper : **PT. BARA MAKMUR SADAYANA**
 Port of Loading : TELUK BALIKPAPAN, INDONESIA
 Port of Discharge : KEMAMAN PORT, MALAYSIA
 Consignee : **TO ORDER**
 Notify Address : **EASTERN STEEL SDN.BHD.LOT 6293 AND 6294**
 KAWASAN PERINDUSTRIAN TELUK KALONG,
 MUKIM TELUK KALONG,
 24000 KEMAMAN TERENGGANU DARUL IMAN, MALAYSIA
 Date of Attendance : APRIL 07 UP TO 12, 2019

THIS IS TO CERTIFY that we have performed the inspection, sampling and analysis of the coal consignment nominated above. Samples were taken in accordance with ASTM D 5003-17 and analyzed as per ASTM standard methods.

The following results were obtained

Parameter	Designation	Basis	Results
Total Moisture	ASTM D 3302M-2017	(As Received Basis)	: 8.27 PCT
Inherent Moisture	ASTM D 3173M-17a	(Air Dried Basis)	: 2.21 PCT
Ash Content	ASTM D 3174-12	(Air Dried Basis)	: 11.18 PCT
Volatile Matter	ASTM D 3175-17	(Air Dried Basis)	: 6.43 PCT
Fixed Carbon	ASTM D 3172-13	(Air Dried Basis)	: 80.15 PCT
Total Sulfur	ASTM D 4239-17	(Air Dried Basis)	: 0.33 PCT
Gross Calorific Value	ASTM D 5865-13	(Air Dried Basis)	: 6,365 Kcal/Kg
Gross Calorific Value	ASTM D 5865-13	(As Received Basis)	: 5,972 Kcal/Kg
Net Calorific Value	ASTM D 5865-13	(As Received Basis)	: 5,810 Kcal/Kg
HGI	ASTM D 409 / D40M-16		: 58
Size 0-50 MM	ASTM D 4749-87		: 95.76 PCT
AIJT (IDT)	ASTM D 1857 / D1857M 17		: 1,270 °C
Na ₂ O in Ash	ASTM D 3582-13	(Dry Basis)	: 0.97 PCT
K ₂ O in Ash	ASTM D 3582-13	(Dry Basis)	: 1.50 PCT

SAMARINDA, APRIL 16, 2019

 Signed on behalf of
PT CARSURIN
JAJAT SUDRAJAT
 Laboratory Manager

 For verification of authenticity of certificate or reports, please contact us at coal.sales@carsurin.com.

 Wilma 77 - Tower 2, 19th Floor, Jl. Letjen S. Parman Kav.77 - Slipi, Jakarta 11410, INDONESIA |
 P : +62.21.2967 5868 | F : +62.21.2967 5818 / 28 | E : coal@carsurin.com | headoffice@carsurin.com | www.carsurin.com |

19077651

This report is made and issued by the Company upon the Request/Enquiry and request and the analysis contained therein reflects the Company's findings on the analysis sample submitted by Physical/Asphalt and/or sample drawn by the Company at the time and place of performing the inspection/testing only. Furthermore, the Company shall not be responsible to any parties on any business and/or any legal consequences for any transaction by using this report/analysis.

Annex 10: Cargo documents prepared for *Ken Orchid* for the original transshipment of coal onboard the *Wise Honest* in April 2018

REQ Vessel for 26,500 MT Coal ex. Indonesia to Korea

发件人: WAHYU KUSDANTORO
收件人: JOE YU
抄 送: chartering: wahyu.kusdiantoro
时 间: 2018-04-07 11:34

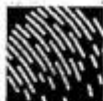
To : Global Qingdao Shipping Co Ltd
Fm : Wahyu Kusdiantoro/PT Karana Line
Subj: REQ Vessel for 26,500 MT Coal ex. Indonesia to Korea
Dd : 07/04/2018

Dear Mr Joe Yu and team,

Can you assist in providing vsl for following firm?

Shipper: PT Bara Makmur Sadayana
Charterer: To be nominated
Commodity: Steamed coal in bulk
Quantity: 26,500 MT
Loading port: ISA Teluk Balikpapan Kalimantan Indonesia
Discharging port: ISA 1SB Pohang Korea
Loading/discharging rate: 8000/10000MT Perday
Laycan: Prompt
Freight: USD14.50/MT FIOST Bss 1/1
Grabber vsls is preferable
Other as per gencon cp
Subj to further details
Substem to be lifted 24 hrs working day
END

Kind regards,
Wahyu Kusdiantoro
Marketing Staff PT Karana Line
Mob: +62812-132-8025 E: wahyu.kusdiantoro@karana.co.id Web: www.karana.co.id
Sent from my mobile



QINGDAO GLOBAL SHIPPING CO., LIMITED

青島環球航運有限公司

FREIGHT DEPOSIT INVOICE - MV KEN ORCHID CP 09 APRIL 2018

INV NO. QGS-180418-1

DATE: 18TH APRIL 2018

TO : PT. KARANA LINE

JL. MELATI NO 123 KOJA TANJUNG PRIOK JAKARTA 14230 INDONESIA

FM : QINGDAO GLOBAL SHIPPING CO., LIMITED

CGQ/QTY: MIN/MAX: 26500MT BLK COAL

ISAP BALIKPAPAN / 15BP POHANG LAYCAN 21-22 APRIL 2018

FRT RATE: USD 15.75/PMT FIOST 1/1

FREIGHT DEPOSIT AMOUNT: (26500MT X USD 15.75) X 20PCT = USD 83475.00

KINDLY PLS REMIT THE SAID AMOUNT IN USD 83475.00 TO THE OWNERS BANK A/C ASF:

BENEFICIARY'S BANK:

PI

11

SW

INTERMEDIATARY BANK:

USD: CITIBANK, NEW YORK

SWIFT: CITIUS33

IN FAVOUR OF: QINGDAO GLOBAL SHIPPING CO., LIMITED

ROOM 2105 QD TREND CENTRE 29-31 CHEONG LEE STREET CHAI WAN, HK

USD A/C: OSA11014552905006

For and on behalf of
QINGDAO GLOBAL SHIPPING CO., LIMITED
青島環球航運有限公司

QINGDAO GLOBAL SHIPPING CO., LIMITED

16

IKAROS SHIPPING & BROKERAGE LTD

LETTER-01

NOTICE OF READINESS

M/V	" KEN ORCHID "	Port :	BALIKPAPAN
To:	PT.WIRATRANS SAMUDERA	Date:	22 April 2018
To:	Whom it may concern		

This is to advise you that MV "KEN ORCHID" under my command arrived Port of BALIKPAPAN

On 22 April 2018 at 15:42 hours local time / 07:42 hours UTC

and she is ready in all respects to load her cargo in accordance with all terms conditions, provisions and exemptions of the governing Charter Party.

Please consider this as a Notice of Readiness and notify all parties concerned accordingly.

Master of the m/v " KEN ORCHID "

Cpt.Oleksandr Tereschenko



Tendered on: Date: 22 April 2018 Time: 15:42Hrs LT/ 07:42 hours UTC

Nor Accepted by (For and behalf of the Charterers)

.....

On Date..... Time Hrs (LT)

Source: The Panel

Annex 11: Iran's reply to the Panel



Permanent Mission of the Islamic Republic of Iran to the United Nations

622 Third Ave New York, NY 10017 www.Iran-UN.org Tel: +1(212)687-2020 Fax: +1(212)687-7066 E-mail: Iran@un.int

In the name of God, the most Compassionate, the most Merciful

No. 110731

30 July 2019

Dear Sir,

I am writing in response to your letter dated 1 July 2019 (S/AC.49/2019/PE/OC.50) with regard to the implementation of the measures imposed by Security Council resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016) and 2356 (2017), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017) for the situation in the Democratic People's Republic of Korea (DPRK).

Having carefully reviewed your letter, Iranian authorities affirmed once again that the Islamic Republic of Iran has no military-related cooperation with the DPRK.

In our letter dated 19 December 2018 (No.106192), it was stated that "no entity or individual, designated pursuant to the relevant resolutions of the Security Council on the DPRK, is present or active in the Islamic Republic of Iran". The latest available data confirms the very same fact for the period of the past seven months.

Consistently, the Korea Mining Development Technology Corporation and Saeng Pi'l (aka Green Pine Associated Corporation) do not maintain offices in Iran and have no activity therein.

Moreover, no "representatives of the Korea Mining Development Technology Corporation" were in Iran "under cover of diplomatic assignments" in the past seven months, contrary to a claim by "a Member State".

The diplomatic activities of the DPRK in the Islamic Republic of Iran have so far been in line with the relevant conventions or resolutions, and the Iranian authorities have not observed any illicit activities. Additionally, the activities of the DPRK diplomats accredited to the Islamic Republic of Iran have been in conformity with the relevant applicable rules and international obligations.

It shall be further reiterated that there are no DPRK nationals registered to be residing in the Islamic Republic of Iran other than its diplomats.

The Islamic Republic of Iran is committed to constructive engagement and full cooperation with the Panel and Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) and would review any viable evidence and credible information with regard to alleged actions in violation of the relevant Security Council sanctions.



Permanent Mission of the Islamic Republic of Iran to the United Nations

622 Third Ave New York, NY 10017 www.Iran-UN.org Tel:+1(212)587-2020 Fax:+1(212)867-7086 E-mail: Iran@un.int

The United Nations mechanisms, especially those related to Security Council sanctions, shall not allow any misuse for provocative political aims, but rather need to act in an objective, impartial and professional manner. Hence, the Panel is advised to avoid inclusion in its reports of such claims that are evidently transmitted based on political motivations.

Please accept the assurances of my highest consideration.

Majid Takht Ravanchi
Ambassador
Permanent Representative

Alastair Morgan
Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

Source: Member State

Annex 12: Passport information and recent entry/exit record of Kim Tong Chol to Namibia

Date	Entry/exit to/from Namibia	Passport number	Passport type
23/09/2017	Exit	927234267	Ordinary
24/08/2018	Entry	108120258	Service
30/04/2019	Exit	108120258	Service
07/05/2019	Entry	108120258	Service
17/05/2019	Exit	108120258	Service

Source: The Panel, Member State

Annex 13: List of DPRK Trading Corporations subordinate to the Munitions Industry Department (KPe.028) reported by a Member State

Kuryonggang Trading Corporation (구룡강무역회사)
Ryungseng Trading Corporation (룡성무역회사)
Tangun Trading Corporation (단군무역회사)
Hangryon Trading Corporation (항련무역회사)
Ryonbong General Corporation (련봉총회사)
5 Trading Corporation (5 무역회사)
Pugang Trading Corporation (부강무역회사)
Mirae Trading Corporation (미래무역회사)
Ryonhap Trading Corporation (련합무역회사)
Advanced Technology Trading Corporation (첨단기술무역회사)
Jinhung Joint Production Corporation (진흥합작회사)
Sobaeksu United Corporation (소백수연합회사)
Pihosan Trading Corporation (비호산무역회사)
Sinhung IT Trading Corporation (신흥정보기술무역회사)
Chonryong Trading General Corporation (천룡무역총회사)
Taesong Trading Corporation (조선태성무역회사)
Peace Motors Corporation (평화자동차회사)
Taeryonggang Trading Corporation (대령강무역회사)

Source: Member State

Annex 14: Vodka seizures

1. A Member State informed the Panel that it seized two shipments of vodka, which it classified as luxury goods, on the grounds of being destined for the DPRK.

2. The first seizure on 20 November 2018 was of 15,600 bottles of Belarusian vodka acquired for USD 14,160. The producer was the same as in a previous vodka seizure investigated by the Panel in 2018.⁵⁰ Documents accompanying the shipment identified the consignee as Hongkong Jieming Industrial Co. Limited⁵¹. An addendum dated 28 September 2018 to the contract signed six months earlier on 28 March added a Singaporean company, Aspen Resources Pte Ltd⁵², a human resource agency, as a payer. The owner of the company, Sai Keong Cheang, a.k.a. Jordan Cheang⁵³, replied to the Panel that the USD 14,160 payment had been made at the request of an acquaintance, known to him only as “Ms. Li”, for the purchase of red wine. However, the amount of payment and payment reference number listed on the payment confirmation is the same as for the vodka shipment contract. Furthermore, an e-mail address on this payment confirmation indicated that one of his other companies, Mekong International Pte Ltd,⁵⁴ had been used to make this payment on behalf of Cheang (Figure). The Panel has yet to receive a reply from Hongkong Jieming Industrial Co. Limited.

⁵⁰ S/2019/171 paras 105 and 106.

⁵¹ 香港杰明實業有限公司. Address listed on Hong Kong Companies Registry acquired in May 2019: Room 1506, 15/F, Loon Kee Building, No. 267-275, Des Voeux Road Central, Hongkong, China. This company has frequently changed its registered address and management.

⁵² Address: 190 Macpherson Road, #07-01, Singapore 348548

⁵³ Singaporean citizen, born in 1972.

⁵⁴ This company shares an address with Aspen Resources and his seven other companies; Aspen Corporation Pte Ltd, Aspen Incorporation Pte Ltd, Baron & Baron Pte Ltd, Galaxy Energy Service Pte Ltd., Le Tong Resources Pte Ltd, Xtrada Pacific Pte Ltd. Autech Pte Ltd.

Figure: Payment confirmation

Outgoing Payment Confirmation

Confirmation Number: SOTR3639262

Account Number: [REDACTED]

Order Commit Date & Time: 01-10-2018 14:59:56

ASPEN RESOURCES PTE LTD
 Miss [REDACTED]
 190 MACPHERSON ROAD UNIT 07-01 WISMA GULAB
 SINGAPORE, 348548
 Singapore

Order Instructions:
 EMAIL CLIENT
 [REDACTED]@mekongintl.com

Email address of "Mekong International Pte Ltd"

Transaction Details

Item Number	Description	Amount	Exchange Rate	You Sold	Fee
SOTR3639262-1	Electronic Funds Transfer	USD 14,160.00	1.0000	USD 14,160.00	23.08

Beneficiary: *CJSC "MINSK GRAPE WINES FACTORY"
 Account Number: XXXXXXXXXXXX [REDACTED] Beneficiary Bank: [REDACTED]
 SWIFT Code: [REDACTED] Beneficiary Bank Address: [REDACTED]
 Value Date: 01 Oct 2018
 Release Date: 01 Oct 2018
 Payment Reference: Contract #29/03/18 (Ob Jordan)

*Standard Beneficiary

Items: 1
 Total of Items: 14,160.00

Source: The Panel

3. In a second case, a shipment of 90,000 bottles of Russian vodka for a total of USD 27,125 was seized on 21 February 2019. The consignee was a company in Inner Mongolia, Manzhouli Kesheng Trade Co., Ltd.⁵⁵, which promotes itself as a Russian food importer. To the Panel's inquiry on the shipping company of this vodka, China replied that "Based on the information obtained by the Chinese side, DPRK-related factors are not found in this case. China proposes that the Panel request relevant Member State to provide solid evidence to show that the DPRK is the final destination of the goods. Besides, vodka is not clearly specified as prohibited item by the Security Council, and the Panel's investigation on this case lacks sufficient legal basis." The Panel has yet to receive replies to its inquiries from the consignee⁵⁶. Investigation continues.

⁵⁵ 满洲里科圣贸易有限责任公司, Room 170, No. 17 Building, The North Port, Gemini West Tower, Manzhouli City, China.

⁵⁶ On 29 July 2019, the Russian Federation replied to the Panel's inquiry to an entity which is the producer and sender of the vodka.

Annex 15: DPRK bank representatives subject to expulsion under paragraph 33 of resolution 2321 (2016)

Names	Title and activities	Location	DOB / Passport number / expiry UN Security Council designations where applicable
Jang Bom Su (aka Jang Pom Su, Jang Hyon U) 장범수	Tanchon Commercial Bank (hereafter TCB) Representative. Also operates in and travels to Lebanon under various aliases	Syria	22 Feb 1958; Dip PP no. 836110034, exp 1 Jan 2020 UN res 2270 (2016) designated him as “Tanchon Commercial Bank Representative in Syria” on 2 March 2016 (amended 5 Aug. 2017) KPi.016
Jon Myung Guk (a.k.a. Cho’n Myo’ng-kuk, Jon Yong Sang) 전명국 (전영상)	Tanchon Commercial Bank (hereafter TCB) Representative in Syria. Also travels to and operates in Lebanon under various aliases.	Syria	25 Aug. 1976 with dip PP number 836110035, expires 1 January 2020
Ryom Huibong (aka Ryo’M Hu’I-Pong) 럼희봉	Representative of Korea Kumgang Group Bank (aka KKG bank, 금강은행 Kumgang Export and Import Bank, 金剛銀行)	Dubai, UAE	18 September 1961 PP No.: 745120026 (expires 20 January 2020)
Ri Sun Chol (Aka Ri Song Chol) 리선철 (리성철)	Representative of Korea Kumgang Group Bank Transported money of DPRK laborers in the Middle East to the DPRK	Dubai, UAE	28 March 1964 PP No.:836132137
Kwak Chongchol (Aka Kwak Jong- Chol) 곽정철	Deputy Representative of Korea Kumgang Group Bank	Dubai, UAE	1 January 1975 PP No.: 563220533
Ro Il Gwang 로일광	Korea Kumgang Group Bank	UAE	26 May 1983 PP No.: 836434467
Kim Kyong Il (Aka Kim Kyo'ng-il 김경일)	Foreign Trade Bank Representative. The office opened at least 5 accounts at Banque Internationale Arabe Tunisie (BIAT) in Tunisia. Two of them are in the name of a front company, Kartos. Kim Kyong Il has also been involved in transactions undertaken by Daedong Credit Bank in China.	Libya	1 August 1979; PP No. 836210029 Res 2397 (2017) designated him as “FTB deputy chief representative in Libya” on 22 December (KPi.067)

Choe, Un Hyok 최은혁	Unification Development Bank (or Korea Unification Development Bank, UDB or KUDB) representative. Replaced Ri Un'So'ng. Choe Un Hyok's KUDB business card with his title of "Representative of KUDB, Moscow Russia" with the same address as the Embassy in Moscow is available in the Panel's 2017 Final Report, S/2017/150 p. 251. <i>Russia replied in a letter of 25 January 2018, "We will inform you accordingly in case we receive additional information on the whereabouts of Choe Un Hyok." The Panel has not received any additional information in reply to its two follow-up letters.</i>	Moscow, Russia	19 October 1985 PP No.: 83612287 (expires March 2021)
Chu Hyo'k (Aka Ju Hyok) 주혁	Foreign Trade Bank Representative <i>Russia replied Chu Hyo'k is not currently residing in Russia. (see below)</i>		23 Nov. 1986; PP No. 836420186, issued 28 Oct. 2016 (expires 28 Oct 2021) Res 2397 (2017) designated him as an "overseas FTB Representative" on 22 December (KPi.065)
Ri U'n-so'ng (aka Ri Eun Song; Ri Un Song) 리은성	Korea Unification Development Bank representative <i>Russia replied that Ri U'n-so'ng is not currently residing in Russia.</i>		23 July 1969 Res 2397 (2017) designated him as "overseas Korean Unification Development Bank representative" on 22 December (KPi.078)
Han Jang Su (aka Chang-Su Han) 한장수	Chief Representative of the Foreign Trade Bank The Russian Federation replied, <i>Mr. Han Jang Su is the Third Secretary of the Commercial Counsellor's Section of the Embassy of the Democratic People's Republic of Korea to the Russian Federation and has been officially accredited by the Russian Ministry of Foreign Affairs. He entered the Russian Federation on 23 June 2017 and is staying in the country legally. No information is available concerning activities that are inconsistent with his official status.</i>	Russian Federation	8 Nov. 1969; PP No.: 745420176 (expires 19 Oct 2020) Designated by Resolution 2371 (2017) as "Chief Representative of the Foreign Trade Bank"
Ku Ja Hyong (aka Ku Cha-hyo'ng) 구자형	Foreign Trade Bank Representative	Libya (also travelled to Tunisia, UAE, and Saudi Arabia 2015-2017)	8 September 1957; PP No.: 563220533; Another PP No.: 654210218 (expires 27 June 2019 - used in July 2016) Res 2397 (2017) designated him as "FTB chief representative in Libya" on 22 December 2017 (Kpi.070)

Ch'oe So'k-min 최석민	Foreign Trade Bank Representative. In 2016, Ch'oe So'k-min was the deputy representative at the FTB branch office in Shenyang. He has been associated with cash transfers from that FTB office to banks affiliated with DPRK special organizations and RGB located overseas. <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Shenyang China	25 July 1978 Res 2397(2017) designated him as "overseas FTB Representative" on 22 December (KPi.064)
Kim Tong Chol (aka: Kim Tong-ch'o'l) 김동철	Foreign Trade Bank Representative <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Shenyang, China	28 Jan 1966; PP No.: 381337404 (expires 26 Sept 2016) Res 2397 (2017) designated him as "overseas FTB representative" on 22 December (KPi.068)
Ko Chol Man (aka Ko Ch'o'l-man) 고철만	Foreign Trade Bank Representative <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Shenyang, China	30 September 1967; PP No. 472420180 Res 2397 (2017) designated him as "overseas FTB representative" on 22 December (KPi.069)
Mun Kyong Hwan (aka Mun Kyo'ng-hwan) 문경환	Bank of East Land Representative <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Dandong, China	22 August 1967; PP No. 381120660 exp. 25 March 2016 Res 2397 (2017) designated him as "overseas Bank of East Land representative" on 22 December (KPi.071)
Pae Won Uk (aka Pae Wo'n-uk) 배원욱	Korea Daesong Bank Representative <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Beijing, China	22 August 1969; PP No.: 472120208 exp 22 Feb 2017 Res 2397 (2017) designated him as "overseas Daesong Bank representative" on 22 December (KPi.072)
Pak Bong Nam (aka Lui Wai Ming; Pak Pong Nam; Pak Pong-nam) 박봉남	Ilsim International Bank representative <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Shenyang, China	06 May 1969 Res 2397 (2017) designated him as "overseas Ilsim International Bank representative" on 22 December 2017 (KPi.073)
Pak Mun Il 박문일	Korea Daesong Bank Representative	Yanji, China	1 January 1965; PP No.: 563335509 (expires 27/8/2018)

	<i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>		Res 2397 (2017) designated him as "overseas official of Korea Daesong Bank" on 22 December 2017 (KPi.079)
Ri Chun Hwan (Aka Ri Ch'un-hwan) 리춘환	Foreign Trade Bank Representative <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Zhuhai, China	21 August 1957' PP No: 563233049 (expires 9 May 2018); PP No.: 563233049 (expires 9 May 2018) Res 2397 (2017) designated him as "overseas FTB representative" on 22 December (KPi.074)
Ri Chun Song (Aka Ri Ch'un-so'ng) 리춘성	Foreign Trade Bank Representative. Opened a Euro account at International Arab Bank of Tunisia (BAIT) on 18 July 2012 in the name of "Secretary's Delegate of the DPRK's Mission to Tripoli" (closed on 22 August 2013). <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Beijing, China	30 October 1965; PP No. 654133553 (expires 11 March 2019) Res 2397 (2017) designated him as "overseas FTB representative" on 22 December (KPi.075)
Ri Song-hyok (Aka Li Cheng He) 리성혁	Representative for Koryo Bank and Koryo Credit Development Bank. Reportedly established front companies to procure items and conduct financial transactions on behalf of DPRK <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Beijing, China	19 March 1965 PP No. 654234735 (expires 19 May 2019) Res 2397 (2017) designated him as "overseas representative for Koryo Bank and Koryo Credit Development Bank" on 22 December (KPi.077)
Pang Su Nam (Aka Pang So-Nam, Pang Sunam) 방수남	IlSIM (ILSIM) International Bank Representative <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Zhuhai, China	1 October 1964; PP No.: 472110138
Cha Sung Jun (Aka Ch'a Su'ng-chun) 차승준	Korea Kumgang Group Bank Representative. Has held several accounts in his name at Chinese banks and is suspected of operating a cover company. <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Beijing, China	4 June 1966; PP No.: 472434355

Kim Kyong Hyok (Aka Kim Kyo'ng-hyo'k) 김경혁	Representative, Cheil Credit Bank / First Credit Bank <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Shanghai, China	5 November 1985; PP No.: 381335989 (expires 14 September 2016)
Pak Ch'O'l-Nam 박철남	Representative, Cheil Credit Bank / First Credit Ban. Opened 6 bank accounts in the name "Great Prince Limited (崇王有限公司)" in banks in Hong Kong and Shenzhen, China <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Beijing, China	16 June 1971 PP No.: 745420413 (expires 19 November 2020)
Jo Chol Song (Aka Cho Ch'o'l-So'ng) 조철성	Deputy Representative for the Korea Kwangson Banking Corporation (KKBC) Uses false entity names for the KKBC, such as "Good Field Trading Limited (城豐貿易有限公司)" and "Golden Tiger Investment Group (金虎(香港)國際投資集團有限公司)", both registered in Hong Kong. <i>China stated, "China has closed all the representative offices of the DPRK financial institutions in China, and all the relevant representatives in China have left China."</i>	Dandong, China	25 September 1984 PP: 654320502 (expires 16 September 2019) Res 2371(2017) designated him as "Representative for Korea United Development Bank" on 5 Aug (KPi.058)
Ho Young Il (Aka Ho' Yo'ng-il) 허영일	Hana Bank Representative In 2016, Ho Young Il was associated with a high volume of USD transactions for the FTB. <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Dandong, China	DOB: 9 September 1968
Kim Mun Chol (Aka Kim Mun-ch'o'l) 김문철	Representative for Korea United Development Bank. Uses false entity names including "Chongryu Technical Company" or "Kyong Un Trading Company" China replied "that as a designated individual he has been blocked from entry and Chinese banks requested the freeze of his assets."	Dandong, China	DOB 25 March 1957 Res 2371(2017) designated him as "Representative for Korea United Development Bank" on 5 Aug (KPi.060)

Choe Chun Yong (Aka Ch'oe Ch'un- yo'ng) 최천영	Ilsim International Bank Representative		PP no: 654410078 Res 2371(2017) designated him as "Representative for Ilsim International Bank" on 5 Aug (KPi.054)
Ko Tae Hun (Aka Kim Myong Gi) 고태훈 (or 고대훈) (aka 김명기)	Tanchon Commercial Bank Representative	Transited China, Ethiopia, UAE, visited Sudan ⁵⁷	25 May 1972; PP 563120630 (expires 20 March 2018) UN Res 2270 (2016) designated him as "Tanchon Commercial Bank (TCB) official" on 2 March (KPi.025)
Kang Min 강민	Daesong Bank representative who, in late 2016, held Chinese bank accounts. <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Beijing, China	07 May 1980; PP 563132918 (expires 04 February 2018)
Kim Sang Ho 김상호	Representative, Korea Daesong Bank As of 2015, Kim Sangho was an Office 39 official posted as a Korea Daesong Trading Company representative in Yanji, China. <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Yanji, China	16 May 1957 PP No.: 563337601 (expires: 26 September 2018)
Kim Jong Man (Aka Kim Cho'ng Man) 김정만	Representative, Korea Unification Development Bank. In 2015, he was an Office 39 official posted to Hong Kong. <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Zhuhai, China	16 July 1956; PP No.: 918320780

⁵⁷ See S/2017/150, p. 64

Kim Hyok Chol (Aka Kim Hyo'k-Cho'l, Hyok Chol Kim 김혁철	Deputy Representative, Korea Unification Development Bank <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Zhuhai, China	9 July 1978; PP No.: 472235761 (expires 6 June 2017)
Ri Ho Nam (aka Ri Ho-nam) 리호남	Ryugyong Commercial Bank branch representative (2014 to present) <i>China replied, "The other DPRK individuals mentioned in the Panel's report are neither included in the sanction list of the Security Council resolutions nor registered in China as the representatives of the DPRK financial institutions. China cannot verify and confirm whether they have relationship with the DPRK financial institutions."</i>	Beijing, China	DOB: 3 January 1967; PP No.: 654120210 (expires 21 February 2019)
Ms. Kim Su Gyong 김수경	Korea United Development Bank (KUDB) Representative. Since 2011 made multiple trips around Europe, especially in France and Italy, with the assistance of her father, Kim Yong Nam, and brother, Kim Su-Gwang, RGB agents who used their status as staff members of international organizations to help her obtain visas. Kim Su-Gwang (Kim Sou Kwang) recently departed Belarus. See: S/2017/742 para 50 and S/2016/15, para 187.	Europe, also transited UAE and the Russian Federation 58	DOB: 16 Jan 1973; PP 745120374
Mun Cho'ng-Ch'o'l 문정철	Tanchon Commercial Bank Representative. Has facilitated transactions for TCB.		Res 2094 (2013) designated him as "Tanchon Commercial Bank (TCB) official" on 7 March (KPi.012)
Jong Song Ho	President of the Jinmyong Joint Venture Bank/Jinmyong Joint Bank – 진명합영은행. Jong Song Ho helped arranged the sale of a shipment of DPRK coal aboard the <i>Wise Honest</i> through an Indonesian broker with the final listed recipient being the ROK company, Enermax. See S/2019/171, para 36 (business card at Annex 19).	Indonesia	

⁵⁸ The Russian Federation informed the Panel that unilateral sanctions were "not an argument for suspicion of unlawful activities on Russian territory".

RI, Jong Won (a.k.a. RI, Cho'ng-Wo'n; a.k.a. RI, Jung Won) 리 정 원	Foreign Trade Bank Representative. Russia replied to the Panel, "Mr. Ri Jong Won arrived in Russia on 5 February 2018 as an officially accredited member of the Embassy of the Democratic People's Republic of Korea to the Russian Federation. It is not known what information was used to determine that he is the Moscow-based deputy representative of the Foreign Trade Bank. Moreover, according to the available information, he returned to the Democratic People's Republic of Korea on 8 October 2018."		DOB 22 Apr 1971; PP PS654320421 (exp 11 Mar 2019)
Choe Song Nam CHOE, Song Nam (aka CH'OE, So'ng-nam) 최성남	Representative of Daesong Bank		DOB: 07 Jan 1979; Passport 563320192 expires 09 Aug 2018
Kim Chol KIM, Chol (a.k.a. KIM, Ch'o'l) 김철	Representative of Korea United Development Bank		DOB 27 Sep 1964
Paek Jong Sam PAEK, Jong Sam (a.k.a. PAEK, Chong-sam) 백종삼	Representative of Kumgang Bank		DOB 17 Jan 1964
Ko Il Hwan KO, Il Hwan (a.k.a. KO, Il-hwan) 고일환	Representative of Korea Daesong Bank. According to a Member State, he engaged in transactions for ship-to-ship transfers in 2018 while acting as representative of Daesong Bank in Shenyang.		DOB 28 August 1967 Passport 927220424 expires 12 Jun 2022
Ri Myong Hun RI, Myong Hun (a.k.a. RI, Myo'ng-hun) 리명훈	Representative of Foreign Trade Bank		DOB 14 Mar 1969; Gender Male; Passport 381420089 expires 11 Oct 2016
Kim Nam Ung 김남웅	Representative for Ilsim International Bank, which is affiliated with the DPRK military and has a close relationship with the Korea		Passport no.: 654110043

	Kwangson Banking Corporation. Ilsim International Bank has attempted to evade United Nations sanctions.		Res 2371(2017) designated him as Representative for Ilsim International Bank
RI, Jong Won (a.k.a. RI, Cho'ng-Wo'n; a.k.a. RI, Jung Won)	<i>The Russian Federation replied, Mr. Ri Jong Won arrived in Russia on 5 February 2018 as an officially accredited member of the Embassy of the Democratic People's Republic of Korea to the Russian Federation. It is not known what information was used to determine that he is the Moscow-based deputy representative of the Foreign Trade Bank. Moreover, according to the available information, he returned to the DPRK on 8 October 2018.</i>		DOB: 22 Apr 1971; Passport no 654320421 expires 11 Mar 2019

Source: The Panel, Member States and UN documents

Annex 16: DPRK financial institutions with overseas representatives

Names, alias, Korean and Chinese spelling	HQ address / phone / fax / SWIFT	Security Council designations and information provided to Panel by Member States and United Nations resolutions
Bank of East Land 동방은행 aka: Haedong Bank (해동은행), Dongbang Bank, Tongbang U'Nhaeng, Tongbang Bank, (朝鮮) 東方銀行	BEL Building, Jonsung-Dong, Pyongyang Tel: +850 2 18111 Fax: +850 2 3814410	Res 2087 (2013) on 22 January 2013 (KPe.013) Info in UN Panel reports: S/2017/150; pp 76-77 and S/2017/742, para 61. Facilitates weapons-related transactions for, and other support to, arms manufacturer and exporter Green Pine Associated Corporation. Has actively worked with Green Pine to transfer funds in a manner that circumvents sanctions.
Credit Bank of Korea 조선신용은행 aka Korea Credit Bank, International Credit Bank, 朝鮮信用銀行	Munsu Street, Central District, Pyongyang +850 2 3818285 +850 2 3817806	
Daedong Credit Bank [JV] 대동신용은행 大同信用銀行 Aka Taedong Credit Bank, Dae-Dong Credit Bank, DCB Finance Ltd, Perigrine-Daesong Development Bank	Suite 401, Potonggang Hotel, Ansan-Dong, Pyongchon District, Pyongyang, (b) Ansan-dong, Botonggang Hotel, Pongchon, Pyongyang, +850 2 3814866 SWIFT: DCBK KPPY	Res 2270 (2016) on 2 March 2016 (KPe.023) Representative offices and front companies in China according to Panel: S/2017/150 , paras 225-230 and S/2017/742 , paras 51-56. Clients include: T Specialist International (Singapore) Ltd, OCN (Singapore) International Distribution Ptd Ltd; Pan Systems; Dalian Daxin Electron Co Ltd, Hongdae International, Yueda International Trading Co, Hing Heng, Korea Sinheung Trading Co, Hana Electronics. Joint venture with Korea Daesong Bank; majority stake acquired by a Chinese company. See current report, paragraphs XX.
Daesong Credit Development Bank [JV] 대성신용개발은행 Koryo Credit Development Bank (고려글로벌신용은행), Koryo Global Trust Bank, Koryo-Global Credit Bank, Korea Credit Investment Company (조선신용투자회사)	Daesong Credit Development Bank [Joint Venture] +850 2 381 4100 +850 2 341 4013	
First Eastern Bank	Rason, DPRK	Affiliated with Central Bank and Unaforte (Italy and Hong Kong, China). See Panel report S/2017/150 para 221.

Foreign Trade Bank (FTB) 조선무역은행 朝鮮貿易銀行 aka: Mooyokbank, Korea Trade Bank, Mooyokbank	FTB Building, Jungsong dong, Central District, Pyongyang Tel: +850 2 18111 Fax: +850 2 3814467 SWIFT/BIC FTBD KP PY	Res 2371 (2017) on 5 Aug 2017 (KPe.047) State-owned bank which acts as the DPRK's primary foreign exchange bank and has provided key financial support to the Korea Kwangson Banking Corporation. See para X on registered office abroad.
International Consortium Bank (ICB) 국제합영은행 Hi-Fund Bank International Consortium Bank (ICB), Sungri Hi-Fund International Bank, Sungri Economic Group	Sungri Exhibition Hall, Pyongyang	
Jinmyong Joint Venture Bank/Jinmyong Joint Bank 진명합영은행	Pyongyang Tel: +85-02-18111-381-8161 Fax: +85-02-381-4410 Associated Factory: Address: Room No. 2204, 3211 Pyongyang Information Center, Kyonghung-dong, Pothonggang District, Pyongyang	Appears to be owned by the Jinmyong Trading Group. Advertisement presented at 19th Pyongyang Spring International Trade Fair (2016). Designated by OFAC in September 2017 pursuant to E.O. 13810, which targets, in part, persons determined to be operating in the financial services industry in the DPRK. The President, Jong Song Ho arranged the sale of a shipment of DPRK coal aboard the <i>Wise Honest</i> through an Indonesian broker with the final listed recipient being the ROK company, Enermax. See S/2019/171, para 36 (business card at Annex 19).
Koryo Bank 고려은행 高麗銀行	Koryo Bank Building, Pyongyang, Democratic People's Republic of Korea	Res 2356 (2017) on 2 June 2017 (KPe.045) Associated with Office 38 and Office 39 of the KWP. Operated by Korea Myohyang Economic Group; joint venture partner in Koryo-Global Bank.
Koryo Credit Development Bank / Daesong Credit Development Bank [JV] (Aka. Koryo-Global Credit Bank, Koryo Global Trust Bank) 고려신용개발은행 대성신용개발은행 (aka 고려글로벌신용은행)	Yanggakdo International Hotel, Pyongyang Tel: +850 2 381 4100 Fax: +850 2 341 4013	Res 2371 (2017) on 5 August 2017 (KPe.049) Joint venture with Koryo Bank
Korea Daesong Bank 대성은행 / 조선 대성은행 大成銀行 aka: Choson Taesong Unhaeng, Daesong Bank, Taesong Bank According to a Member State, in 2018 the bank has used the following false names when processing transactions for ship-to-ship transfers:	Segori-dong, Gyongheung Street, Pyongyang Tel +850 2 818221 Fax +850 2 814576 SWIFT/BIC: KDBKKPPY	Res 2321 (2016) on 30 November 2016 (KPe.035) Owned and controlled by Office 39 of the Korea Workers' Party According to a Member State, Ko Il Hwan engaged in transactions on behalf of Korea Daesong Bank from Shenyang for ship-to-ship transfers in 2018.

조선녹색산업무역 (<i>Chosun Noksaek Sanop Muyok</i> , Korea Green Industry Trading Company/Corporation 朝鲜绿色产业贸易) and 조선신용투자회사(<i>Chosun Sinyong Tuja Hoesa</i> , Korea Credit Investment Company/Corporation 朝鲜信用投资公司 or 朝鲜信用投资会社).		
Korea Kwangson Banking Corporation 조선광선은행 朝鲜光鲜银行, Korea Kwangson Finance Company, 朝鲜 蔡鲜金金朝朝, Korea Kwangson Finance Company	Jungsong-dong, Sungri Street, Central District, Pyongyang	Res 2370 (2016) on 2 March 2016 Provides financial services in support to Tanchon Commercial Bank and Korea Hyoksin Trading Corporation, a subordinate of the Korea Ryonbong General Corporation. Tanchon has used KKBC to facilitate funds transfers likely amounting to millions of dollars, including transfers involving KOMID-related funds. For more info see PoE report S/2017/150, p. 63.
Korea National Insurance Corporation 조선민족보험총회사 Korea Foreign Insurance Company, 朝鲜民族保险总会社	KNIC Building, Central District Pyongyang +850 2 18111/222 Ext:3418024 +850 2 3814410	
Korea Joint Venture Bank 조선합영은행 Korea Joint Bank, Korea Joint Operation Bank, Chosun Joint Operation Bank, Habyong Bank, 朝鲜合营银行	KJB Building, Ryugyong 1 dong, Pothonggang District, Pyongyang +850 2 381-8151, 850-2-18111-381-8151 +850 2 381-4410	
Ryugyong Commerical Bank (RCB) 류경상업은행/류상은행 Ryusang Bank, 柳京商业银行, 柳商银行	Changgwang Hotel, 5th Floor, Pyongyang Beijing, China Dandong, China	Two ATMs at Pyongyang Airport and one in the lobby of Changgwang Inn. <i>Ryugyong Commercial Bank ATM lists an address in the Changgwang Foreign House, Suite #05-24</i> Joint Venture with OCN Pyongyang Office and Koryo Commercial Bank
Korea Unification (United) Development Bank (조선) 통일발전은행 (朝鲜)统一发展银行	KUDB Building, Pyongyang SWIFT/BIC: KUDBKPPY	Res 2321 (2016) on 30 November 2016 (KPe.033) USA on 16 March 2016 See Panel of Experts report (S/2017/150, p 62)

aka: Myohyangsan Bank, Unification Development Bank, T'ongil Palchon Bank, Korea Tongil Paljon Bank, Korea Reunification Development Bank		
Hana Banking Corporation 하나은행 aka Korea Kumsong Bank, Kumsong Bank, Single-Minded International Bank,	ISB Building, Pyongyang; Haebangsan Hotel, Jungsong-Dong, Sungri Street, Central District, Pyongyang, Dandong, China SWIFT/BIC BRBKKPPIXXX	Partial Ownership by Central Bank. Overseas several Bank Card product lines for domestic use
Ilsim International Bank 일심국제은행 日心国际银行 aka. Korea Kumsong Bank, Kumsong Bank, Single-Minded International Bank, 日心国际银行	ISB Building, Pyongyang Pyongyang, Democratic People's Republic of Korea SWIFT: ILSIKPPY	Res 2321 (2016) on 30 November (KPe.034) Affiliated with the DPRK military and has close relationship with Korea Kwangson Banking Corporation (KKBC) and has attempted to evade United Nations sanctions.
First Credit Bank. (JV) or Cheil Credit Bank 제일신용은행 第一信用银行 aka: First Trust Bank Corporation, Jeil Credit Bank, Kyongyong Credit Bank	a) 3-18 Pyongyang Information Center, Potonggang District (as of 2016). b) i Rakrang District, Jongbaek 1-dong Tel: +850 2 433-1575 (02-433-1575) SWIFT: KYCBKPPYXXX Rakrang Tel: 961-3331, 961-0003	Belongs to Workers Party of Korea. It was established in 2008 as JV venture with Singapore's Miracle Commerce Pte. Ltd., and its CEO William Toh (aka Toh Hwee Howe) who has been involved in trade with the DPRK using his other two companies, I-Tech Intelligence Resources and Sinsar Trading Ltd.
Koryo Commercial Bank 고려상업은행 高麗商業銀行 aka Korea Commercial Bank	KCB Building, Taedonggang District, Pyongyang; ; Beijing, China; Shenyang, China; SWIFT/BIC KCBKKPP1	Joint Venture with OCN and Ryugyong Commerical Bank
Tanchon Commercial Bank 단천상업은행 端川商業銀行 AKA: Changgwang Credit Bank, (창광신용은행) Korea Changgwang Credit Bank (조선창광신용은행); Yongaksan Bank (용악산은행), Lyongaksan Bank (룡악산은행)	Saemul 1-Dong Pyongchon District, Pyongyang	Designated by UN on 24 Apr. 2009 (KPe.003) Main DPRK financial entity for sales of conventional arms, ballistic missiles, and goods related to the assembly and manufacture of such weapons. Under Second Economic Committee; financial arm of KOMID.
Korea United Development Bank (KUDB) 조선통일발전은행 (朝鮮) 统一发展银行	KUDB Building, Pyongyang SWIFT/BIC: KUDBKPPY	Res 2321 (2016) on 30 November (KPe.033) Information in UN POE report: S/2017/742, p. 22

aka: Myohyangsan Bank, Unification Development Bank, T'ongil Palchon Bank, Korea Tongil Paljon Bank, Korea Reunification Development Bank		
Kumgang Group Bank / Kumgang Bank (KKG) Korea Kumgang Bank (조선) 금강은행 金剛銀行 aka: Kumgang Export and Import Bank	Kumgang Bank Building, Central District, Pyongyang (The North East Asia Bank building in Pyongyang became the KKG Bank building)	Associated with Korea Ponghwa General Corporation (under External Economic Committee of the Cabinet) and Korea Pyongyang Trading Company
Kumgyo International Commercial Bank 금교국제상업은행		Affiliated with Korean Chongsong Mining Company and Changgwang Shop. See Panel report S/2017/150 para 220.
Tanchon Commercial Bank 단천상업은행 端川商業銀行 AKA: Changgwang Credit Bank, (창광신용은행) Korea Changgwang Credit Bank (조선창광신용은행); Yongaksan Bank (용악산은행), Lyongaksan Bank (룡악산은행)	Saemul 1-Dong Pyongchon District, Pyongyang	Designated by UN on 24 Apr. 2009 (KPe.003) Main DPRK financial entity for sales of conventional arms, ballistic missiles, and goods related to the assembly and manufacture of such weapons. Under Second Economic Committee; financial arm of KOMID.

Source: The Panel, Member States and UN documents

Annex 17: Payment for Wise Honest transshipment costs arranged by DPRK bank representative

h

mandiri

Rekening Koran (Account Statement)

Periode : From 01 March 2018
 To 31 March 2018
 Account No : 1260007369969 - ARBAA ENERGY RESOURC
 Currency : USD
 Branch : KCP Jkt Permata
 Opening Balance : 972.79

Date & Time	Value Date	Description	Reference No.	Debit	Credit	Balance
				0.00	149,958.00	150,930.79
27/03/2018 14:44:29	27/03/2018	SWIFT CODE. BMRIIDJAXXX Debit InTTSusp HUITONG MINERALS CO LTDJP MORGAN CHASE BANK, NEW YORK, USA		0.00	159,958.00	310,888.79
28/03/2018 15:58:28	28/03/2018	SWIFT CODE. BMRIIDJAXXX Debit InTTSusp HUITONG MINERALS CO LTDJP MORGAN CHASE BANK, NEW YORK, USA		5.00	0.00	310,883.79
31/03/2018 23:59:00	31/03/2018	Biaya Adm		0.00	3.82	310,887.61
31/03/2018 23:59:00	31/03/2018	Bunga		0.76	0.00	310,886.85
31/03/2018 23:59:00	31/03/2018	Pajak		0.44	0.00	310,886.41
31/03/2018 23:59:00	31/03/2018	Biaya Meterai				
No of Credit			3			
Total Amount Credited			309,919.82			
No of Debit			3			
Total Amount Debited			6.20			
Closing Balance			310,886.41			



Rekening Koran (Account Statement)

Periode : From 01 April 2018
 To 30 April 2018
 Account No : 1260007369969 - ARBAA ENERGY RESOURC
 Currency : USD
 Branch : KCP Jkt Permata
 Opening Balance : 310,886.41

Date & Time	Value Date	Description	Reference No.	Debit	Credit	Balance
02/04/2018 10:30:18	02/04/2018	BG 383751- Transfer 20383751		50,000.00	0.00	260,886.41
03/04/2018 08:28:34	03/04/2018	SWIFT CODE BMRIDJAXXX Debit InTTSusp HUITONG MINERALS CO LTD,P MORGAN CHASE BANK, NEW YORK, USA		0.00	219,958.00	480,844.41
06/04/2018 11:12:55	06/04/2018	BG 383752- Transfer 20383752		10,000.00	0.00	470,844.41
10/04/2018 12:11:52	10/04/2018	BG 383754- Transfer 20383754		30,000.00	0.00	440,844.41
10/04/2018 12:13:30	10/04/2018	BG 383753- Transfer 20383753		20,000.00	0.00	420,844.41
12/04/2018 12:19:54	12/04/2018	BG 383756- Transfer 20383756		90,000.00	0.00	330,844.41
12/04/2018 12:22:59	12/04/2018	BG 383755- Transfer 20383755 KE ERY THURSINA		30,000.00	0.00	300,844.41
12/04/2018 19:58:23	12/04/2018	JRFB/ST13011804120222 Debit InTTSusp HUANG HE MINERALS (HONG KONG) CO STANDARD CHARTERED BANK		0.00	119,409.36	420,253.77
13/04/2018 10:32:31	13/04/2018	PAYMENTS FOR GOODS Debit Nostro TRADE PIONEER LIMITEDFIRST COMMERCIAL BANK		0.00	74,585.00	494,838.77
13/04/2018 11:19:42	13/04/2018	BG 383758- Transfer 20383758		100,000.00	0.00	394,838.77
13/04/2018 16:14:28	13/04/2018	JRFB/ST13011804130208 Debit InTTSusp HUANG HE MINERALS CO., LIMITEDSTANDARD CHARTERED BANK		0.00	39,391.63	434,230.60
16/04/2018 10:15:21	16/04/2018	BG 383757- Transfer 20383757		150,000.00	0.00	284,230.60
17/04/2018 11:18:15	17/04/2018	BG 383759- Transfer 20383759		60,000.00	0.00	224,230.60
18/04/2018 11:10:48	18/04/2018	SWIFT CODE BMRIDJAXXX Debit InTTSusp HUITONG MINERALS CO LTD,P MORGAN CHASE BANK, NEW YORK, USA		0.00	4,814.00	229,044.60
27/04/2018 10:06:47	27/04/2018	BG 383760-PAYMENT INV NO QGS- 180424-1 Transfer TT 20383760 QINGDAO GLOBAL SHIPPING CO., LIMITED		20,054.00	0.00	208,990.60
27/04/2018 11:00:32	27/04/2018	BG 383761- Transfer 20383761		40,000.00	0.00	168,990.60
30/04/2018 23:59:00	30/04/2018	Biaya Adm		5.00	0.00	168,985.60
30/04/2018 23:59:00	30/04/2018	Bunga		0.00	26.80	169,012.20
30/04/2018 23:59:00	30/04/2018	Pajak		5.32	0.00	169,006.88

Source: Annex 19 of Panel's report S/2019/171 of 5 March 2019.

b. Supplementary information on payment for Wise Honest from US Court documents

Excerpts from Case 1:19-cv-04210 filed on 9 May 2019, United States District Court, Southern District of New York

43. In connection with the March 2018 shipment of coal on board M/V Wise Honest from North Korea, see supra 11 28- 30, payments totaling more than \$750,000 were transmitted through the correspondent accounts of another U.S. financial institution ("Bank-2"), which was specifically listed as being located in "New York, USA."

Source: Case 1:19-cv-04210 filed on 9 May 2019, United States District Court, Southern District of New York

Annex 18: Screenshot of media coverage of a Republic of Korea Parliamentary Committee Press Conference on Detention of DN5505 for importing DPRK-origin coal

○ 출항정지(억류) 및 출항보류 선박 현황(수정 19.4.17)

선박명	현황	사유	일자
DN5505	출항 보류	북한산 석탄 반입	'19.2월 조치
카트린	출항 보류	정제유 불법환적	'19.2월 조치
피 파이오니어	출항 정지	정제유 불법환적	'18.10월 조치
라이트하우스	출항 정지	정제유 불법환적	'17.11월 조치
윈모어	출항 정지	정제유 불법환적	'17.12월 조치
코티	출항 정지	정제유 불법환적	'17.12월 조치
탤런트 에이스	출항 정지	북한산 석탄 운반	'18.1월 조치
루니스	출항보류 해제	정제유 불법환적	'18.9월 출항보류 조치 '18.10월 해제

English Translation:

Current Status of Vessel Suspension of Departure (or Detention) (Edited 2019.04.17)			
Ship Name	Current Status	Reason	Date
DN5505	Departure Delayed/Pending	Importing North Korean coal	Action Taken 2019. Feb.
KATRIN	Departure Delayed/Pending	Illegal Transshipment of Refined Oil	Action Taken 2019. Feb.
P PIONEER	Departure Suspended	Illegal Transshipment of Refined Oil	Action Taken 2018. Oct.
LIGHTHOUSE WINMORE	Departure Suspended	Illegal Transshipment of Refined Oil	Action Taken 2017. Nov.
KOTI	Departure Suspended	Illegal Transshipment of Refined Oil	Action Taken 2017. Dec.
TALENT ACE	Departure Suspended	Carrying North Korean coal	Action Taken 2018. Jan.
LUNIS	Departure Delay Revoked	Illegal Transshipment of Refined Oil	Departure Delayed/Pending Action Taken 2018. Sep. Revoked 2018. Oct.

Source: Meeting of the special committee on the investigation of sanctions against North Korea, YouTube, 18 April 2019.
<https://www.youtube.com/watch?v=e7ldPPMeIN4>

Annex 19: International Shipping News, “Ship Suspected of Carrying N.K. Coal Is Under Probe: lawmaker”, 19 April 2019

A Togo-flagged ship has been under probe in South Korea on suspicion of carrying North Korean coal in a potential violation of U.N. Security Council sanctions, an opposition lawmaker said Thursday.

The vessel, believed to have come from Russia’s Nakhodka, entered the South Korean southeastern port of Pohang in February to unload 3,217 tons of North Korean coal and its departure was suspended, according to Rep. Yoo Ki-june of the main opposition Liberty Korea Party (LKP).

The DN5505 vessel also unloaded 2,588 tons of coal in South Korea in November, he said.

“The government grudgingly recognized that the vessel was shipping North Korean coal and kicked off the investigation,” Yoo claimed.

North Korea is banned from exporting coal, iron ore and other mineral resources under Resolution 2371, passed in August, 2017. U.N. sanctions call for a country to capture and look into a vessel suspected of engaging in prohibited activities with North Korea.

The DN5505 has become the sixth ship whose departure from a South Korean port was suspended or denied due to suspected shipments of North Korean coal or ship-to-ship oil transfer in international waters.

Yoo said the name of the ship was changed in January 2018 and its original name is Xiang Jin.

Source: “Ship suspected of carrying N.K. coal is under probe: lawmaker” in International Shipping News, 19 April 2019.

Annex 20: Austria's reply to the Panel



New-York-ÖV/RECHT/0140/2019

The Permanent Mission of Austria to the United Nations presents its compliments to the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) and has the honour to transmit the following:

With reference to the Panel's letter dated 28 June 2019 (S/AC.49/2019/PE/OC.75) Austria would like to provide the following information in addition to the letters dated 23 March 2017 as well as 26 October 2017:

A. Korea Ungum Corporation

As the Panel of Experts is aware, the Austrian Authorities have been dealing with the Korea Ungum Corporation since 2012 and seeking cooperation with the panel concerning this matter on several occasions. Based on the investigations of the Austrian Authorities, the facts may be summarized as follows:

1. Korea Ungum Corporation held the following bank accounts with Meinh Bank AG:

- **No. 100493444:** balance USD 768,168.24
- **No. 100493445:** balance EUR 1,127,465.35

2. The following persons were registered as authorised signatories of the bank accounts:

- **Mr. HYON Yong Il**, DOB March 1964 (no known permanent residence in Austria)
- **Mr. KIM Yu Jin**, DOB 23 September 1963 (member of the administrative and technical staff at the DPRK Embassy in Vienna, registered from 10 May 2007 until 11 February 2010)
- **Mr. RI Yong Su**, DOB 10 June 1959 (member of the administrative and technical staff at the DPRK Embassy in Vienna, registered from 6 October 2004 until 2 May 2007)

3. In July 2012, Mr. HYON Yong Il intended to close the accounts of Korea Ungum Corporation with Meinh Bank AG and transfer the balance via West Landesbank in Germany to an account of the Foreign Trade Bank of the DPRK (FTB).
4. On 26 July 2012, Meinh Bank AG submitted a suspicious transaction report to the Criminal Intelligence Service of Austria, because the Bank had suspected Korea Ungum of money laundering. The report was forwarded to the Vienna Public Prosecutor's Office, which on the same day ordered the freezing of the accounts due to suspected money laundering activity.
5. On 17 July 2015 the Vienna Public Prosecutor's Office closed the money laundering proceedings due to lack of evidence and lifted the freezing order.
6. However, no moneys were released, since the Austrian National Bank, as the competent Austrian authority to monitor the implementation of financial sanctions, confirmed to Meinh Bank that the bank accounts remained frozen pursuant Council Regulation (EC) No. 329/2007 concerning restrictive measures against the Democratic People's Republic of Korea.
7. In February 2016, the Korea Ungum Corporation, requested a cash withdrawal from the bank accounts which supposedly should have been made available to a member of the DPRK Embassy in Vienna. However, this request was refused.
8. In October 2016, in order to achieve legal certainty for freezing the accounts in the view of potential lawsuits, Austria proposed the listing of Korea Ungum Corporation under EU sanctions legislation, after it had asked the Panel of Experts for additional information. However, no consensus among EU member states could be reached on the listing proposal.
9. On 9 January 2017, the DPRK Embassy requested the release of funds from the above-mentioned bank account No. 100493444, allegedly in order to pay an outstanding salary to Mr. JO Kwang Chol based on a fabricated labour contract with Korea Ungum Corporation (for further details see Part B below). Again, the request was refused.
10. In February 2017, in order to solve the matter in conformity with the sanctions measures against the DPRK, Meinh Bank AG bought DPRK promissory notes to the value

of the balance in the above-mentioned accounts from Winter Bank, another Austrian private bank, which held DPRK promissory notes of several million Euros. The accounts were set off against the promissory notes, thereby avoiding that any funds were made available to FTB or any other entity of the Government of the DPRK.

11. On 28 February 2017, both bank accounts of Korea Ungum Corporation with Meinel Bank AG were closed, well before the listing of FTB by the Security Council on 5 August 2017.

B. JO Kwang Chol

1. Mr. JO Kwang Chol (DOB 5 August 1975, Passport No 745420418, see attachments 1 and 2) has been accredited since 2 February 2016 as a member of the administrative and technical staff of the DPRK Embassy in Vienna. His current accreditation card is valid until 3 November 2020. Mr. JO's private address is not known to the Austrian authorities. There is no legal obligation for accredited members of Embassies in Austria to register their private addresses.

2. In December 2016, the DPRK Embassy request the release of funds in the amount of EUR 33,600.00 from the bank account No. 100493444 with Meinel Bank AG, allegedly in order to pay an outstanding salary to Mr. JO for his work as an agent of Korea Ungum Corporation in Vienna from February to September 2016. However, the Austrian authorities came to the conclusion that this request was an imposture, based on a fabricated labour contract. When the DPRK Embassy was confronted with the suspicion that the contract and supposed work of Mr. JO potentially violated Article 42 of the Vienna Convention on Diplomatic Relations, OP 33 of Security Council Resolution 2321 (2016) as well as Austrian tax and labour laws, it withdrew its request and no funds were released.

3. After careful analysis of all available facts, the Austrian authorities determined – in line with the discretion afforded to Member States in OP 33 of Security Council Resolution 2321 (2016) – that there was no sufficient and reliable evidence to conclude that Mr. JO was actually working on behalf of or acting at the direction of the FTB during his posting

in Vienna. The alleged labour contract was poorly fabricated and there was no evidence of any activities of Mr. JO as supposed agent of Korea Ungum Corporation and/or FTB before or particularly after the adoption of Security Council Resolution 2321 (2016) on 30 November 2016. This conclusion was corroborated by the fact that, unlike previous staff at the DPRK Embassy, Mr. JO was never registered as an authorised signatory of the above-mentioned bank accounts of Korea Ungum Corporation. Mr. JO is also not registered in the Austrian business register, nor in the Austrian company register or in the Austrian land register.

C. Implementing measures

1. Council Regulation (EC) No. 329/2007 which was later replaced by Council Regulation (EU) No. 2017/1509 of 30 August 2017 transposed the obligation to freeze assets of individuals or entities under paragraph 8 (d) of Security Council Resolution 1718 (2006) and subsequent relevant Security Council Resolutions.
2. According to the Austrian National Bank, as the competent national authority, action taken pursuant to Art. 28 and 29 of Regulation (EU) 2017/1509 of 30 August 2017 implementing UNSC-Resolution 2321 (2016) has led to the closure of 12 bank accounts held by persons affiliated with the DPRK Embassy in Austria. According to available information, the DPRK Embassy no longer holds any bank account in Austria at all, as local banks refuse to do business with the Embassy. Due to very strict national banking secrecy legislation, more detailed information could only be acquired by a court order.
3. In this context it is noted that the personal scope of Art. 28 of said EU Regulation goes beyond the scope of OP 16 of Security Council Resolution 2321 (2016), which only refers to diplomats and consular officers, whereas Art. 28 of the EU Regulation includes all members of DPRK diplomatic missions. According to the well-established definitions in the Vienna Convention on Diplomatic Relations (VCDR) and the Vienna Convention on Consular Relations (VCCR), which both reflect customary international law, the terms "diplomatic agent" (cf. Art. 1 (e) VCDR) and "consular officer" (cf. Art. 1 (d) VCCR) do not encompass "members of the administrative and technical staff" nor the family members

of such diplomat agents and consular officers, who are therefore outside the scope of OP 16 of Security Council Resolution 2321 (2016).

4. In accordance with Art. 28 and 29 of Council Regulation (EU) 2017/1509 the obligation to close the accounts of DPRK diplomats departing/having departed their posting is with the credit and financial institutions.

The Permanent Mission of Austria to the United Nations avails itself of this opportunity to renew to the Panel of Experts the assurances of its highest consideration.

New York, 31 July 2019



To the
Panel of Experts
established pursuant to UN Security Council resolution 1874 (2009)
United Nations
New York



Letter from the DPRK Embassy in Beijing requesting visa for Jo Kwang Chol and his family



Source: Member State

Annex 21: Suspected DPRK cyber-attacks on financial institutions (including banks and cryptocurrency exchanges) investigated by the Panel

A. Banks

Date	Location	Details
Dec 2015	Guatemala	Reported loss of 16 million USD.
Dec 2015	Vietnam	Attempted theft of more than 1 million Euro (\$1.1 millions) of funds through fraudulent SWIFT messages according to statement Tien Phong Bank later issued. ⁵⁹
Feb 2016	Bangladesh	Attempted theft of \$951M
May 2016	South Africa / Japan	Reported theft of \$18M from Standard Bank that caused a malfunction of the system shortly before the cash was withdrawn from ATM machines at convenience stores in Tokyo and 16 prefectures across Japan with forged cards made with data stolen from credit cards issued by the bank. A reply from the Government of Japan to the Panel dated 25 July 2019 stated, “As of 9 July 2019, approximately 260 suspects, including organized crime group members, have been arrested, and the total amount of the cash illegally withdrawn from the ATMs across Japan was approximately 1.86 billion yen. The suspects used forged cards with data of roughly 3,000 pieces of customer information stolen from the Standard Bank in the Republic of South Africa, in order to withdraw cash from approximately 1,700 ATMs located in Tokyo and 16 prefectures across Japan. The case is still under investigation.”
July 2016	India	Attempted theft of \$166M using tactics and techniques similar to February 2016 attack on Bangladesh Bank. Funds were transferred to the Canadia Bank Plc and RHB IndoChina Bank Ltd in Cambodia, the Siam Commercial Bank in Thailand, Bank Sinopac in Taiwan Province of China, and a bank in Australia (routed by Citibank New York and JP Morgan Chase New York).
July 2016	Nigeria	Attempted theft of \$100M ⁶⁰
Oct 2017	Tunisia	Attempted theft of \$60M
Oct 2017	Taiwan Province of China	Attempted theft of \$60M from Far Eastern International Bank; all but \$500,000 recovered by the bank ⁶¹
Jan 2018	Mexico	Attempted theft of 110M USD from Bancomext ⁶²

⁵⁹ <https://www.nytimes.com/2016/05/27/business/dealbook/north-korea-linked-to-digital-thefts-from-global-banks.html>

⁶⁰ APT38: *Un-usual Suspects*, October 2018, p.7, mentions ‘an African bank that appears to have been targeted in early 2016 [...] and involved an attempted theft of approximately \$100 million’. <https://content.fireeye.com/apt/rpt-apt38>

⁶¹ Article by *Reuters* dated 16 October 2016 on the DPRK likely behind SWIFT cyber-attack on Taiwan Province of China. <https://reut.rs/2kVSmKO>.

⁶² FireEye APT38 report

Jan 2018	Costa Rica	Attempted theft of 19M USD ⁶³
Feb 2018	India	Attempted theft of 16.8 USD from City Union Bank using techniques similar to February 2016 attack on Bangladesh Bank.
March 2018	Malaysia	Attempted theft of 390M USD 29 March 2018 cybersecurity incident involving attempted unauthorized fund transfers using falsified SWIFT messages
May 2018	Chile	Theft of approximately 10 million USD from Banco de Chile through unauthorized transactions using SWIFT, mainly to Hong Kong. The hackers distracted bank employs from the theft by using malware to render 9000 bank owned computers inoperable. ⁶⁴
June 2018	Liberia	Attempted theft of 32M USD
Aug 2018	India	Reported theft of 13M USD through attack on Cosmos Bank through simultaneous ATM withdrawals across 23 countries in five hours as well as the transfer of 139 million Rupees to a Hong Kong-based company's account in three unauthorized SWIFT transactions. On 8 October 2018 the United States included this and other similar DPRK attacks in its alert regarding the "FASTCash Campaign" ⁶⁵
Oct 2018	Chile	Attack on Redbanc using malware called POWERRATANKBA. Sophisticated social engineering via LinkedIn, Skype.
Feb 2019	Malta	Attempted theft of 14.5M USD from the Bank of Valletta (BOV) on 13 February. Before being reversed, transfers were made to banks located in the UK, the US, Czech Republic, and Hong Kong, China. "phishing" activity using the same digital fingerprint had been detected since October 2018.
Feb 2019	Spain	Attempted theft of 10.8M USD ⁶⁶
March 2019	Gambia	Attempted theft of 12.2M USD
March 2019	Nigeria	Attempted theft of 9.3M USD
March 2019	Kuwait	Reported theft of 49M USD

Source: Information from Member States, Statements by Government agencies, corporate statements, reports by cyber security firms and media articles

⁶³ In a reply to the Panel dated 24 July 2019, the Mission of Costa Rica stated, "The Mission can confirm that a private financial institution experienced an alleged cyberattack in Costa Rica in January 2018. An investigation has been launched by the Office of the Public Prosecutor's Division on Fraud. On July 17, 2019, the Division delegated the investigation to the Ministry of Science, Technology and Telecommunication. Because the investigation is still ongoing, it is not possible for the Mission to provide the Panel with any result."

⁶⁴ FireEye APT38 report

⁶⁵ Alert (TA 18-275A) "Hidden Cobra – FASTCash Campaign", US-CERT (United States Computer Emergency Readiness Team), 8 October 2018. The general pattern of such attacks targeting financial institutions has been well documented in a criminal complaint issued by the U.S. Government. Criminal Complaint filed to the U.S. District Court for the Central District of California against Park Jin Hyok <https://www.justice.gov/opa/press-release/file/1092091/download>

⁶⁶ Spain's National Cryptologic Centre (CCN), under the National Intelligence Centre stated in its 2019 Cyberthreats and Trends report that hackers associated with the DPRK government conducted the largest number of reported cyberattacks against Spain in 2018.

B. Cryptocurrency

Date	Location	Details
Feb 2017	ROK	Theft of 7M USD in first attack on Bithumb
22 April 2017	ROK	Theft of 4.8M USD in first attack on Youbit (3618 Bitcoin)
12 May 2017		Global WannaCry attack resulted in Bitcoin laundered through Monero 144,000 USD (52 Bitcoin) ⁶⁷
July 2017	ROK	Reported theft of more than 7 million USD in second attack on Bithumb including: 870,000 USD in Bitcoin and 7 million USD in Bitcoin and Ethereum. ⁶⁸ National Intelligence Services attributed to the DPRK.
Summer 2017	ROK	25,000 USD (70 Monero) ⁶⁹ through Monero cryptojacking / mining through illegal seizure of a Republic of Korea company server
23 Sept 2017	ROK	Theft of undisclosed amount of Bitcoin (possibly 2.19 million USD) in attack on Coinis. Total of 6.99M USD reported in losses from this and the April 2017 Youbit attack combined
May-Sept 2017	ROK	ROK Police reported attacks on three cryptocurrency exchanges by DPRK actors and detailed that 25 employees at four different exchanges were targeted in 10 separate “spear phishing” attempts since July 2017 ⁷⁰
23 September 2017		Coinis attack – undisclosed amount of Bitcoin, possibly 2.19 million USD ⁷¹
19 Dec 2017	ROK	Theft of 17 percent of Youbit assets in second attack on Youbit. Youbit later declared bankruptcy as a result of hack. ⁷²
Dec 2017	Slovenia	Reported theft of 70+M USD from the bitcoin mining company, NiceHash, which reported “a highly professional attack with

⁶⁷ United States District Court, Central District of California, *United States of America v. PARK JIN HYOK*, Case No. MJ18-1479, Criminal Complaint, 8 June 2018, para. 6. Available at www.justice.gov/opa/press-release/file/1092091/download.

⁶⁸ Nikhilesh De, “Police Confirm North Korean Connection in Bitcoin Exchange Phishing, CoinDesk, 2 October 2017 <https://www.coindesk.com/police-confirm-north-korean-connection-bitcoin-exchange-phishing>; and Stan Higgins, North Korea Is Targeting South Korea’s Bitcoin Exchanges, Report Claims, 12 September 2017, <https://www.coindesk.com/report-north-korea-targets-south-koreas-bitcoin-exchanges-cyber-attacks>. The Korean Internet Security Agency reportedly thwarted an attempted hack on 10 Korean exchanges back in October.

⁶⁹ According to a news article, an assessment by Kwak Kyoung-ju at the Republic of Korea Financial Security Institute attributed the seizure of a server at an ROK to a hacking unit called “Andariel”. Sam Kim, “North Korean Hackers Hijack Computers to Mine Cryptocurrencies” Bloomberg, 31 December 2017.

⁷⁰ Republic of Korea Police <https://www.coindesk.com/police-confirm-north-korean-connection-bitcoin-exchange-phishing>; <https://www.coindesk.com/report-north-korea-targets-south-koreas-bitcoin-exchanges-cyber-attacks>. Korean Internet Security Agency reportedly thwarted an attempted hack on 10 Korean exchanges back in October.

⁷¹ Republic of Korea Intelligence Service as reported by Yonhap News, 16 December 2017. “Spy agency suspects N. Korean involvement in recent hacking into cryptocurrency exchange”, <https://www.yna.co.kr/view/AKR20171216027100014>.

⁷² “Youbit statement announcing closure following hack” (Korean). 19 December 2017.

		sophisticated social engineering” that resulted in approximately 63.92M USD of Bitcoin being stolen.
June 2018	ROK	Third attack on Bithumb. Bithumb announced in a since deleted tweet that hackers stole approximately \$31 million. Proceeds were laundered through a separate crypto-currency exchange called YoBit.
Aug 2018	India	Reported theft of 13M USD
Oct 2018	Bangladesh	Attempted theft of 2.6M USD
March 2019	Thailand/Singapore/Hong Kong, China ⁷³	Reported theft of 9M USD from DragonEx
March 2019	ROK	Reported theft of 20M USD in fourth attack on Bithumb (3M EOS and 20 million Ripple coins stolen worth \$13.4M USD and 6M USD, respectively)
28 May 2019	ROK	UpBit attacked. No losses reported.

Source: Information from Member States, Statements by Government agencies, corporate statements, reports by cyber security firms and media articles

⁷³ According to the company’s Twitter and LinkedIn accounts, it is based in Singapore. The LinkedIn page states, “Registered in Singapore, Operation Department headquartered in Bangkok.” However, Singapore indicated to the Panel that it does not currently have any registration information for a company under the name of DragonEx. Singapore further stated, “We note that DragonEx’s announcement of 27 March 2019 on its Telegram channel states that the Hong Kong Cyber Security and Technology Crime Investigation Bureau is investigating the incident.” DragonEx stated in its announcement of the cyberattack that it informed the judicial administrations of Estonia, Thailand, Singapore and Hong Kong. For more information on the attack, see <http://www.coinwire.com/360-security-warns-about-lazarus-hacker-group> and <https://www.secrss.com/articles/9511>

Annex 22: Information on patterns and methods of DPRK cyber attacks

1. After selecting a target, malicious DPRK cyber actors research employees and organizations looking for vectors of attack. Attacks frequently involve one or more of the following tactics employed against a single target: engaging in spear phishing attacks; engaging in Watering Hole attacks whereby hackers compromise sites likely to be visited by a particular target group; and exploiting existing, well known software vulnerabilities which the target is believed to have left unpatched. After establishing an initial foothold, DPRK hackers then work to move laterally and elevate their privileges within a system; establishing as much control as possible before attempting to execute a cyber-theft. These patterns of attack are not unique to DPRK hackers, what distinguishes them are the targets they select (such as financial institutions) and that following completion of their goals (or upon discovery) DPRK hackers are often willing to destroy large amounts of data to cover their tracks or distract targets while the theft is in process.⁷⁴

2. Examples of these tactics include spear phishing attacks in the form of job applications which were sent to employees of the Bangladesh Bank in the February 2016 attack and used to compromise computers controlled by the bank.⁷⁵ In 2017, DPRK cyber actors infected the website of the Polish Financial Supervision Authority with malware programed to only download onto computers which visited the site if they were from 104 pre-selected financial institutions and telecom companies.⁷⁶ In March 2017 the security vulnerability known as CVE-2017-0144 which affected computers running some versions of the Windows operating system became known. Patches were not initially available for Windows XP though and in May 2017 DPRK hackers deployed the WannaCry ransomware worm targeting older computers running Windows XP which had not patched the vulnerability.⁷⁷ Finally, in 2018, as part of a cyber-heist targeting a Chilean bank, DPRK hackers destroyed data on approximately 9,000 bank-owned computers in order to distract bank employees from the theft of \$10 million.⁷⁸

⁷⁴ Nalani Fraser, Jacqueline O’Leary, Vincent Cannon, Fred Plan “APT38: Details on New North Korean Regime-Backed Threat Group”, 3 October 2018. Accessed at <https://www.fireeye.com/blog/threat-research/2018/10/apt38-details-on-new-north-korean-regime-backed-threat-group.html> on 11 July 2019.

⁷⁵ United States District Court, Central District of California, *United States of America v. PARK JIN HYOK*, Case No. MJ18-1479, Criminal Complaint, 8 June 2018.

⁷⁶ Symantec Security Response, “Attackers target dozens of global banks with new malware”, Symantec. 12 February 2017.

⁷⁷ Criminal Complaint filed to the U.S. District Court for the Central District of California against Park Jin Hyok.

⁷⁸ Dave Sherwood and Felipe Iturrieta, “Bank of Chile trading down after hackers rob millions in cyberattack”. *Reuters*. 11 June 2018.

Annex 23: Actions taken by Member States to counter losses due to attacks by DPRK cyber actors

Costa Rica

In its reply to the Panel of 24 July 2019, Costa Rica stated the following:

In terms of our country's cybersecurity strategy, we have strengthened the capabilities of the Response Center for Information and Technology Incidents of the Ministry of Science, Technology, and Telecommunications. The Center's main purpose is to provide quick IT response services to the public sector. Although the Center does not handle prosecutions, the government has implemented response and coordination protocols between the Center and other state agencies. Furthermore, the Government has created a National Strategy for Cybersecurity; it has improved the monitoring capabilities of public websites by the Response Center; and it has provided training in technical and logistical cybersecurity to government officials. Lastly, the government has increased international cooperation in terms of cybersecurity with governments and international organizations such as the Government of South Korea and the Organization of American States, among others.

India

In its reply to the Panel of 7 June 2019, India stated the following:

In the light of SWIFT related incidents and frauds like the cyberattacks in August 2018 on Cosmos Bank based in Pune, the banking regulator of India has undertaken various preventive measures which include:

- (a) Issuing circulars on cyber security controls and on the controls that are required to be put in place for trade finance transactions to avoid misuse of the SWIFT ecosystem, advising the banks to implement controls for strengthening the security environment of the SWIFT infrastructure and to take steps to manage the operational risk surrounding the usage of the SWIFT system, in a time bound manner.
- (b) Conducting special scrutiny of select banks to assess their operational control framework to safeguard against the risk of misuse of the SWIFT ecosystem.
- (c) Issuing a circular to banks advising them to undertake a comprehensive audit of their SWIFT system covering the controls prescribed by the banking regulator.
- (d) Sharing of market intelligence on the SWIFT ecosystem gathered from various sources with banks through the issuance of Advisories, which include information on indicators of compromise affecting the SWIFT payment ecosystem and measures prescribed to check for compromise and plug these immediately.

Japan

In its reply to the Panel dated 25 July 2019, Japan stated the following:

Preventing and addressing cyberattacks is a common challenge for the international community in terms of national security and crisis management. The GoJ will continue to take necessary actions while collaborating with other countries. Regarding the Panel's inquiry of 8. in its letter, the specific measures already taken by the relevant Ministries and Agencies to prevent and address the similar kinds of attacks in general are exemplified as follows:

- The Police of Japan and the relevant authorities have been making their utmost efforts to strengthen the cooperation with foreign security authorities and relevant organizations as

well as the public-private partnership, while enhancing the collection and analysis of cyber-threat information.

- The Financial Services Agency (FSA) has urged financial institutions that have ATMs accepting the cards issued overseas to take preventive measures such as developing and introducing a system to detect unusual dealing patterns and abnormal transactions, and the FSA has been following up by conducting annual research to the financial institutions concerned, for instance.
- The FSA has also been strictly carrying out on-site and off-site inspections/monitoring of crypto-assets exchange service providers, and when the FSA identified issues/problems, it took appropriate measures including administrative dispositions. Moreover, the relevant acts have been updated and will come into force by June 2020 at the latest, in order to strengthen regulations on crypto-assets exchange service providers, for example, by imposing on the providers new obligation to store the customers' crypto-assets in much more secure manners such as Cold Wallets, except the minimum amount needed for the smooth execution of their businesses.

Republic of Korea

In its reply to the Panel of 28 July 2019, the ROK stated the following:

In order to effectively address and deter cyberattacks on cryptocurrency exchanges, the ROK government has been taking active measures. Most importantly, an inter-agency coordination mechanism is in operation for the sharing of information and countering cyber threats. Also, security checks on cryptocurrency exchanges, the Information Security Management System (ISMS) Certification, capacity-building of the private sector serve as key tools for enhancing cyber security and preventing future attacks.

European Union

On 17 May 2019, the Council of the EU established a framework which allows the EU to impose targeted restrictive measures, such as asset freezes or travel bans, in order to deter and respond to cyber-attacks.⁷⁹ The EU also published and has begun implementing the Fifth Anti-Money Laundering Directive (AMDL5) which extends the scope of anti-money laundering rules to include cryptocurrencies.⁸⁰

FATF

The Financial Action Task Force (FATF) proposed strict new guidelines with respect to cryptocurrencies and member states are expected to begin implementing these rules in June 2019.⁸¹

⁷⁹ European Council Council of the European Union. "Cyber-attacks: Council is now able to impose sanctions". EU. 17 May 2019.

⁸⁰ European Union. "Directive (EU) 2018/843 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2018 amending Directive (EU) 2015/849 on the prevention of the use of the financial system for the purposes of money laundering or terrorist financing, and amending Directives 2009/138/EC and 2013/36/EU". EU. 19 June 2018.

⁸¹ FATF. "Outcomes FATF Plenary, 17-19 October 2018". FATF. 19 October 2018.

Annex 24: Marine Chain description according to company documents

Excerpts from Marine Chain Investor Deck:

Challenge:

Ship ownership, management and industry specific problems

- The shipping industry is specialized and parochial.
- It is risky with high capital barriers to entry.
- It is sensitive to the influence of macroeconomic and geopolitical developments, the unpredictability of the forces of nature and ever-changing human appetites and behavior
- There is a tight knit community of dedicated owners and service providers who have developed a highly specialized understanding of the dynamics of the industry and its inherent financial risks.
- Major growth in demand for modernization of vessels to meet evolving standards of environmental sustainability.
- Mounting pressure on vessel owners to invest hard capital into vessels to meet fast approaching deadlines for sustainability enhancements.
- Shipowners have access to a limited segment of the financial community to meet the high industry capital demands

The Shipping Industry is Facing Headwinds

Solution

Marine Chain Business model overview

- The Marine Chain business model is based on the key principles of Efficiency, Transparency & Sustainability (ET&S),
- Marine Chain platform will offer next generation tokenization technology to monetize portions of the vessel by conversion into digital units (tokens)
- Digital tokens, supported on the Blockchain, represent fractional ownership of individual vessels permitting investment from the full spectrum of the investment community.
- Marine Chain will be introducing asset backed security tokens enjoying proprietary ownership of the underlying vessel.
- Investors, as token holders will gain exposure to the economics of the vessel ownership, i.e. income generation and capital appreciation from the underlying vessel.
- These crypto assets will follow the ERC20 Token Standard and will be available for integration with other services on the Ethereum blockchain.

Opportunity

- Marine Chain has identified the unique and timely use of blockchain technology and asset tokenization as a significant business opportunity for vessel owners giving access to the blockchain technology platform and tokenization of Marine Chain qualified vessels.
- The vessel owner can use the proceeds of the tokenization to retire debt and boost operating margins.
- The impact of the successful tokenization of a portion of a specific vessel will be to:
- Boost operating margins
- Enable essential investment in the vessel to meet sustainability requirements
- Potentially boost the value of the vessel

-
- Enable any third party as a token holder to take fractional ownership of a vessel and participate in the potential financial benefits of ownership
 - Enable token holders to trade the fractional ownership of the vessels on a secure trading platform
 - Enable token holders to liquidate for other crypto or fiat currencies.
 - Marine Chain believes that the Marine Chain blockchain tokenization model for the global maritime industry will have wide application into global industry and commerce
-

Utility vs Security Tokens

Regulators around the financial services industry globally are increasingly defining crypto currencies into two distinct categories; utility token and security token.

Utility token: a currency style token issued and used to facilitate a currency type function (such as Bitcoin).

Marine Chain Tokens (MCT) are utility tokens.

Security token: issued in exchange for the ownership of tangible assets with certain financial rights pertaining to those assets attached to the token.

Marine Chain Vessel Tokens are security tokens.

Utility token coin offerings seem likely to remain unregulated but the issue of security token and the action of trading them will likely be considered a regulated activity under the various financial regulatory bodies governing global financial markets.

Capital Requirements

Stage 1 financing:

- Initial Coin Offering of Marine Chain Tokens (MCT).
- May-July 2018
- Soft Cap US\$20m

Utility token tradable on recognised exchanges

Use of proceeds:

- Development of MCP trading platform and operating systems
 - Establishment of the operating team and related expenses Liquidity buffer
-

I. Marine Chain Platform

- **MCP Key Process:** MCP is designed to enable the tokenization of vessels. It is built on the Ethereum blockchain enables fractional ownership of vessels. Token holders will be able to participate in the financial benefits of vessel ownership.
 - **MCP Token Introduction:** MCP will create Marine Chain Token (MCT) - an ERC20 compliant, MCP specific currency - as a proof of contribution to the platform that is transferable. Once token sale starts any Ethereum (ETH), Bitcoin (BTC), or Litecoin (LTC) wallet can purchase Marine-Chain Tokens. Fiat currencies will also be accepted.
 - **Marine-Chain Token Usability and Transferability:** The MCT Token Sale has the purpose to raise funds for the platform development. MCT holders can later purchase Vessel Tokens with their MCT when the platform has been built and is in operation. MCT holders can use their MCTs to pay any fees (Vessel listing fee, trading fee, transfer fee etc.) or since MCT is an ERC20 token, they can freely transfer their MCTs and trade it anywhere on the Ethereum eco-system.
 - **Tokenization of Vessels:** Marine-Chain allows vessel builders, owners, or sellers to sell their vessels on the platform digitally. Marine-Chain will work with partnered maritime organizations to identify the potential vessels to be digitized on the platform. There will be strong due diligence before confirming the listing on the platform of any vessel.
 - **Vessel Token Lifecycle Events:** Upon successful creation of the vessel digital assets, all the token holders are rightful owners of the vessel and will be entitled to a profit generated by the vessel. Marine-Chain also aims to create value for the token holders by allowing secondary transactions to occur where the vessel token ownership can be transferred to another person.
-

Blockchain for the Marine Industry

- **Blockchain History:** Blockchain is a compound word, literally meaning putting blocks in chains. Each block contains unique information about a transaction, i.e. who it's from, how much it's for or where it's going. The genius of blockchain is the solving of what has been referred to in the industry as the double spend problem. Effectively being able to spend the same money twice. This problem was formerly solved by putting a trusted 3rd party in the middle of the transactions to prevent this from happening. Cryptographers sought to solve this problem without the need for third party intervention.
- **Blockchain Technology:** The blockchain which is the technology at the heart of Bitcoin creates blocks and inserts each block into an immutable chain. Meaning a chain of blocks or records that can never be changed. Each block has a timestamp and the data from the transaction. The chain is built on a peer to peer distributed system that allows each node or person the full access to every transaction that has even been recorded on the chain. This process is done through what is called mining. Once this process is complete that newly form block can never be removed or altered.
- **New applications of blockchain:** Blockchain can be used for many more application other than currencies. Record keeping on the blockchain allows for an immutable record trail that is in the hands of many people all with the same information. The advancement and rapid adoption of blockchain technology has enabled a fundamental change in paradigm for many industries where democratization and subdivision of ownership were previously impractical and inefficient. Marine-Chain aims to fulfill a growing market need by utilizing the blockchain.

- Applying blockchain to the marine Industry: Although the marine vessel market has plenty of opportunities for making significant gains, buying and owning a vessel is out of reach for most. When joint ownership exists, it is usually with just a few select individuals under written agreements which are slow and cumbersome to execute. Marine-Chain is applying blockchain technology for the "tokenization" of vessel 19 ownership. In a simple, fast, efficient and transparent process, these tokens can then be

Revenue Model:

Marine Chain Platform

Revenue occurs when a vessel is tokenized, and any amount of those tokens are sold.

Marine Chain collects <1% of value traded on our platform on every transaction. This can occur many times

over for each vessel because tokens can be exchanged easily. Additionally, each time a vessel is listed/delisted on the Marine Chain Platform, there is a small fee collected. All transactions are paid for by Marine Chain Tokens. Increasing the number vessels on our platform and sales

will increase revenue; our partnerships are important for this reason. Note that many vessels are worth many millions of dollars.

By comparison, the Marine Chain Platform will attract sellers because we offer a reduction in the traditional broker fee of 1%, thus resulting in money saved for the seller.

Marine Chain Exchange

Revenue is derived from a small fee on each and every transaction that occurs on the platform. Increased trading volume and users bases drive this number up. Additionally, Marine Chain Exchange may charge a considerable fee for alt coins/tokens that want to be listed on tradable on the exchange. Furthermore, a licensed exchange will allow us to list other Initial Coin Offerings (ICOs) for a hefty fee, likely to be charged as a percentage of the amount of capital raised.

ICO Brokerage

Revenue from ICO. Brokerage are excluded at this stage.

Marine Chain: SWOT analysis

Strengths

Core team with massive amount of expertise and experience

Very strong advisors and partners

High-level design and architecture have been laid out

White paper and business plan

350-page report by SCMO on maritime industry leading to target segments

Top lawyers as advisors

In terms of execution, there is significant experience in the ICO space, so very high confidence to be able to deliver the platform and exchange within the specified timeframe

Opportunities

Shipowners are desperate for cash

Perfect timing on the sustainability theme

Access to huge asset class to a new investors

Expansion to other hard asset sectors

Once the exchange is up, we can expand in various areas creating futures, indices or others

On sustainability, we can potentially do scoring, measure the impact and can change the industry for the better

In the shipping industry:

- Tonnage is cheap now and expect to gain in the next 5 years; Reversing the depreciation factor of the vessel
- Projecting that ships' tonnage will be increasing gradually down the road

Annex 25: Excerpt from « Marine Chain Team members » document

MARINE CHAIN TEAM MEMEBRS :

Brain Child and Main Investor:

Julien Kim aka Tony Walker : +12068665574

Tony Walker tonywalker@marine-chain.io

Tony Walker tnywalker3@gmail.com

Source: The Panel

Annex 26: Information on Consultancy contract signed between Julien Kim and Captain Foong dated 18 January 2018

A. Contract details

The contract stipulated the following responsibilities: “Party B, under the consultant with Party A and under his consent shall register the company with name Marine-Chain Foundation to the country where it is helpful for company’s development”; “shall open corporate bank account(s) in the bank where it is helpful for company’s development”; “shall attend the Company’s business-related event”: and “shall sign on the company’s business-related document i.e. agreement, contract, payment proposal and etc” Foong could propose “ideas and plans for company’s development” for Kim’s consideration, but was given no specific responsibilities typical of a CEO.

B. Julien Kim’s signature on last page of contract:

Signature:

I, Julien Kim, hereby accepts and agrees on the agreement:

Name: Julien Kim

Signature: 

Date: 18th January 2018

I, Captain Jonathan Foong, hereby accepts and agrees on the agreement:

Name: Jonathan Foong

Signature: 

Date: 18th January 2018

Julien Kim's signature on other pages of contract:

Julien Kim
18.01.2018

Julien Kim
18.01.2018

Julien Kim
18.01.2018

Source : The Panel

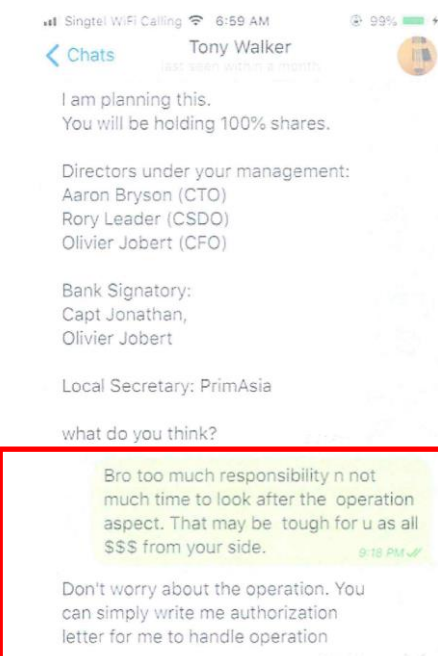
Annex 27: Additional findings in Marine Chain case investigation

1. After signing the consultancy contract on 18 January 2018, Kim indicated to Foong in a text message that he was to hold 100% of the company's shares. Foong objected to this on the grounds that it was "too much responsibility" for him and "not much time to look after the operation aspect". Kim replied that he should not worry about the company's operations, stating, "you can simply write me authorization letter to handle operation." (See next Annex)
2. Despite Kim's role in directing company operations, Foong was unable to answer basic questions about or provide basic information, contacts or biodata for him. When pressed, Foong produced some email and text correspondences with "Tony Walker" as well as his alleged address in the US (which misspelled the city "Denver"). Another of the consultants hired by Marine Chain as "Chief Strategist and Development Officer" also complained about the orders emanating from "Tony Walker" who was supposed to be just advising Foong and who was never seen in person. Kim issued directions over email and text and joined meetings via Skype or chat, claiming to be in various countries where he was meeting "potential investors", including in Italy, China and the US.
3. Despite the opacity around his identity, Kim appears to have been unimpeded in his ability to conduct business globally, hiring more than a dozen well-reputed consultants and law firms across Europe, the US, and Asia with decades of international business experience (See Annex entitled, "Consultants and Law Firms retained by Marine Chain"). Kim dealt directly with most of the consultants and law firms he hired, presenting Foong with bills to pay for services and phone calls for services the substance of which Foong was not aware.
4. After ceasing to make payments into Foong's Singapore account, Kim disappeared completely in July, leaving Foong to deal with all of the fall-out including unpaid invoices, unpaid consultants etc. Foong tried multiple times to get in touch with Kim, as did other team members. The company was closed in September 2018.

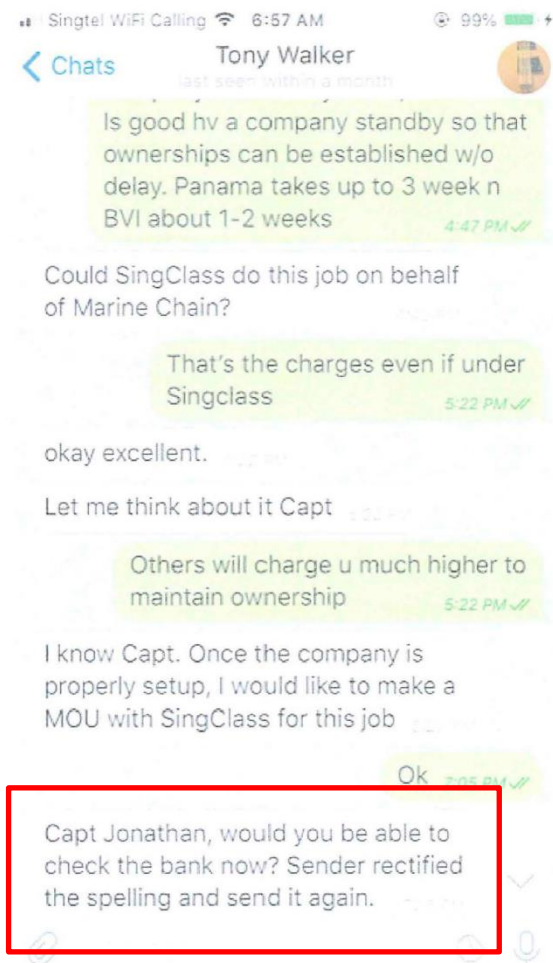
Source: The Panel

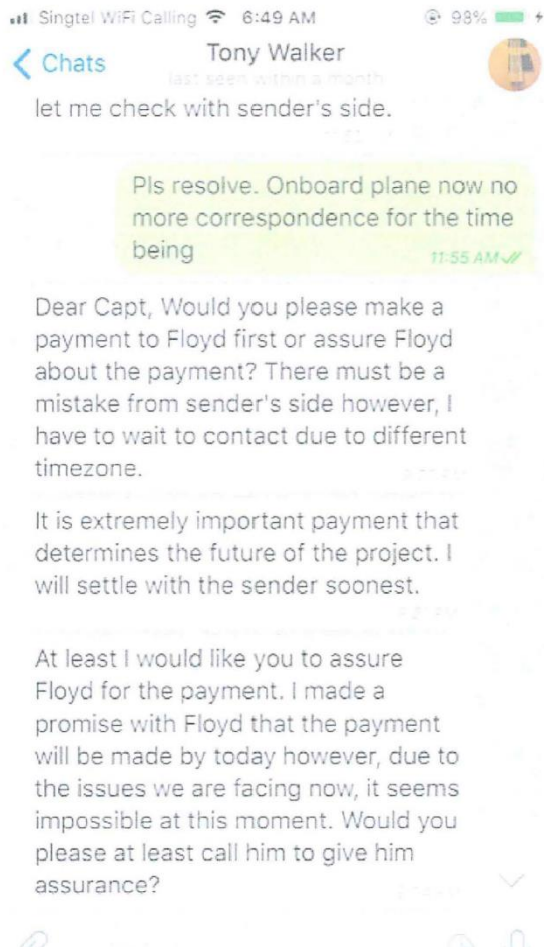
Annex 28: Text communications between Julien Kim (« Tony Walker ») and Captain Foong on Marine Chain operations

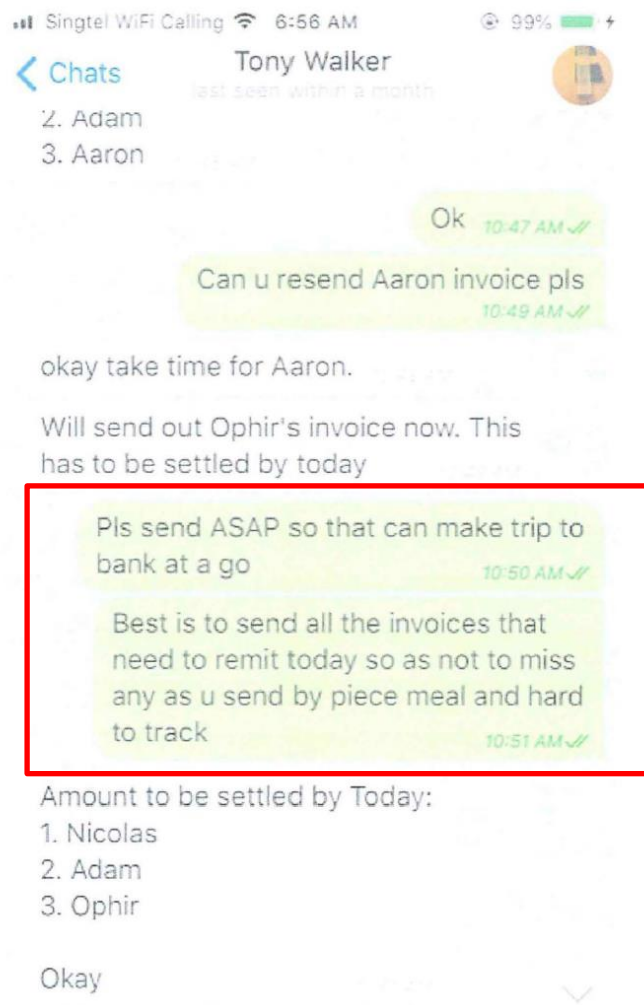
A. Registration of Hong Kong company and allocation of shares

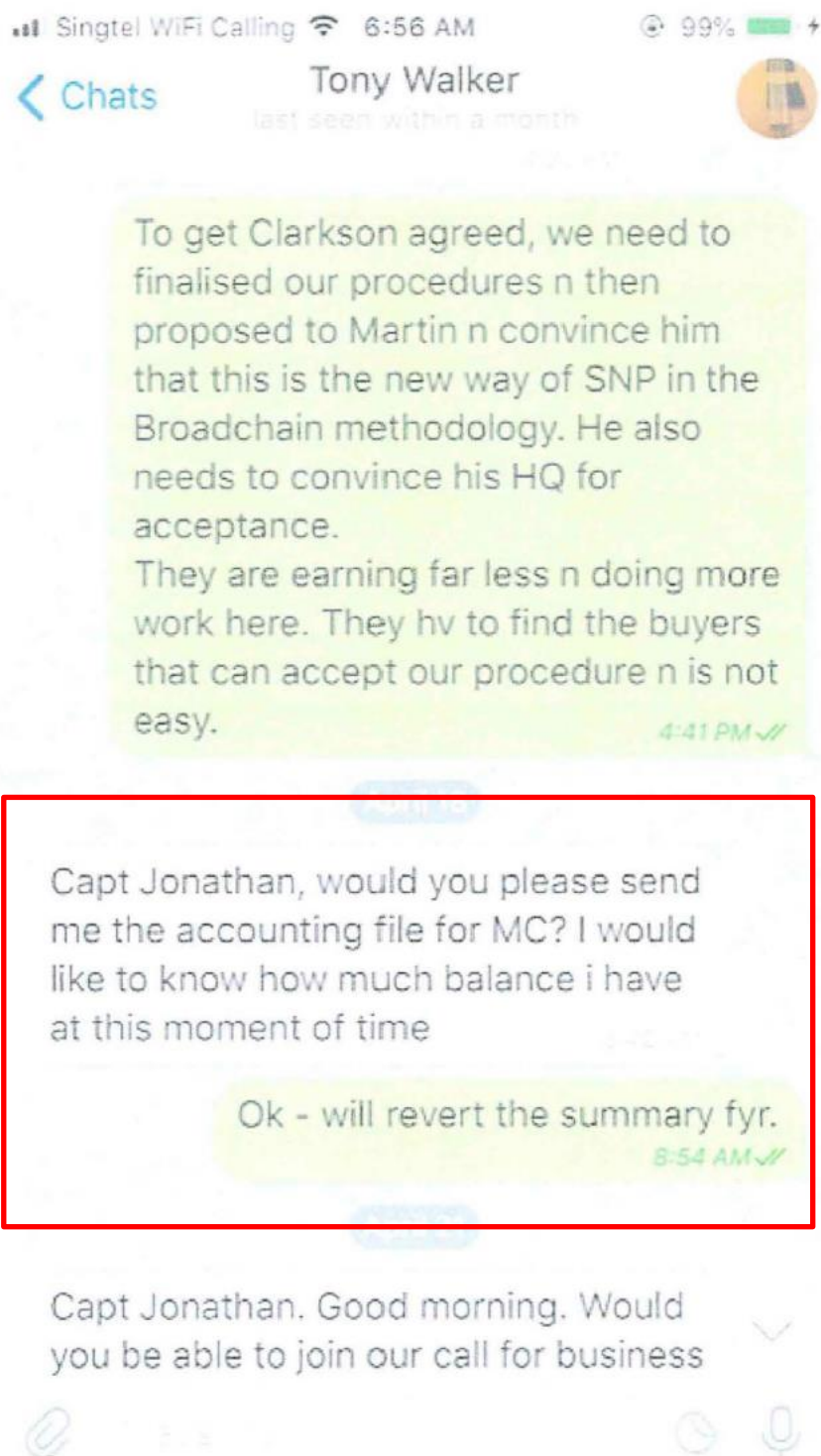


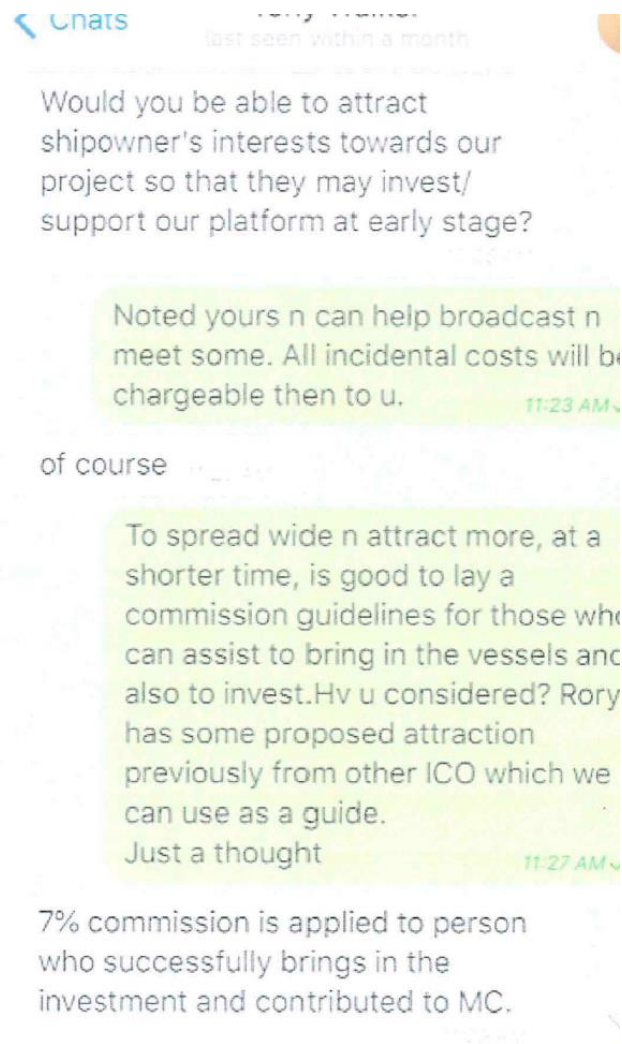
B. Financial instructions from Kim (“Tony Walker”) to Foong











Source: The Panel

Annex 29 : Selected transfers to and from Singclass bank account

A. Transfers by Julien Kim to Captain Foong's corporate account in Singapore

Company	Date	Amount transferred (in USD)	Payment details / notes
HONGKONG JOOLEE GROUP CO., LIMITED	26 February 2018	59,940.63	None listed
SOUTHING TRADING CO., LIMITED	7 March 2018	55,731.64	None listed
BLUE VEENUS LIMITED	27 March 2018	33,493.30	None listed
TOTAL GOLD LIMITED	10 April 2018	149,973.18	Payment details: "payment for goods"

B. Selected recipients of transactions undertaken by Captain Foong

Foong processed many payments on behalf of Julien Kim through Singclass International Pte Ltd but some of the accounts with possible links to the DPRK include:

1. “郑成守” (resembles a DPRK name) at an account at the [REDACTED]

2. LIN YUN JING (a possible DPRK name)

Bank Name: [REDACTED]

Branch Name: [REDACTED]

Branch Address: [REDACTED]

Swift Code: [REDACTED]

Account No: [REDACTED]

Note: To record financial transactions undertaken on behalf of Kim, Foong used an Excel document as a ledger which he shared with Kim (who referred to it as an “accounting file”) See previous Annex.

Source : The Panel

Annex 30: Consultants and Law Firms retained by Marine Chain

- An advisory firm headed by a French national specialized in logistics, transportation, and supply chain management, with specific experience in blockchain was hired to lay the groundwork and assist with hiring the rest of the team of consultants.
- A Chief Financial Officer of French nationality residing in Hong Kong, with 18+ years of building, leading and advising some of World's leading corporations & Fortune 500 companies across multiple industry and geographical settings of the Asia-Pacific & Europe.
- A Chief Technology and Security Officer based in the US with a wide scope of experience in building enterprise software and products for Fortune 500 companies. This person established the website domain, www.marine-chain.io in March 2018.
- An Operations & Sustainability Officer of Finnish nationality residing in Finland with a doctorate in science in construction project management.
- A Chief Blockchain Architect of Singaporean nationality but residing in Hong Kong, with years of international blockchain expertise and specialties in Fintech, product portfolio management, cloud, blockchain and program management.
- A consultant of German nationality living in Hong Kong with 17+ years experience in Banking, Finance Trading through work in London, New York, Tokyo and Hong Kong. This consultant developed a business plan and investor deck.
- One of the largest global integrated shipping services companies was hired to attract clients for Marine Chain and undertake shipbroking and shipping research.
- A high-level industry expert company providing advisory in logistics, transportation and supply chain management was hired to produce a 350-page extensive feasibility study for Marine Chain and ongoing industry advice and expertise.
- Four legal teams in different firms in Hong Kong were retained to provide legal advice in various fields. One provided advice on the structure and proposals for Marine Chain; another provided advice on blockchain technology and cryptocurrency; another was retained to provide advice on the structure and planning of the project and to apply for the SFC license. A further team undertook preliminary analysis of possible Marine Chain token models from a regulatory standpoint.

Annex 31: “Choke-point” items survey

Stemming from its ongoing investigation on the procurement of pressure transducers by two DPRK agents, the Panel is conducting a survey of the world’s manufacturers of “choke-point” items: items whose procurement remains critical or important for the DPRK’s illicit programmes.⁸² Based on its analysis of past investigations and information from Member States, the Panel notes that the DPRK’s procurement routes are not only directly from producers but also through retailers, second-hand markets, “business to business” websites, and even through the industrial scrap market⁸³. Although producers’ control over and oversight of the aftermarket is limited, they still face reputational risk from subsequent diversion and there are precautionary measures they can apply. Some producers are new entrant manufacturers of advanced-specification items looking to establish internal screening systems, while others are looking to enhance their existing systems. Therefore, as part of its “choke point” items survey, as well as identifying critical items and the risk of diversion to the DPRK, the Panel is requesting information on the internal screening processes of producers, with a view to promulgating “best practices”. The Panel additionally continues to analyse new patterns and trends in DPRK illicit procurement.

⁸² S/2019/171, paragraph 66.

⁸³ Also see section 6, Annex 30.

Annex 32: Strengthening the ballistic programme's capacity

1. According to one Member State the DPRK is actively engaged in indigenous R&D and the production of missiles with solid propellant, *inter alia* at the industrial complex of Hamhung. According to another Member State, there is a clear development progression from propellant for artillery rockets/SRBMs to solid propellant for ICBMs (see section 4 of this annex).

Figure I shows two similar distinctive white containers (11m x 2.40m) moving in two different areas of the Hamhung-Hungnam industrial complex. The first container moved from the location 39°49'11.81"N 127°35'17.93"E, 400m from the solid fuel propellant production facility of the Hungnam 17 Factory (39°49'27.00"N 127°35'13.55"E), as observed during the following dates in 2019: 20 February, 25 February, 1 March, 4 March, 25 March, 26 March and 3 April.

The second white container moved from location 39° 57' 27" N 127° 33' 37" E, at the new production area of the Chemical Material Institute CMI (production of missile casing), as observed during the following dates in 2018: 29 July, 18 August (1h56; 4h50) and 15 September. This type of white containers (11m x 2.40m) could transport rocket motor casings (wound from composite fibers).

Figure I: Similar white containers moving at the solid fuel facility (first seven pictures) and the rocket casing production facility (last four pictures)



Source: Images courtesy of Planet Labs, Inc, and image@2019DigitalGlobe Google Earth (5th picture from the left)

2. Mobility and versatility through the use of different types of Transporter Erector Launcher (TEL) was demonstrated in the SRBM launch tests on the 4 May with a wheeled TEL and 9 May with a caterpillar TEL (see section 3 of this annex). Moreover, the caterpillar TEL (9 May) used the same cabin as was seen during a test of the Pukkuksong-2 (KN-15) MRBM on a wheeled TEL.

Figure II: Wheeled TEL on 4 May (left), caterpillar TEL on 9 May 2019 (right)



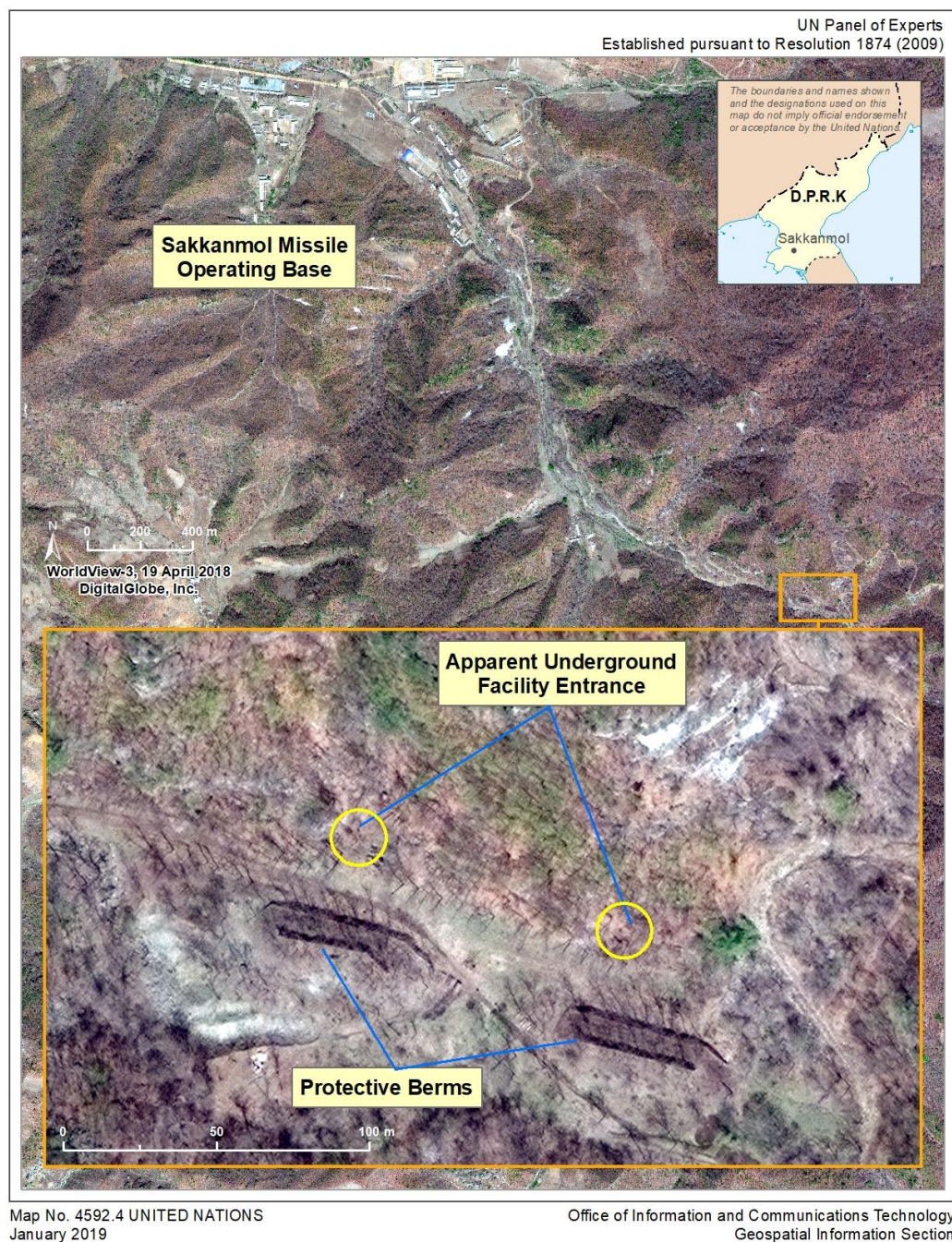
Source: KCNA (left), Rodong Sinmun (right)

3. According to one Member State, the DPRK's capacity to penetrate ballistic missile defense systems has increased with the new SRBM tested on 4 and 9 May 2019 (see Figure II above) because its trajectory is flatter than that of a traditional SCUD missile. According to another Member State, the DPRK has achieved indigeneous capabilities in the production of guidance systems. For the 4 May SRBM test launch the estimated range was 230-240 km and for the 9 May test 270-420 km. The 9 May test took place from the launch site near the area of Kilchukun (40°57'23.81"N 129°19'4.83"E). According to this Member State, the missile system tested on 4 May and 9 May was the same and the launches were supervised by the DPRK's conventional command. According to the first Member State, the DPRK has upgraded its SCUD-D missile systems with better guidance and electronics. The DPRK has exported the SCUD-D to Syria which has been its long-term customer and partner. Despite its active attempts, it is increasingly difficult for the DPRK to secure new customers.
4. The DPRK's BM programme is comprehensive and autonomous. Systems integration and internal synergies ensure that developments on the SRBM programme benefit MRBM/IRBM and ICBM programmes. With regard to missile engine development⁸⁴, according to one Member State, the DPRK's current goal appears to be to develop a solid-fueled first stage for its ICBM. Another Member State observed the deployment of solid fueled missiles Pukkuksong-2 (KN-15) MRBM in the missile bases close to the northern border where the liquid fueled missile Nodong also remained deployed.
5. The dispersed, concealed and underground infrastructure of the BM programme has been continuously improved (see Figure III: Sakkanmol missile operating base). There has been continuous construction of storage galleries (see Figures III and IV) and support structures accompanied by increasing natural concealment of facilities by vegetation. Regular activity has been observed at the ICBM bases located in areas close to the northern border. Site and infrastructure work is in progress. According to a Member State, the DPRK's priority is to secure the railway network dedicated to support its ICBM brigades which is essential for the ICBM bases network. There are stations within 5 km of each missile brigade and storage site. Development was observed at the Hojung-ri ICBM site, 25 km from the northern border

⁸⁴ See reference to propellant in paragraph 1

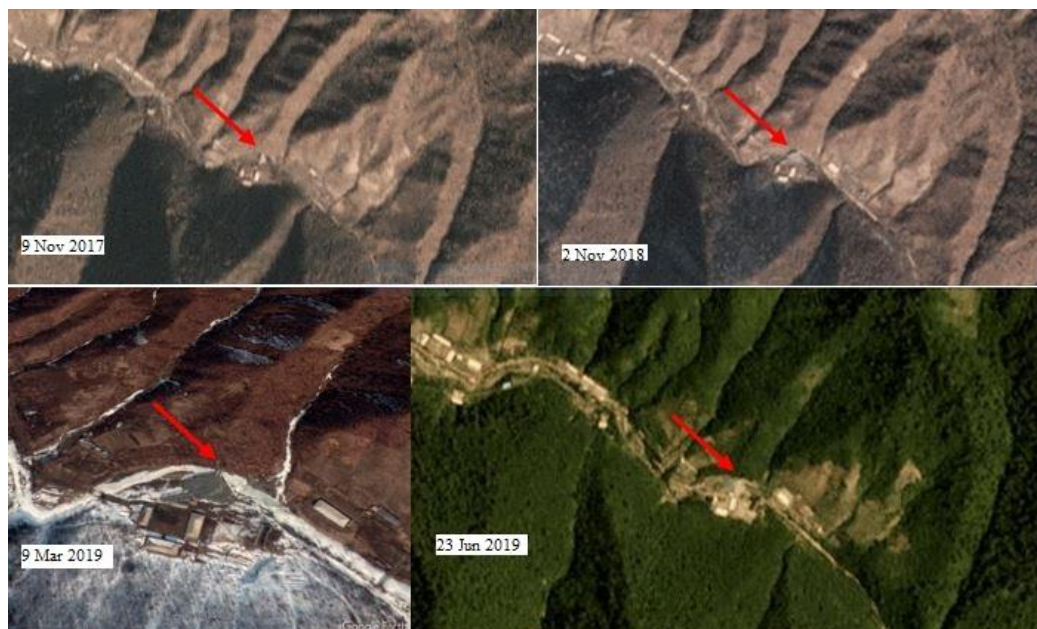
(see S/2019/171, Annex 84-3). The DPRK has a total of 5200 km of partially electrified rail track, much in a poor state.

Figure III: Concealment, protection and underground gallery entrance of two galleries in the area of Sakkanmol missile operating base, located at 38°34'15.23"N 126° 7'18.12"E and 38°34'14.31"N 126° 7'21.64"E, respectively.



Source: The Panel.

Figure IV: underground facility development in progress on 9 November 2017, 2 November 2018, 9 March 2019 and 23 June 2019 in Hoejung-ri ICBM Base, located 41°21'56.17"N 126°55'42.32"E



Source: Images courtesy of Planet Labs, Inc and image@2019DigitalGlobe Google Earth (bottom left corner)

6. The DPRK's development of the BM programme benefitted from active cooperation with third countries, including in sales and procurements in the missile field. One Member State reported to the Panel on such activity particularly during 2018. According to a second Member State, the Second Academy of Natural Sciences (subordinate to the 2nd Economic Committee) changed its names to 'Academy of National Defense Science' (ANDS). Both names are listed: respectively as KPe.018 and KPe.021. ANDS controls a network of overseas front companies tasked with collecting scientific information. Moreover, ANDS plays a key role in the DPRK's R&D efforts related to chemical and biological weapons.

According to the first Member State, ANDS (see Figure V) manages most missile-related procurement and export activities through overseas agents and front companies. These include the Pusong Trading Corporation and the Korea Habjanggang Trading Company which have been involved in procurement of chemical process equipment related to missile technology from East Asia (Figure VI).

A procurement agent in Europe working with Pusong Trading Corporation sought to acquire used mixing machinery that could be deployed in the BM programme (see Figure VII). Such used machinery has no warranty and is subject to less stringent export controls than new equipment. The market for used equipment (and related scrap) is less visible. This procurement attempt by the DPRK agent was unsuccessful, but the Panel was told that the agent has diplomatic status and is still in Europe.

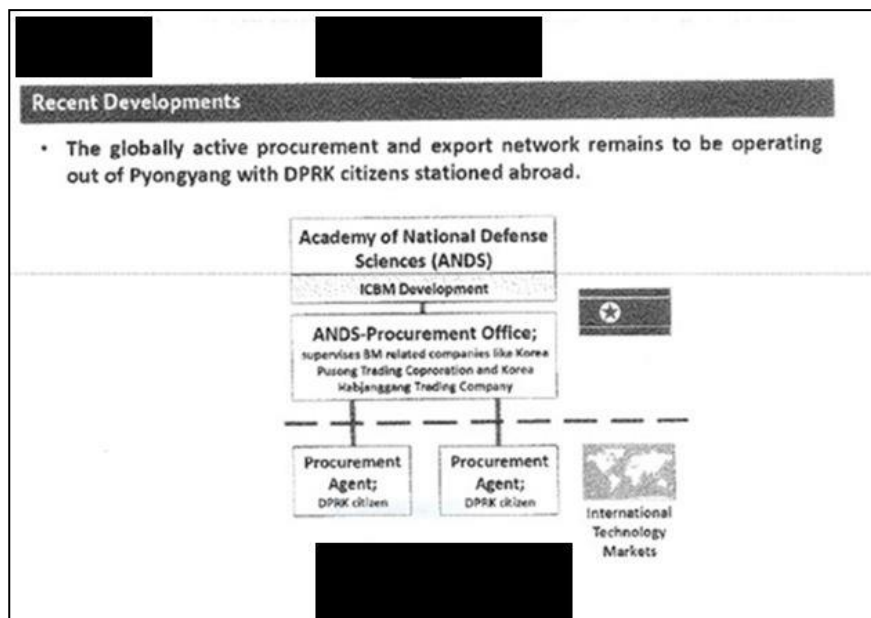
In Syria, DPRK technicians still appear to be present and in contact with Pyongyang, according to the first Member State. DPRK representatives in Syria are also in contact with procurement agents in a third country who can acquire specialized technological equipment. Such exports are arranged by DPRK agents right from the market to the customer in a manner that is difficult to track.

Further, according to the first Member State, in February 2019 in East Asia, DPRK procurement agents procured high-tech communication equipment for missile-to-ground communication that can operate at very high altitudes. The DPRK regularly procures Glonass/GPS sensors at intervals of around two months.

The 221 General Bureau of the designated Reconnaissance General Bureau (RGB) (KPe.031) is charged with generating hard currency through exports of prohibited goods (see Figure VIII) in order to support the listed entity KOMID (KPe.001) (see Figure VIII), aka External Economic General Bureau. The funds generated by these weapon sales remain outside the DPRK where they are transferred from trade agents to procurement agents for the acquisition of sought-after commodities. These commodities are then transferred and sold in another country to generate hard currency, allowing the DPRK to launder and conceal revenues from arms sales without using the international banking system.

Instead of exporting full missile systems, the DPRK is sending technicians to a buyer country and establishing a complete supply chain. Such activities are ongoing in Iran, Syria and Egypt according to the first Member State. The Panel was told that the 221 GB is represented at the DPRK Embassy in Teheran with by least three individuals. The number of DPRK procurement agents overseas is decreasing and those remaining are focusing on the procurement of critical missile related components as well as dual-use and below-threshold items. In order to circumvent sanctions, the DPRK changes its import/export-related organization structures every eight months.

According to the first Member State, there are DPRK students involved in international scientific collaboration in East Asia who have studied issues including advanced composites in special environments and space material behavior and evaluation. Intangible transfers of technology are key to the DPRK's move towards self-reliance.

Figure V: Academy of National Defense Science (ANDS)

Source: Member State

Figure VI: Korea Habjjangang Trading Company

Recent Developments

- representatives of North Korea's Korea Habjjangang Trading Company have been involved in procurements of chemical process equipment

Exporter: [REDACTED]
NK Consignee: Korea Habjjangang Trading Company (조선외환무역회사)

Quantity	Equipment	Specification	CoC
10units	Digital Indicating Controllers	UT35A	[REDACTED]
200kgs	Lithium Carbonate	CAS 554-13-2	[REDACTED]
100bags	Sodium Fluoride	CAS 7681-49-4	[REDACTED]
100bags	Epichlorohydrin	CAS 106-89-8	[REDACTED]
1mt	Activated Charcoal	CAS 7440-44-0	[REDACTED]


Source: Member State

Figure VII: Mixing machine

Recent Developments

NK Cover Company: Hong Kong Express Ltd. -company dissolved since 2012-
 NK Procurement Agent: NK Individual based in Europe for Korea Pusong Trading Corporation

Quantity	Equipment	Specification
UI	Mixing Machine for HE	Used
UI	Mixing Machine for Propellants	Used

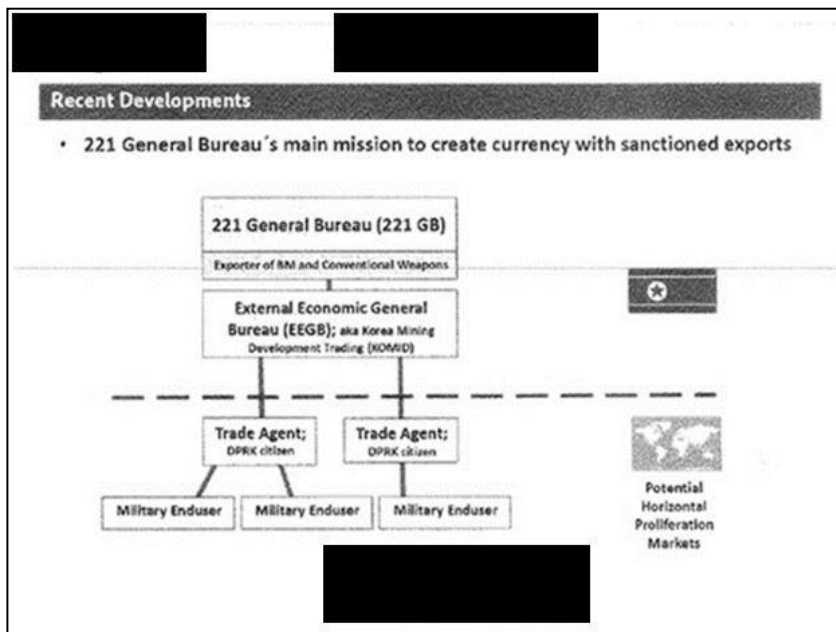


HE-related mixer (example)

- NK Individual is interested in BM related mixing technology.
Background: Procurement order by ANDS-Procurement Office.
- Procurement effort not successful.

Source: Member State

Figure VIII: 221 General Bureau of RGB



Source: Member State

7. Dismantlement of the Sohae (Tongchang-ri) satellite rocket launch site was interrupted. The vertical missile-engine test stand is now renovated and possibly operational.

Figure IX: Sohae vertical test site on the 28 December 2018, with the roof of the structure partially dismantled (left). The roof of the structure was rebuilt by March 2019, and only limited changes had been made since then, as observed on 2 May 2019 (right).



Source: Images courtesy of Planet Labs, Inc.

Figure X: Sohae satellite launch site on 28 December 2019, with the rail mounted structure dismantled (left); it was rebuilt as observed on 8 March 2019 (right).



Source: Images courtesy of Planet Labs, Inc.

Annex 33: Status of Member States reporting on implementation of relevant resolutions

As of 31 July 2019, 37 Member States have submitted reports on the implementation of paragraph 8 of resolution 2397 (2017), 75 Member States have submitted reports on the implementation of paragraph 17 of resolution 2397 (2017), 90 Member States have submitted reports on the implementation of resolution 2375 (2017), 87 Member States have submitted reports on the implementation of resolution 2371 (2017), 104 Member States have submitted reports on the implementation of resolution 2321 (2016) and 113 Member States on the implementation of resolution 2270 (2016).

Source: The Panel
